

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA SOCIALISATION DES MINES DE CHARBON EN ALLEMAGNE

et le problème de l'activité collective

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Michel MAYNARD

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ



VILLEFRANCHE

Imprimerie du « RÉVEIL DU BEAUJOLAIS »

9, Rue Pierre-Morin, 9

1926

ERRATA

- Page 5 — Ligne 5, au lieu de *Baner (Otho)*, lire *Bauer (Otto)*.
- Page 5 — Ligne 6, au lieu de *Berthold (Otho)*, lire *Berthold (Otto)*.
- Page 6 — Ligne 30, au lieu de *Sozialoronormik*, lire *Sozialökonomik*.
- Page 13 — Ligne 9, au lieu de *à domaine*, lire *à ce domaine*.
- Page 17 — Ligne 22, au lieu de *Bergbanfreiheit*, lire *Bergbaufreiheit*.
- Page 45 — Ligne 24 (note 1), au lieu de *Wasst*, lire *Was ist*.
- Page 53 — Ligne 18, au lieu de *entreprenur*, lire *entrepreneur*.
- Page 54 — Ligne 25, au lieu de *retrouvons*, lire *retrouverons*.
- Page 57 — Note 5, au lieu de *Ausführungs, des timmungen*
lire *Ausführungsbestimmungen*.
- Page 67 — Ligne 15, au lieu de *sanctionnait*, lire *sanctionnent*.
- Page 77 — Ligne 5, au lieu de *concession*, lire *commission*.
- Page 115 — Ligne 13, au lieu de *revenir*, lire *devenir*.
- Page 118 — Ligne 30, au lieu de *L'avenir de la science*, lire
(Cf. *L'avenir de la science*).
- Page 118 — Ligne 31, au lieu de *mais il l'attribue*, lire *mais il attribue*.
- Page 123 — Ligne 5, au lieu de *c'est*, lire *s'est*.
- Page 131 — Note 4, ligne 6, au lieu de *oppose*, lire *suppose*.

**LA SOCIALISATION
DES MINES DE CHARBON EN ALLEMAGNE**

et le problème de l'activité collective

LA SOCIALISATION DES MINES DE CHARBON EN ALLEMAGNE

et le problème de l'activité collective

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Michel MAYNARD

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ



VILLEFRANCHE

Imprimerie du « RÉVEIL DU BEAUJOLAIS »

9, Rue Pierre-Morin, 9

—
1926

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

- APPLETON (Charles), *, § I., professeur honoraire.
GARRAUD (René), *, § I., ✕, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.
JOSSEMAN, *, § I., doyen, professeur de Droit civil.
PIC (Paul), * O., § I., professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), *, § I., professeur de Droit administratif.
LAMBERT (Edouard), professeur de Droit comparé.
BOUVIER, § I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, § I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, *, § I., professeur de Droit civil.
GONNARD, § I., §, professeur d'économie politique.
PERROUD, § I., §, professeur de Procédure civile.
PICARD, § A., professeur de Droit civil.
ANTONELLI, *, §, § I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
COHENDEY (Georges), § A., professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), §, professeur de Droit criminel.
ROUBIER, professeur, chargé de l'enseignement du Droit comparé.
MONIER § A., agrégé chargé de l'enseignement du Droit Romain.
HOFFHERR, chargé du cours d'Economie politique.
LAMBERT (Jacques), chargé du cours d'Histoire du Droit.
BECQ, § I., secrétaire de la Faculté.

MEMBRES DU JURY :

M. GONNARD, Président.
M. BOUVIER, M. HOFFHERR, Assesseurs.



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILLON. (L.) — *Législation des mines*. 3^e v.
- AFTALION. — *Les crises de surproduction*.
- AMMONS (Alfred). — *Die Hauptprobleme der Sozialisierung*. Leipzig 1921.
- BARTH (Erwin). — *Die Sozialisierung des Kohlenbergbaus. Mahnungen und Bedenken*. Berlin 1920.
- BANER (Otho). — *Der Weg zum Sozialismus*. Wien 1919.
- BERTHOLD (Otho). — *Abschaffung des Geldes. Arbeitswährung. Rechenwirtschaft*. Berlin 1924.
- BERGSON. — *L'évolution créatrice*.
- Bericht der Sozialisierungs Kommission des Kohlenbergbaus*
v. 31 Juli 1920. Anhang : *Vorläufiger Bericht* v. 15 Februar 1919. Berlin 1921.
- BOURGUIN. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*.
- BRUNET. — *La constitution du 11 août 1919*.
- DURKHEIM. — *La division du Travail social*.
- FRIEDLANDER (Rob.) — *Wahre und falsche Sozialisierung*. Berlin 1921.
- HEIMANN. — *Mehrwert und Gemeinwirtschaft*. Berlin 1922.
- LORTEN (Alfons). — *Sozialisierung und Wiederaufbau*. Berlin 1920.
- HUÉ (Otto). — *Die Sozialisierung der Kohlenwirtschaft*. Berlin 1921.
- KAUTSKY. — *Was ist Sozialisierung ?* Berlin 1919.

- LEDERER. — *Die Sozialisierung des Kolhenbergbaus in « Sozialist »*, v. 11. Dezember 1920.
- LEDERER. — *Regensburger Vortrag in « Schriften des Vereins für Sozialpolitik »*, Bd. 159.
- MEYER (Frantz). — *Die Krisis in der Sozialisierung. Sozialistische Monatshefte*, V. 20. März 1923.
- MISES (L.) (v.). — *Gemeinwirtschaft*, Jena 1922.
- MULLER (Hans). — *Erziehung zum Sozialismus. Soz. Monatshefte*, 21 Nov. 1921.
- NEURATH (Otto). — *Wesen und Weg der Sozialisierung.*
— *Durch die Kriegswirtschaft zur Naturalwirtschaft*, München 1919.
- REIER. — *Sozialisierungsgesetze.*
Rheinisch. — Westphälische Zeitung, 11 Nov. 1920. *Die Verständigungskommission über die Kohlensozialisierung.*
- ROSSIGNOL. — *Quelques tentatives du gouvernement prussien pour étendre son influence sur la propriété minière*, Paris 1908.
- SILVERBERG (Paul). — *Die Sozialisierung des Kohlenbergbaus. Kölnische Zeitung*, 26 Nov. 1920.
Sozialisierungsgesetz vom. 23 März 1919.
Gesetz über die Regelung der Kohlenwirtschaft, v. 23. März 1919. *In der Verfassung der Novelle*, v. 20 August 1919.
Ausführungsbestimmungen zum Gesetz über die Regelung der Kohlenwirtschaft, v. 21. August 1919.
Sozialistische Monatshefte 1918-1925.
Verfassung des Deutschen Reiches vom 11. August 1919.
Verhandlungen der Sozialisierungskommission über den Kohlenbergbau 1918-1919, 1 Bd. und 1920, 2 Bände, (1)
- WEBER (Max). — *Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingen 1921.
- WEIL (Félix). — *Sozialisierung. Versuch einer begrifflichen Grundlegung*, Berlin 1921.
- WISSELL (Rudolf). — *Wirtschaftliche Selbstverwaltung*, Jena 1919.

(1) Cité sous l'abréviation : Vhdlg.

CHAPITRE I

INTRODUCTION

§ 1. — Economie collective. Etatisation et socialisation

On a longtemps conçu l'activité économique de l'individu comme une lutte entre l'individu et le milieu social. Il n'est pas jusqu'à l'idéaliste Schiller qui ne nous montre, dans la *Chanson de la Cloche*, l'homme arrivé à l'âge adulte se lançant parmi un monde d'ennemis, se livrant à la chasse au bonheur et y faisant assaut de ruse et d'audace (1).

Mais au début du XIX^e siècle, un philosophe, Fichte, allait prêcher un idéal tout différent. Dans les Discours à la Nation Allemande (1807-1808), il s'élève d'abord contre l'éducation de son temps, à laquelle il reproche

(1) Der Mann muss hinaus — Ins feindliche Leben — Muss... erlisten erraffen — Muss wetten und wagen, — Das Glück zu erjagen.

de vouloir fonder la solidarité sociale sur un égoïsme bien compris. Il nie la possibilité de faire sortir l'altruisme de ce qui en est la négation même et affirme que si l'on veut élever l'âme individuelle, il faut lui proposer un idéal supérieur à l'individu. Dans les « *Fondements du droit naturel d'après les principes de la théorie de la science* », il s'attaque à cette conception qui voit dans l'activité économique de chacun une lutte contre la collectivité ; puis, posant l'existence de la personnalité humaine, douée de raison, il en déduit, avec une rigueur mathématique, les propositions suivantes :

« Un être raisonnable ne peut se poser lui-même sans s'attribuer une activité libre. Il ne peut s'attribuer une activité libre sans se créer un monde extérieur et sans attribuer également cette activité libre à d'autres êtres raisonnables. Il ne peut l'attribuer à d'autres êtres raisonnables, sans se supposer en relations avec eux. Le droit s'occupe des relations nécessaires entre des êtres libres ; son objet, c'est d'établir une communauté entre eux. L'Etat personifie le droit ; l'Etat représente également l'espèce ; il a qualité pour orienter l'individu vers les fins de l'espèce ; au besoin, il peut et doit l'y contraindre. »

Ce que Fichte proclamait là, c'était le principe même de l'activité et de l'économie collectives, principe dont il allait donner une application dans son ouvrage « *der geschlossene Handelsstaat* ».

Il établissait d'abord, à la charge de l'individu, l'existence d'une obligation au travail, non pas à un travail quelconque, mais à un travail utile à la collectivité. Cette conception s'opposait, d'une part, au dilettantisme par,

si noble qu'en fût l'essence, et, d'autre part, à l'activité individuelle dirigée vers des fins individuelles. Cette obligation était bien, aux yeux de Fichte, une obligation morale, mais au sens où « moral » s'oppose à « immoral » ; elle était, à ce titre, inscrite dans la loi, et son non-accomplissement devenait une infraction susceptible de sanctions légales. C'est cette obligation que, un siècle plus tard, la Constitution de Weimar allait insérer dans son article 163, à côté du droit au travail qui en est le corollaire.

Mais il ne suffit pas de poser ce principe que l'activité ou une partie de l'activité de l'individu doit être utile à la collectivité. Il faut créer une organisation qui oriente cette activité vers une fin sociale, en tirant d'elle le maximum de rendement. C'est là le but de l'économie collective. Comment sera-t-il atteint ?

Le premier moyen qui se présente, est celui qui consiste à remettre la direction de l'économie aux organismes politiques existants : Etats ou communes. C'est l'étatisation dans un cas, la communalisation ou municipalisation dans l'autre, les deux formes pouvant d'ailleurs co-exister : l'Etat ou les communes s'approprient les entreprises et les exploitent par leurs fonctionnaires.

Le deuxième moyen est la socialisation. Mais le concept de ce mot est presque aussi vaste que celui de l'expression « économie collective », et on ne peut guère le définir que par prétérition : c'est la réalisation de l'économie collective au moyen d'organismes économiques distincts des organismes politiques. On peut concevoir, par exemple, et l'on a, en effet, conçu la socialisation réalisée soit par les syndicats, soit par les coopératives, soit

par des organisations paritaires, soit par tout autre groupement. Enfin, la socialisation peut s'effectuer en vertu d'un ordre émanant de l'autorité souveraine, mais elle peut tout aussi bien être le résultat d'un mouvement spontané des classes intéressées.

Toutefois la plupart des théoriciens allemands de la socialisation et notamment tous ceux qui devaient être appelés à faire partie de la commission de socialisation que nous allons voir à l'œuvre, se sont formé de l'économie collective une conception particulière : ils ont écarté délibérément toute socialisation par les syndicats, les coopératives, les organisations paritaires (1), et d'une façon générale, toutes les combinaisons dans lesquelles ils ont cru voir la main mise d'une classe, d'une caste ou d'un groupement sur l'économie. C'est que, même ceux d'entre eux qui repoussaient l'étatisation, étaient trop profondément imbus des doctrines de Fichte et de Hegel, pour pouvoir se dégager des conceptions étatistes et autoritaires, et ils ont été amenés, en conséquence, à formuler le principe suivant qui donne à leur doctrine son caractère original :

« La socialisation est un acte de souveraineté : l'Etat a toujours le droit de socialiser et ce droit n'appartient qu'à lui ; aucun parti politique, aucun groupement économique ne peut le revendiquer ».

C'est ce principe que la Constitution de Weimar a consacré dans l'art. 156 et l'art. 165, al. 6.

Malgré cette conception ainsi restreinte, la socialisa-

(1) Voir notamment les déclarations très nettes de Kautsky dans la brochure : *Was ist Sozialisierung* et de Hilferding à la commission de socialisation (Vhdlg. 1920, p. 400).

tion offre encore une foule de gradations possibles : elle peut s'étendre à toutes les branches de l'économie ou seulement à quelques-unes et même, dans une branche donnée, être intégrale ou partielle, immédiate ou progressive.

Sous sa forme la plus complète, la socialisation groupe toutes les entreprises appartenant à une même industrie. Ce groupement constitue un corps économique autonome, c'est-à-dire jouissant de l'autonomie administrative et budgétaire. Il forme, au point de vue juridique, un établissement public. Les producteurs (entrepreneurs, ouvriers et employés) et les consommateurs y sont représentés ; l'Etat se réserve un droit de surveillance et même de codécision qu'il exerce par l'intermédiaire de censeurs et de directeurs nommés par lui. La socialisation partielle admet une infinité de modalités. On peut, par exemple, conserver la forme capitaliste : les entreprises socialisées prendront alors la forme d'une société anonyme ; l'Etat possédera la plus grande partie des actions et s'assurera ainsi la prépondérance dans les assemblées générales. Ou bien encore, l'entreprise restera privée, mais l'Etat absorbera par un impôt les rentes différentielles, etc.

§ 2. — Origines du mouvement de socialisation

Nous ne nous proposons pas ici de faire l'histoire des idées d'où est sortie la socialisation (1), mais simplement d'énumérer les causes qui poussèrent la République Alle-

(1) Il faudrait, dans l'histoire des doctrines, faire une place hors de pair à Fichte, qui dans la « Rechtslehre » et le « geschlossene Handelsstaat » se montre vraiment à nous comme un précurseur de la socialisation et du socialisme de guildes.

La doctrine marxiste n'a, au contraire, fourni qu'un apport infime aux théories de la socialisation. Marx s'est toujours refusé à rédiger « des recettes de cuisine pour l'avenir ». Il y a à cela une excellente raison. Marx est, au fond, un libéral

mande, au lendemain de la Révolution, à faire passer ces idées dans les faits.

1° La première de ces causes est l'expérience qui avait été faite du régime économique du temps de guerre (*Kriegswirtschaft*, *Zwangwirtschaft*). Ce régime de réquisition n'était pas la socialisation, mais il pouvait y conduire. Il constituait, en effet, une main mise de l'Etat sur la production et sur la répartition. Tirer parti de toutes les ressources par le groupement de toutes les forces, assurer la vie de toutes les parties de la nation, tel était le but de cette organisation, tel aussi celui de la socialisation. Mais la ressemblance s'arrête là. Bien loin d'éliminer le capital privé, l'organisation du temps de guerre avait renforcé le rôle du capitaliste. L'entrepreneur lui-même n'était plus qu'un rouage de la machine : son autorité sur ses subordonnés s'était sans doute accrue, mais sous réserve d'une soumission absolue à ses chefs hiérarchiques, ce qui réduisait à néant son initiative personnelle. Enfin la répartition avait bien été assurée, mais à quel prix et dans quelles conditions ! Il n'y avait donc là qu'une expérience dont on pouvait, sans doute, tirer un enseignement, mais qu'il fallait se garder de renouveler (1).

impénitent : la doctrine libérale enseigne, en effet, que les forces économiques tendent d'elles-mêmes à l'état d'équilibre, à la condition de n'être entravées par aucun obstacle ; c'est exactement l'opinion de Marx, seulement Marx estime que, dans la société actuelle, ces forces sont entravées par la propriété et le capitalisme ; que l'on supprime ces deux obstacles et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes économiques possibles.

(1) Et néanmoins les souvenirs de la *Kriegswirtschaft* ont hanté l'esprit de certains théoriciens de la socialisation comme Otto Neurath (*Durch die Kriegswirtschaft zur Naturalwirtschaft*), Ballod (*Der Zukunftsstaat*), Popper-Lynkeus (*Die allgemeine Nahrungspflicht als Lösung der sozialen Frage*), etc.

2° La guerre et la révolution avaient donné au prolétariat la conscience de sa force. Il entendait désormais avoir une part dans la direction et les gains des entreprises.

3° Le peuple allemand, affaibli par une longue guerre et des pertes territoriales, devait s'efforcer de tirer parti de toutes ses richesses nationales. Or la plus grande richesse de l'Allemagne est dans son sous-sol : ce sont ses mines de houille ; c'est à domaine que l'on devait tout d'abord songer à appliquer les principes de l'économie collective, et c'est aux efforts tentés dans ce but que va être consacré le présent travail.

4° Mais le mouvement de socialisation a des causes plus profondes et plus lointaines. Il n'est, au fond, comme on le verra, que la reprise ou plutôt la continuation de la lutte engagée vers la fin du xix^e siècle par l'Etat allemand contre les cartels et les trusts, et c'est précisément dans le domaine de l'économie houillère que cette lutte fut le plus âpre. Mais cette lutte elle-même n'est qu'un épisode de la grande bataille que l'Etat livre depuis des siècles dans le but d'assurer à la collectivité la possession des richesses du sous-sol. Dans quelle mesure la voie était-elle donc frayée à la socialisation des mines de charbon, c'est ce qu'une rapide exquisse de l'histoire du régime minier allemand va nous montrer.

§ 3. — Historique du régime minier allemand

Les plus anciens documents que nous possédions sur le droit minier allemand sont :

1° Le Contrat de Trente, intervenu le 24 mars 1185

entre l'évêque Albrecht et le corps des argentiers pour l'exploitation de mines d'argent dans le voisinage de la ville.

2° Le statut de Trente, ordonnance minière rendue le 12 juin 1208 par l'évêque Frédéric.

3° Quatre codes miniers, celui d'Iglau (Bohème), rédigé entre 1249 et 1253, celui de Freyberg (Saxe) (1232-1235), celui de Schemnitz (Basse-Hongrie (1235-1275), celui de Massa (Toscane) élaboré vers 1250, mais dont la plus ancienne rédaction que nous possédions remonte à 1310.

4° L'ordonnance de Klettenberg, rendue en 1300 par Wenceslas II de Bohème, sous le titre *Constitutiones juris metallici* ou *Jus regale montanorum*.

La plupart de ces statuts ou codes n'ont fait que recueillir et coordonner d'anciennes coutumes existantes. Chez tous, le droit minier se présente avec les mêmes caractères, savoir :

1° Liberté complète des recherches, ce que l'on appellera plus tard « *Bergbaufreiheit* ».

2° Droit d'exploitation acquis à l'inventeur, mais ne se conservant que par la continuité du travail.

3° Police des mines confiée soit à l'autorité politique, soit plus fréquemment à des autorités élues par les exploitants.

4° Absence de toute mention d'un droit d'accession en faveur du propriétaire du sol (1).

(1) Il se peut que ce droit ne soit pas mentionné parce que, à cette époque, les mines se trouvaient dans des terres incultes et sans propriétaire. Il faut noter qu'il en est fait état dans le *Sachsenspiegel* (L. 35, § 2) et qu'en Saxe le droit régalien ne fut jamais applicable qu'aux mines métalliques. La loi saxonne de 1868 a confirmé le droit du propriétaire du sol à exploiter les mines de houille et de lignite.

5° Absence de toute trace de droit régalien, même dans les « Constitutiones » de Wenceslas malgré leur sous-titre.

DROIT RÉGALIEN

Cependant le droit régalien avait probablement déjà pris naissance, car ses origines semblent anciennes ; elles sont en tout cas fort obscures. On a essayé d'en retrouver les traces dans les dispositions édictées par Frédéric I^{er}, Barberousse à la diète de Roncaglia (1158) ou dans les contestations qui s'élevèrent entre cet empereur et l'évêque Conrad de Trente, successeur d'Albrecht, mais sans apporter de preuve péremptoire de son existence à cette époque. Quoi qu'il en soit, le droit régalien triomphe et devient désormais la base du droit minier allemand avec la Bulle d'or de l'empereur Charle IV (4 janvier 1356), où se trouvent posés les principes suivants :

1° Le droit de rechercher et d'exploiter les trésors du sous-sol appartient exclusivement à l'empereur.

2° L'empereur délègue ce droit au roi de Bohême et aux princes électeurs.

3° La bulle ne reconnaît aucun droit d'accession au propriétaire du sol.

A partir de ce moment, la recherche et l'exploitation des mines sont régies par des actes émanant directement des souverains, rois ou princes électeurs, à défaut par l'empereur. On se trouve alors en présence de deux systèmes.

1° Dans certains districts, le souverain exploite directement les mines ; parfois, cependant, il concède le droit de les exploiter à une personne librement choisie par lui :

c'est l'origine du droit de régale privée qui s'est maintenu jusqu'à nos jours.

2° Dans d'autres districts, quelques pratiques issues de la Bergbaufreiheit subsistent à côté du droit régalien. La recherche n'est plus libre : elle doit faire l'objet d'une permission préalable du souverain ; de même, après la découverte d'un gisement, le droit d'exploiter doit faire l'objet d'une demande spéciale, mais ce droit est normalement accordé à l'inventeur ou, en cas de pluralité d'inventeurs, à celui qui a le premier présenté sa demande. L'exploitation de la mine se fait sous la surveillance de l'autorité publique. Là encore nous retrouvons des traits distinctifs qui se sont conservés jusqu'à l'époque contemporaine.

Au cours du xvi^e siècle paraissent un certain nombre d'ordonnances dont les plus célèbres sont celles d'Annaberg (1509) et de Joachimstal (1518). Il se forme ainsi une série de droits miniers locaux. La science juridique, s'inspirant de ces statuts particuliers, en crée un corps de doctrine ou un droit minier commun qui subsiste, à titre subsidiaire, à côté des législations locales. Parmi ces droits locaux, il en est un qui devait prendre une importance considérable et sur lequel les autres allaient se modeler, c'est le droit minier prussien.

DROIT MINIER PRUSSIEN

C'est à Frédéric-le-Grand que revient l'honneur d'avoir réorganisé le droit minier de la Prusse. Il refond les ordonnances antérieures et les complète par trois nouvelles ordonnances, pour Clève et Marche, pour la Silésie et pour Magdebourg-Halberstadt (1766-1772).

Enfin, l'« Allgemeines preussisches Landrecht » de 1794 établit dans le titre 16 de la II^e partie un code minier général applicable, à titre de droit subsidiaire, dans les pays déjà régis par les ordonnances précitées et constituant le droit commun pour tout le reste du royaume.

Ce qui caractérise le droit minier prussien, c'est ce que l'on a appelé le « Direktionsprinzip », c'est-à-dire l'ingérence constante des autorités dans l'exploitation : elles fixent notamment la production annuelle, la répartition du personnel dans les mines et même les prix de vente.

Ce système resta en vigueur pendant toute la première moitié du xix^e siècle. Sous l'influence de cette tutelle tracassière et malgré l'essor de l'industrie, l'exploitation restait à peu près stationnaire. C'est alors que, sous l'empire des idées libérales et pour affranchir l'exploitation des entraves qui la paralysaient, fut promulguée, en 1865, la loi célèbre qui devait servir elle-même de modèle aux législations minières de la plupart des autres états allemands (1).

Voici les grandes lignes de cette loi qui, comme on va le voir, constitue, en partie, un retour aux pratiques de la Bergbanfreiheit :

1^o La recherche est libre.

2^o Une fois le gisement découvert, le droit d'exploitation doit faire de la part de l'inventeur l'objet d'une re-

(1) La loi prussienne du 24 juin 1865 a été adoptée avec quelques modifications par les pays suivants :

Anhalt (l. 30 av. 1875 et 26 fév. 1877), Bavière (l. 20 mars 1869), Brunswick (l. 15 av. 1867), Hesse-Darmstadt (l. 28 janv. 1876), Princ. Reuss, branche cadette (l. 9 oct. 1870), Saxe-Altenbourg (l. 18 av. 1872), Saxe-Cobourg-Gotha (l. 16 août 1868), Saxe-Meiningen (l. 17 av. 1868), Waldeck-Pyrmont (l. 20 av. 1869), Wurtemberg (l. 7 oct. 1874).

La Saxe et quelques petits Etats ont une législation particulière.

quête (Mutung) présentée à l'Office supérieur des mines. Mais la requête ne peut être rejetée que pour des motifs d'intérêt public. En cas de concours entre plusieurs postulants, le premier inventeur l'emporte (Principe de l'Alter im Felde).

3°. Le propriétaire du sol n'a aucun droit sur les trésors du sous-sol. Il ne peut s'opposer ni aux recherches ni à l'exploitation. En cas de résistance de sa part et sur la demande de l'explorateur ou du « Muter », l'autorité intervient pour le contraindre à laisser exécuter les travaux nécessaires ; mais une indemnité lui est naturellement due pour les dommages causés à sa propriété.

Quelle est la nature de ce droit que nous avons appelé jusqu'ici droit d'exploitation ? La terminologie courante l'appelle un droit de propriété (Bergwerks Eigentum) et c'est d'ailleurs l'expression même de la loi. Le bien minier figure au livre foncier sur un feuillet spécial ; il est susceptible d'aliénation, d'hypothèque, de saisie dans les mêmes formes que la propriété immobilière.

Toutefois, en considération de son mode d'acquisition particulier, de la déchéance qu'encourt dans certains cas l'exploitant, la doctrine allemande se refuse à faire de ce droit un droit de propriété ordinaire. Elle le définit comme un « *privilegium occupandi* », un droit sur les choses sans maître. Il faut, en effet, noter que la loi de 1865 écarte expressément un droit de propriété de l'Etat sur les richesses du sol et dérive son droit à concéder les mines de son droit de police générale.

La loi de 1865 s'inspirait donc d'idées très libérales, trop libérales même. Elle fut d'abord bienfaisante, mais le danger qu'elle portait en elle, n'allait pas tarder à se révéler.

Vers 1890 se forment les grandes associations des compagnies minières dont les deux plus importantes allaient être le Syndicat rhénan-westphalien et la Convention houillère de la Haute-Silésie. Le gouvernement voit d'abord les syndicats avec faveur ; sous leur impulsion, l'exploitation devient plus rationnelle, la production s'accroît, les crises de chômage sont évitées ou atténuées.

Cette situation dure jusque vers 1900. A ce moment survient la fameuse période de « disette de houille » (Kohlennot). L'Angleterre, engagée dans la guerre du Transvaal et ayant besoin de grandes quantités de charbon pour sa flotte et ses usines de guerre, réduit ses exportations ; d'autre part, de grandes industries se développent, notamment l'industrie électrique, et la demande s'accroît. Les Syndicats en profitent pour refuser de tenir leurs engagements, dont ils se prétendent libérés par un cas de force majeure, et pour imposer à leurs clients des contrats léonins.

C'est alors que l'Etat intervient. Il avait à défendre non seulement les intérêts du public, mais encore les siens propres. Les mines domaniales, mal situées ou d'un rendement trop faible, ne suffisaient pas à alimenter sa flotte de guerre ni ses chemins de fer, et il devait passer lui aussi par toutes les exigences des syndicats. Le gouvernement hésitait cependant à remanier la loi de 1865 ; il eut recours à une autre tactique.

Dans l'espoir de pouvoir faire face à ses propres besoins et de jouer en même temps un rôle de régulateur des prix, l'Etat se rendit acquéreur, dans le bassin rhénan-westphalien, d'un certain nombre de gisements encore inexploités. Mais ces mines nouvelles ne pouvaient donner

un rendement suffisant que dans une dizaine d'années. L'Etat essaya alors d'acheter une mine en pleine activité et à grand rendement ou tout au moins d'en acquérir la majorité des actions, afin de s'assurer la prépondérance dans les assemblées générales. Cette mine, c'était la Hibernia. L'émotion fut grande parmi les syndicats et les possesseurs de mines : on accusa l'Etat de vouloir préluder ainsi à la socialisation et, l'on se mit en devoir de lui tenir tête. L'Etat éprouva un retentissant échec : malgré les efforts de la Dresdener Bank chargée d'effectuer pour son compte les opérations d'achat, il ne put jamais acquérir pour plus de 27.683.000 de marcs d'actions qu'il payait d'ailleurs 70 millions, tandis que 31.075.000 de marcs d'actions restaient à ses adversaires. Il était dorénavant démontré que toute tentative de ce genre de la part de l'Etat soulèverait pareille coalition et serait vouée au même insuccès.

Vers la fin de 1904 et au début de 1905, les Compagnies minières fermèrent un grand nombre de mines dont le rendement ne leur paraissait pas assez rémunérateur. La mesure était peut-être justifiée au point de vue technique et financier, mais, au point de vue social, elle fut exécutée avec la plus grande brutalité. Des ouvriers, occupés depuis de longues années dans la mine, établis à demeure dans les localités où beaucoup même étaient propriétaires de la maison qu'ils habitaient, se virent brusquement congédiés. Cette mesure et l'intransigeance du syndicat rhénan-westphalien qui était surtout en cause et qui refusa de traiter avec des ouvriers et avec le gouvernement, provoquèrent en janvier 1905 la grève de la Ruhr à laquelle prirent part 200.000 mineurs.

L'opinion se souleva contre les syndicats, et le gouvernement, instruit par l'échec de l'affaire Hibernia, se décida à faire appel au législateur. Le 17 février, il déposait un projet de loi sur le bureau du Landtag. Ce projet se proposait simplement de remédier à ce qui semblait l'abus le plus criant : la fermeture des mines ; il prévoyait la réunion des petites fosses en une seule exploitation et la possibilité de frapper d'impôts supplémentaires les mines que l'on fermait, alors que l'exploitation pouvait encore donner des bénéfices. Voté par le Landtag, le projet échoua devant la Chambre des Seigneurs.

Mais au cours des débats des paroles avaient été prononcées, qui méritent d'être retenues. Lors de l'exposé des motifs du projet, on avait pu entendre ces mots : « La propriété du sous-sol n'est enlevée au propriétaire que dans un but d'utilité générale. » Le 2 février, au Landtag, le Ministre de l'Intérieur, Posadowski, déclarait que « lorsqu'à la propriété individuelle se substituent les collectivités capitalistes, l'Etat doit pouvoir leur rappeler qu'il est, en fin de compte, la source de tout droit ». Le 27 mars, le chancelier de Bülow tenait un langage analogue : « Les syndicats veulent éliminer complètement l'intervention de l'Etat, or cela n'est plus possible ; l'Etat a désormais le droit d'étendre sa main protectrice sur ce domaine et d'y imposer l'ordre. »

Pour donner au gouvernement le temps de préparer un remaniement de la loi de 1865, le député Gamp proposa et fit adopter le 5 juillet 1905 la loi qui a reçu son nom. C'était une loi d'attente ; s'inspirant de la maxime d'Hippocrate : « *primum non nocere* », elle voulait arrêter l'octroi de nouvelles concessions. Les sondages, en effet, se

multipliaient, et, à leur suite, la spéculation et l'accaparement se donnaient libre carrière.

L'art. 1^{er} de la loi interdisait, pour une durée de deux ans à partir de la promulgation de la loi, l'octroi de toute nouvelle concession. Exception était faite en faveur des demandes motivées par des sondages entrepris avant le dépôt de la proposition de loi (31 mars 1905) ou même après cette date « pourvu qu'ils soient effectués dans un cercle de 4.184 mètres de rayon à partir d'un sondage où l'existence du minerai a été démontrée et qui a motivé une demande en concession encore pendante » (1).

En outre, la loi coupait court à certains abus qui s'étaient introduits dans la pratique de la « Mutung » et que la jurisprudence avait tolérés.

La loi Gamp semble avoir été peu efficace, car à la faveur de la double exception signalée, 27.813 hectares de gisements (houillères et mines de sel) furent encore concédés entre le 21 août 1906 et le 19 février 1907.

Enfin, le 31 janvier 1907, le ministre du commerce Delbrück déposait au Landtag le projet de loi attendu et qui fut adopté, non sans de notables modifications, le 10 mai par le Landtag et le 3 juin par la Chambre des Seigneurs. La loi fut promulguée le 18 juin.

Le projet original ne tendait à rien moins qu'à constituer, pour l'avenir, en faveur de l'Etat un véritable droit de propriété sur les nouveaux gisements. L'Etat *pouvait*, il est vrai, déléguer son droit d'exploitation, mais seulement à titre temporaire et onéreux. La concession était assimilée à un droit de servitude au profit du concession-

(1) Cette deuxième atténuation fut ajoutée au projet par le Landtag.

naire, lui permettant « de léguer, aliéner, rechercher et extraire les substances minérales en se conformant aux dispositions de la loi. » (Art. 5 du projet).

Mais la loi, telle qu'elle fut votée, apportait de graves restrictions aux dispositions du projet, surtout à celles qui concernaient l'économie houillère. Elle revendiquait bien en principe, pour l'Etat le droit de recherche et d'exploitation des gisements de toute nature (art. 2), sauf dans quelques districts où l'exploitation étant peu développée, on laissait le champ libre à l'initiative privée.

Mais une clause spéciale et restrictive des droits de l'Etat réglait le sort des gisements de houille à découvrir. Elle réservait à l'Etat, en dehors de son domaine actuel, 250 « champs maxima » (1) ; les domaines pouvaient en devenir propriétaires au sens et dans les conditions de la loi de 1865 ; mais ils devaient en faire la demande dans un délai de 3 ans à partir de la promulgation de la loi ; ils n'avaient donc qu'un laps de temps très court pour se constituer cette réserve. Pour le surplus, l'Etat *devait* transférer à d'autres personnes le droit de recherche et d'exploitation de la houille (2).

Aucune des lois précitées n'avait touché aux droits de régale privée.

(1) Le champ maximum (Maximalfeld) contient 220 has.

(2) Le soin de régler les modalités du transfert était remis à une loi ultérieure

CHAPITRE II

§ 1. — Réunion de la première commission de socialisation

On voit donc par ce qui précède que le gouvernement prussien avait fait, avant la guerre, un réel effort pour revendiquer les droits de la collectivité sur les mines, mais que cet effort, insuffisamment appuyé par le Landtag et la Chambre des Seigneurs avait tourné court. Au lendemain de la guerre, la socialisation des grandes entreprises se trouva au premier plan des revendications du prolétariat. Aussi, dès novembre 1918, les commissaires du peuple annonçaient, dans une proclamation, leur intention de donner au problème une solution *rapide* et de réunir, à cet effet, les économistes les plus éminents de l'Allemagne. Pour tranquilliser les esprits, ils ajoutaient que l'on ne songeait pas, du moins pour l'instant, à écarter les directeurs techniques et commerciaux.

Une commission fut donc nommée. Elle comprenait des professeurs : Ballod, Lederer, Schumpeter, Wilbrandt ; des publicistes : Francke, Cunow, Hilferding, Umbreit (ce dernier membre du bureau de l'Union des Syndicats ouvriers), le Dr Volgelstein, directeur de la Société

des Acières de la Guerre, Otto Hué, membre de l'Assemblée Nationale et Kautsky, président de la commission. Aucun fonctionnaire des mines de l'Etat n'en faisait partie.

Le labeur fourni par cette commission pendant l'hiver 1918-1919 fut immense. L'étude des questions intéressant la socialisation des mines de charbon constitua sans doute, la partie la plus importante de sa tâche, mais ses travaux portèrent également sur la communalisation, les entreprises du bâtiment et les questions de logement, l'exploitation de la potasse, les industries du fer, les voies ferrées et les postes. A elles seules, les délibérations sur la socialisation des mines de charbon occupèrent, du 20 décembre 1918 au 24 janvier 1919 onze séances publiques et un certain nombre de séances secrètes. Les travaux de la commission dans cette dernière branche revêtent la forme d'une vaste enquête sur les ressources houillères de l'Allemagne, l'état actuel des mines, leurs perspectives d'avenir, la technique de l'exploitation, etc. La commission avait, dès le début, élaboré un questionnaire détaillé qui fut envoyé à toutes les entreprises minières domaniales ou privées. Enfin, elle convoqua à ses séances, à titre consultatif, des représentants des administrations de l'Etat, des techniciens, des directeurs de société et des chefs d'entreprise. Elle ne négligea donc rien pour s'entourer d'une documentation complète et précise.

§ 2. — Questions étudiées par la commission

Les délibérations publiques de la commission ont porté essentiellement sur quatre points : 1° inventaire des

ressources houillères de l'Allemagne ; 2° comparaison entre l'exploitation domaniale et l'exploitation privée ; 3° formation des prix, vente et débouchés ; 4° usines de sous-produits et leurs attaches avec l'exploitation minière.

I. — INVENTAIRE DES RESSOURCES HOUILLIÈRES DE L'ALLEMAGNE

Si l'on considère le contenu des gisements houilliers actuellement en exploitation, l'Allemagne occupe le second rang en Europe : 100 milliards de tonnes contre 140 milliards extraits en Angleterre. Mais si l'on fait entrer en ligne de compte les richesses houillères dont les prospections ont révélé l'existence, l'Allemagne passe au premier rang. On évalue à 300 milliards de tonnes le contenu des gisements qui pourront être exploités dans l'avenir (1), tandis que les réserves de l'Angleterre ne s'élèveraient qu'à 190 milliards de tonnes (2).

La quantité de houille extraite en 1913 s'est élevée à 190 millions de tonnes.

Les usines allemandes occupaient en 1913 une superficie de 11.000 kilomètres carrés. Il faut défalquer de ce chiffre 1.200 kilomètres carrés représentant la superficie des mines de la Sarre et de la Lorraine cédées à la France (3)

(1) Statistiques fournies au Congrès géologique de Toronto en 1913.

(2) Goldreich, *Die Kohlenversorgung Europas*.

(3) Traité de Versailles. Section IV. Art. 45-50 et Annexe.

L'Etat français a acquis la propriété entière et absolue de tous les gisements du bassin de la Sarre. Mais au cas où, après le référendum qui doit avoir lieu en 1934 dans la Sarre, la Société des Nations déciderait l'union à l'Allemagne de tout ou partie du territoire de la Sarre, les droits de propriété de la France sur les mines seraient rachetés en bloc par l'Allemagne à un prix payable en or (§§ 1 et 36 de l'Annexe).

et 2.180 kilomètres carrés représentant celle des mines de Haute-Silésie annexées à la Pologne.

Les gisements les plus importants se trouvent dans le bassin rhénan-westphalien dont la production en 1913 s'est élevée à 114 millions de tonnes soit 60 % de la production totale de l'Allemagne, au nord et au sud de Crefeld, sur la rive gauche du Rhin en Saxe et en Silésie.

L'Allemagne possède également des mines de lignite. Le lignite est un combustible de qualité inférieure, mais il a une certaine importance pour l'industrie des sous-produits. La production totale s'est élevée en 1913 à 87 millions de tonnes. Les gisements les plus considérables sont ceux de Cologne, de Thuringe-Saxe et de la Basse-Lusace.

AYANTS DROIT

Etat. Défalcation faite des mines cédées à la France et à la Pologne, l'Etat prussien possède environ 1.200 kilomètres carrés de mines de houille dont la plus grande partie est située dans le bassin rhénan-westphalien.

Il possède également des mines de lignite dans les districts de Westerwald, de Basse-Lusace, de Bitterfeld et de Brandebourg (1).

Régale privée. Les droits de régale privée se rencontrent surtout dans le bassin rhénan-westphalien ; ils portent sur une étendue de 1.706 kilomètres carrés (comtés de Recklinghausen et de Dülmen, principauté de Salm) (2).

(1) La Saxe possède également des mines, dont il n'a pas été fait mention dans les délibérations de la commission. Le domaine minier saxon s'est même accru depuis 1919.

(2) Les champs régaliens du Prince de Pless (680 km²) sont maintenant en territoire polonais.

Les autres mines sont exploitées par des particuliers, des sociétés ou des « Gewerkschaften » (1). La plupart des exploitants sont propriétaires de la mine aux termes de la loi de 1865 ou des lois imitées de celles-ci.

Il existe, en outre, dans certains districts, divers droits réels, servitudes, droits d'usage, droits de fouille, etc., connus sous divers noms : Gebrauchs-Nutzungsrechte, Erbstollengerechtigkeiten (abolis en principe depuis la loi de 1865), Abbaurechte, etc.

II. — COMPARAISON DE L'EXPLOITATION DOMANIALE AVEC L'EXPLOITATION PRIVÉE

Cette question domine, pour ainsi dire, tous les travaux de la commission et l'on en comprendra facilement la raison. Parmi les causes qui militaient en faveur de *l'économie collective*, il n'en était aucune qui tendît à l'orienter dans le sens de la socialisation plutôt que dans celui de l'étatisation. Sans doute, le régime économique du temps de guerre avait fait ressortir les défauts de la gestion de l'Etat; mais ces défauts n'étaient peut-être pas irrémédiables. L'étatisation avait résisté à l'épreuve de l'expérience tandis que la socialisation représentait l'inconnu. La question méritait examen.

Il faut dire, dès maintenant, que les débats ne l'ont pas tranchée. Les déclarations faites devant la Commission par les chefs d'entreprise et les techniciens montrè-

(1) La « Gewerkschaft » est une société à capital « ouvert » c'est-à-dire qu'elle peut exiger de ses membres (Gewerken) des versements supplémentaires (Zubussen). Chaque associé est tenu de fournir sa quote-part à moins qu'il ne préfère abandonner sa part à la société.

rent que la gestion économique de l'Etat avait plutôt une mauvaise presse. Mais aucune preuve décisive de l'infériorité — ni non plus de la supériorité — de l'exploitation domaniale sur l'exploitation privée ne put être apportée. C'est que la méthode d'enquête adoptée était défectueuse. Les arguments produits étaient tirés, en effet, soit de considérations générales, soit de faits particuliers, soit de statistiques économiques de rendement.

Or les considérations générales qui tendaient à démontrer l'une ou l'autre thèse par des déductions logiques, étaient ici inopérantes. L'infériorité — ou la supériorité — d'une entreprise ne se démontre pas, elle se constate ; le raisonnement est impuissant à la prouver, il ne peut qu'en expliquer les causes :

De nombreux faits de détail furent cités ; ils furent encore moins concluants. Ils étaient parfois contestés ; dans le cas contraire, susceptibles d'interprétations diverses. Ainsi on avait cru pouvoir constater que l'Etat est le dernier à adopter les innovations dans le domaine de la technique ; mais cette méthode est-elle nécessairement mauvaise, qui consiste à laisser à d'autres les expériences ruineuses et à profiter, sans bourse délier, des résultats acquis ? Rien ne le prouve, rien ne prouve le contraire.

Les statistiques économiques de rendement auraient dû, semble-t-il, être décisives. Il n'en fut rien, et un exemple en fera comprendre la raison. On constate dans une mine un rendement inférieur, par homme et par an, à celui d'une autre mine placée dans des conditions géologiques analogues ; mais, renseignements pris, il se trouve que, dans la première, le mineur consacre une partie de son

temps à des travaux agricoles et reçoit d'ailleurs un salaire moindre, ou bien que, dans la seconde, le rendement supérieur est obtenu au prix d'une augmentation des frais d'extraction ou encore par une exploitation abusive de la mine. On n'en peut donc rien conclure.

Ce qu'il aurait fallu apporter, c'étaient non pas des statistiques *économiques de rendement*, mais des statistiques *financières de rentabilité*. Si les bilans des entreprises de l'Etat montrent que la rentabilité en est régulièrement inférieure, toutes choses égales d'ailleurs, à celle des entreprises privées, la cause est entendue, la gestion par l'Etat est condamnée. Alors, mais alors seulement, toutes les considérations invoquées, tous les faits allégués pourront être appelés à l'appui de la thèse ; mais, là encore, ils vaudront, non comme preuves, mais comme explications d'une situation dûment constatée. Or cette preuve décisive, c'est en vain qu'on la cherche dans les procès-verbaux des délibérations. Mais il faut croire qu'elle a été fournie au cours des séances secrètes ; car le rapport de la commission contient un dur réquisitoire contre les entreprises industrielles de l'Etat ; cette partie du rapport a été adoptée à l'unanimité, fait d'autant plus remarquable que, parmi les signataires, aucun n'était à priori hostile à l'étatisation et que certains lui étaient même favorables. Nous retrouverons cette question à sa place en parlant du rapport de la commission.

III. — FORMATION DES PRIX, VENTE ET DÉBOUCHÉS

Si l'exploitation constitue la partie industrielle de l'entreprise minière, l'organisation des débouchés en est la

partie commerciale dont l'importance n'est pas moindre. Il ne suffit pas, en effet, de produire le plus économiquement possible, il faut aussi faire parvenir le produit au consommateur par les voies les plus directes, en évitant les frais de transport et les intermédiaires inutiles. On avait vanté les progrès réalisés, à cet égard, par les trusts et les cartels. En étudiant les associations existantes, la commission se proposait de connaître les méthodes à imiter et les écueils à éviter, aussi bien dans l'organisation du commerce intérieur que dans celle du commerce extérieur.

A. — COMMERCE INTÉRIEUR

Les grandes organisations de vente

La commission se trouvait en présence de deux grandes organisations appliquant deux méthodes différentes : le Syndicat rhénan-westphalien et la Convention houillère de la Haute Silésie.

Syndicat rhénan-westphalien

Le Syndicat rhénan-westphalien est fils de la détresse. Il est conçu au milieu de cette période de dépression économique qui va de 1870 à 1892. Après une gestation laborieuse, il voit le jour en 1893 ; il est fondé d'abord au capital de 7.500.000 m. réparti en 25.000 actions de 3.000 m.

Nous avons vu que si, à ses débuts, le Syndicat rhénan-westphalien montra une assez grande modération, en

(1) Cf. Vhdg. 1918-1919, p. 190 et suiv. Anlage 3. Syndikats-Vertrag des Rheinisch-Westfälischen Kohlsyndikats v. 14. Oktober 1916.

revanche, il profita, en 1900, de la période de forte demande pour accroître largement sa prospérité et son influence ; dans la période de dépression qui suivit, il sut maintenir ses prix sensiblement au même niveau, en réduisant le taux de participation des mines et la durée de la journée de travail.

En 1903, lors du renouvellement du contrat de société il reçut un renfort puissant grâce à l'adhésion des « Hüttenzechen », c'est-à-dire des mines de houille possédant des fonderies et des aciéries. Ces mines qui avaient été jusqu'alors pour le Syndicat des concurrents redoutables, devenaient maintenant ses plus solides soutiens.

Vers la même époque se créait sous les auspices du Syndicat la « Compagnie rhénane de navigation et de commerce des charbons », à la tête de laquelle fut placé un des directeurs du Syndicat. Le « Comptoir des charbons », comme on l'appela bientôt, allait concentrer entre ses mains tout le commerce du charbon avec l'Allemagne du Sud.

Solidement appuyé par les banques, le Syndicat joua le rôle de troupe de choc dans la lutte engagée par les associations minières contre l'Etat, notamment lors de l'affaire de la mine Hibernia. Il était devenu et de beaucoup le cartel le plus puissant de l'Allemagne. Le chiffre global de participation annuelle avait été porté de 33 millions à 100 millions de tonnes.

Il est nécessaire de faire connaître maintenant la structure juridique du Syndicat, car non seulement elle a servi de modèle aux organisations analogues, mais les experts qui ont rédigé l'ordonnance du 21 août 1919, s'en sont inspirés lorsqu'ils ont tracé les grandes lignes de l'organisation de la Communauté des charbons.

Le Syndicat rhénan-westphalien repose sur ce que l'on appelle une « société double » (Doppelgesellschaft). Les possesseurs de mines forment d'abord entre eux une société civile ou de droit civil (« Gesellschaft bürgerlichen Rechts»). Cette société qui s'intitule « Versammlung der Zechenbesitzer » n'a pas la personnalité juridique ; mais elle charge, par contrat, une personne juridique, une société par actions le « Syndicat rhénan-westphalien » du soin de la représenter et de la conduite des affaires.

Le document le plus instructif touchant la constitution et le fonctionnement du Syndicat est précisément ce contrat entre le Syndicat et l'assemblée des possesseurs de mines, dans la rédaction qui porte la date du 14 octobre 1916. Par définition, le Syndicat laisse en dehors de son contrôle toute la partie proprement technique, mais il concentre entre ses mains toute l'activité commerciale. A cet effet, il fixe :

1° Le chiffre total des livraisons à effectuer par l'ensemble de ses adhérents ; l'évaluation en est faite à des époques déterminées pour une période déterminée et d'après les besoins prévus du marché ;

2° Le contingent à fournir par chaque adhérent pendant cette période ;

3° La quantité de combustible à laquelle chaque entreprise a droit pour sa propre consommation ;

4° Les prix d'achat du syndicat et les prix de vente au public. Toute vente au consommateur, soit directement, soit par un intermédiaire autre que le syndicat est interdite.

Des pénalités rigoureuses frappent toute infraction à l'une quelconque de ces dispositions (1).

(1) C'était, comme on l'a fait remarquer, le rétablissement du « Direktionsprinzip » en faveur du syndicat rhénan-westphalien.

Convention houillère de la Haute-Silésie

Comparé au syndicat rhénan-westphalien le groupement de la Haute-Silésie offre une organisation, en apparence plus lâche, mais plus souple. Dès 1885, il se constitue en Haute-Silésie des bureaux de vente (Verkaufskonzerné, Verkaufsstellen) ; c'est tantôt la mine elle-même qui crée pour son propre usage un office de vente, tantôt une maison de commerce qui absorbe pour la revendre la production de plusieurs mines. En 1895, ces organisations de vente, y compris celles des mines domaniales se réunissent en une « Convention » qui n'est pas un syndicat, mais un simple groupement des organismes commerciaux existants, lesquels gardent, dans une certaine mesure, leur autonomie.

En effet, la Convention laisse en dehors de son contrôle tout le commerce régional, celui dont les transports s'effectuent par le chemin de fer d'intérêt local. Elle n'intervient que pour régler le commerce de la province avec l'extérieur et voici de quelle manière :

1° La Convention fixe le contingent annuel de charbon que les mines devront fournir et les organisations de vente absorber.

2° Vers le milieu de chaque trimestre, elle fixe pour le trimestre suivant la fraction de ce contingent annuel que chaque mine devra livrer à l'organisation de vente correspondante.

3° Elle établit pour les différentes qualités de charbon des prix « normaux ». Chaque trimestre, elle dresse, selon l'état du marché, une échelle de suppléments ou de réductions à apporter à ces prix. Par prix normal, il

faut entendre un prix minimum ; il n'y a pas de prix maximum imposé.

Si l'on s'en tenait à ces seules indications, on n'aurait qu'une idée imparfaite du rôle que joue la Convention. En réalité, deux procédés de pratique courante établissent entre l'organisation de vente, d'une part, et la mine et le marché, d'autre part, une solidarité étroite, permettant à la première de dominer les deux autres.

Le premier consiste dans les avances régulières de fonds faites aux mines par les organisations de vente. En principe, les clients doivent se libérer envers l'organisation de vente vers le 15 du mois qui suit celui de la livraison ; mais la clientèle exige souvent des crédits de 4, 5 ou 6 mois. Les mines ont besoin d'argent pour payer leurs ouvriers, aussi l'organisation de vente leur verse entre le 10 et le 12 les 4/5 du montant des livraisons, le dernier cinquième étant payé lors du règlement de comptes trimestriel.

Le second procédé est assez obscur (1). L'organisation de vente commandite — ou plutôt met la mine en mesure de commanditer — les maisons de commerce qui servent d'intermédiaire entre elle et le public ; elle touche un intérêt pour les capitaux engagés par elle, tandis que les parts de bénéfices vont à la mine dont elle a vendu les produits.

L'organisation de vente se double donc d'une organisation bancaire.

*
* *

Quelle a été, au point de vue économique, l'influence de ces deux cartels ?

(1) Cf. Vhdlg. 1918-1919, p. 325.

Il est à remarquer que la Convention de la Haute-Silésie n'a jamais provoqué dans le public les colères qu'y avaient excitées le Syndicat rhénan-westphalien. Mais, d'une façon générale, on peut dire qu'aucune de ces deux organisations n'a exercé à proprement parler un monopole, car elles étaient en concurrence non seulement entre elles, mais avec d'autres organisations régionales (1) calquées sur leur modèle, et toutes avaient à lutter avec la concurrence étrangère. Toutefois, il ne faut pas oublier que le Syndicat rhénan-westphalien disposait de près de 60 % de la production houillère allemande et que la Convention de la Haute-Silésie, grâce à son organisation bancaire, avait la haute main sur toutes les mines de cette province. Ces deux groupements avaient donc en Allemagne une situation prépondérante qui leur permettait d'organiser rationnellement la production et le marché. Dans quelle mesure l'ont-ils fait ?

La commission a reconnu qu'ils ont favorisé puissamment les progrès de l'exploitation. Le système de société double adopté par le Syndicat rhéna-westphalien et qui, en délivrant l'entreprise minière de tous les soucis purement commerciaux, lui permet de consacrer tous ses efforts au perfectionnement des méthodes, a particulièrement retenu son attention.

Elle devait, par contre, faire des réserves sur la façon dont le marché et vente avaient été organisés.

Les Syndicats et la Convention se sont, sans doute, efforcés de prendre en mains le commerce de gros et de

(1) Ce sont les syndicats de la Basse-Silésie, de la Basse-Lusace (lignite) un syndicat et un cartel des prix dans la Moyenne-Allemagne (fabrication des briquettes).

livrer directement à la grande industrie ; l'enquête montre qu'ils y ont presque partout réussi.

Mais dans leurs relations avec la moyenne industrie, ils se sont souvent trouvés en présence de situations acquises, d'intermédiaires qu'ils n'ont pas pu ou voulu écarter (1). Quant au commerce de détail, il est resté complètement en dehors de leur contrôle ; là où les municipalités n'ont pas pris l'initiative de créer des offices de répartition, il est resté livré à lui-même, c'est-à-dire à tous les abus.

B. — COMMERCE EXTÉRIEUR

D'après les déclarations des directeurs Oppenheimer (2) et Janus (3), le commerce extérieur est presque tout entier aux mains des firmes commerciales. Cependant, avant la guerre, le Syndicat rhénan-westphalien avait un bureau à Paris et fournissait directement des compagnies de chemin de fer, des usines électriques, des usines à gaz, etc. En Belgique et en Hollande, il avait invité les commerçants en gros à se grouper en sociétés de commerce pour envoyer les commandes et recevoir les livraisons. Enfin sous son impulsion et avec sa participation, une société allemande s'était fondée dans le but de créer des entrepôts de charbon dans les principaux ports du monde

(1) Il faut cependant signaler que, dans le Centre et dans l'Ouest, le syndicat, tout en maintenant les commerçants en gros, les a obligés à se grouper en Sociétés de commerce placées sous son contrôle et à exercer leur activité dans une zone déterminée.

(2) Vhdlg. p. 329 et suivantes.

(3) Vhdlg. p. 342 et suivantes.

et d'approvisionner les navires allemands qui y relâchaient. Le succès en fut médiocre ; le commerce d'exportation est extrêmement aléatoire et il semble que l'on ne puisse, dans ce domaine, se dispenser de faire appel au commerçant de profession.

IV. — USINES DE SOUS-PRODUITS

La question de la fabrication des sous-produits est intimement liée au sort des usines métallurgiques et au problème de l'utilisation rationnelle du combustible ; c'est, sans contredit, la plus ardue de toutes celles qui s'imposèrent à l'attention de la commission, car elle en soulève indirectement une autre : où s'arrêtera la socialisation ?

En effet, il semble bien qu'une industrie ne puisse être socialisée que si elle a atteint un certain degré de maturité. Or l'industrie des sous-produits est encore dans l'enfance. Il suffirait alors, dira-t-on, de la laisser en dehors de la socialisation. Malheureusement, il est, dans la plupart des cas, impossible de séparer *organiquement* l'usine de sous-produits de l'usine métallurgique, l'usine métallurgique de la cokerie et la cokerie de la mine. Un coup d'œil sur l'histoire de cette industrie nous en fera comprendre la raison (1).

Dans la période de début (1850 à 1870) la fabrication du coke et des sous-produits fait l'objet d'entreprises à part, mais établies dans le voisinage de la mine. Les mines fournissent gratuitement le charbon aux usines

(1) Cette histoire a été magistralement retracée par le Directeur général Hasslacher, des Aciéries Rhénanes de Duisbourg. Vhdlg. 1918-1919, p. 371.

qui leur livrent en retour du coke et du gaz en gardant pour elles les sous-produits.

Dans la deuxième période (1870 à 1890), la mine s'annexe l'usine dont elle utilise directement une partie des produits (coke, gaz, huiles de graissage) et vend les autres.

La période contemporaine voit la formation et l'essor des grandes entreprises métallurgiques. Chaque haut-fourneau réclame un coke de qualité particulière et fait, pour ainsi dire, sur mesure. Les usines sont ainsi amenées à fabriquer elles-mêmes leur coke et, par suite, à acheter les mines, afin d'avoir à chaque instant sous la main la quantité et la qualité de charbon nécessaires à cette fabrication. La cokerie se transportera donc à l'usine, qui pourra ne plus être dans le voisinage de la mine. En fabriquant du coke, l'usine distillera du gaz et des sous-produits et elle enverra à la mine, non plus du coke ni du gaz, mais directement de la force motrice sous forme d'électricité. Les quantités énormes de charbon traitées par elle lui permettront, et ne permettront guère qu'à elle de fabriquer avec profit les sous-produits. On voit donc que toutes les parties de l'entreprise sont étroitement solidaires les unes des autres.

Le Dr Krahmann, professeur à l'école technique de Charlottenburg, avait proposé d'arrêter la socialisation au moment où le charbon, trié et lavé, est en état d'être livré au commerce ; mais le Directeur général Hasslacher n'eut pas de peine à démontrer l'insuffisance de cette solution. Dans l'intérêt même de la mine qui reçoit de l'usine sa force motrice, il n'est pas sans danger de séparer organiquement l'exploitation et l'usine. Si maintenant on socialise en une seule unité toutes les mines et toutes les usines

métallurgiques fabriquant des sous-produits, quelle sera l'intelligence assez vaste pour dominer ce complexe énorme ? et si l'on en confie la direction à un groupe d'hommes, quelle harmonie préétablie devra régner entre eux ! On voit toute la difficulté du problème.

CHAPITRE III

Démission de la commission de socialisation. Le rapport provisoire. Projet de la majorité. Projet de la minorité.

Après quelques semaines de dur labeur, la commission, se plaignant de ne pas trouver auprès du gouvernement les encouragements qu'elle était en droit d'espérer, donna sa démission (7 avril 1919). Mais avant de se séparer elle avait rédigé un « rapport provisoire » en date du 15 février. Tous ses membres n'ayant pu se mettre d'accord sur certains points, nous trouvons dans ce rapport, à côté de parties communes, des propositions émanant les unes de la majorité, les autres de la minorité.

§ 1. — Parties communes aux deux projets.

L'accord s'était fait entre les membres de la commission sur les quatre points suivants : 1° Nécessité de l'intervention de l'Etat ; 2° Rejet de l'étatisation ; 3° Organisation et cadres de l'exploitation socialisée ; 4° Fixation des conditions du travail et des salaires.

I. — NÉCESSITÉ DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

La commission ne s'attache pas à démontrer le droit de l'Etat sur les richesses du sous-sol ; elle le suppose suffisamment établi par la législation antérieure. Elle justifie l'intervention de l'Etat par la triple nécessité d'utiliser au profit de la collectivité la plus grande richesse de l'Allemagne, de mettre fin aux abus des cartels et d'organiser d'une façon rationnelle la vente et les débouchés en supprimant tous les intermédiaires inutiles. Avant toute autre réforme, le rapport conclut à l'urgence de faire disparaître les derniers vestiges du droit de « *Mutung* » et d'abolir, par une loi spéciale, les droits de régle privée.

II. — REJET DE L'ÉTATISATION

Nous devons admettre que la commission a eu en mains les preuves financières de la rentabilité inférieure des entreprises de l'Etat, mais qu'elle n'a pas cru devoir les livrer à la publicité. Quelles sont les causes de cette infériorité ? Le rapport en énumère quelques-unes et se réfère pour les autres aux arguments produits au cours des débats. C'est ici le lieu des les examiner en détail.

Une de ces causes tient à la condition juridique du fonctionnaire. A mérite égal et même supérieur, le fonctionnaire placé dans une situation légale et réglementaire, sous un régime de réquisition ou de commission *rend* moins que le salarié placé sous le régime du libre contrat. Cela ne veut pas dire que le fonctionnaire *travaille*

moins, mais que son intelligence et ses efforts sont moins complètement utilisés.

L'Etat assure à ses fonctionnaires une situation stable (avancement automatique, retraite). Mais « les grands succès vont à ceux qui acceptent les plus grands risques » (1). Cette sécurité relative que l'Etat garantit à ses fonctionnaires, il la leur fait payer cher. Le régime des retraites est peut-être le procédé le plus ingénieux qu'il ait trouvé pour tourner une de ses propres dispositions d'ordre public, celle qui veut que nul ne puisse engager ses services autrement que pour un temps. Mirage aux yeux des candidats à la fonction publique, la perspective de la retraite provoque des suroffres de travail pour le plus grand profit de l'Etat et elle constitue, au cours de la carrière la plus efficace des « restraints of trade », rivant le fonctionnaire à son emploi et permettant de ne lui donner qu'un traitement modique. La combinaison est sans doute avantageuse au point de vue politique ; elle se justifie même peut-être au point de vue social. Malheureusement, comme l'a démontré Max Weber dans un des chapitres les plus solides de son œuvre, toute restriction apportée au libre épanouissement de l'activité humaine se traduit par une diminution du rendement économique (1).

Une autre cause est le favoritisme. Comment le favoritisme est-il possible dans une carrière où l'on entre par voie de concours ? Quoi qu'on en puisse dire, ce mode de recrutement est encore celui qui laisse le moins de prise

(1) Bergson. L'évolution créatrice.

(2) Weber. Grundriss. Chap. II, § 14.

à l'arbitraire. Mais il n'existe pas dans toutes les branches, et, là où il existe, le concours est placé à l'entrée de la carrière, en sorte que, dans la suite, la part laissée au « choix » reste toujours assez large. Or, si dans une entreprise privée, un patron confie un poste important à un incapable et laisse un employé intelligent dans une situation subalterne, il ne tardera pas à en ressentir doublement les effets : il payera pour les maladresses de l'incapable, tandis que l'employé intelligent ira porter à un concurrent des services qui auront chance d'être mieux appréciés. L'intérêt de sa caisse se confond donc avec celui de la justice et avec celui de la société.

Dans l'administration, au contraire, une nomination malheureuse n'a pas de répercussion sur les émoluments du chef de service qui l'a proposée ou imposée (2). Chateaubriand remarque que « souvent les princes se plaisent à déléguer le pouvoir à un ministre dont ils reconnaissent eux-mêmes l'indignité : « imitant Dieu dont ils se disent l'image, ils ont l'orgueil de créer quelque chose de rien » (3). Seulement la Divinité peut bien transformer le limon de la terre en un homme de génie, mais le plus grand souverain du monde ne fera jamais un homme intelligent d'un imbécile. Au reste, Chateaubriand a raison, et l'on peut étendre la portée de son observation. A un collaborateur éclairé et actif le pouvoir préfère souvent un serviteur borné mais docile : c'est que le premier croira toujours devoir quelque chose à son seul mérite,

(1) Il est vrai qu'on a vu des chefs de service se repentir d'avoir mis « the right man in the right place » ou de s'être opposés à la nomination d'un candidat non méritant. Les annales de l'administration en offrent même quelques tragiques exemples.

(2) Chateaubriand. Les quatre Stuarts, p. 1.

tandis que le second, quelque illusion qu'il ait sur le sien, n'ignorera pas que la même main qui l'a tiré du néant pourra l'y replonger. L'Etat, conclut Kautsky, est une organisation de domination et non une organisation économique (1).

Une troisième cause réside dans l'absence de l'initiative individuelle que rien ne sollicite et que tout au contraire paralyse. Dans l'industrie privée, elle a selon qu'elle est couronnée de succès ou non, des effets, sans doute diamétralement opposés, mais toujours considérables pour celui dont elle émane (2). Dans l'administration, l'initiative heureuse ne rapporte pas grand profit à celui qui l'a prise, l'initiative malheureuse peut avoir pour lui des effets désastreux. Aussi le fonctionnaire tient-il essentiellement à être couvert par des ordres venus d'en haut (3), et c'est ainsi que les responsabilités s'éparpillent, que le contrôle à tous les degrés remplace la confiance, et que les instances se superposent aux instances ; d'où la lourdeur, l'inertie du mécanisme administratif (4).

Une quatrième cause contribue à augmenter cette inertie : c'est la comptabilité budgétaire ; elle se justifie par la nécessité de ce rigoureux contrôle, mais elle oblige à

(1) Der Staat ist nicht Wirtschaftsorganisation, sondern Herrschaftsorganisation. Kautsky, Was ist Sozialisierung ? p. 13.

(2) Cf. Le passage de Rathenau sur le « succès » ou ce qu'il appelle « Erfolgswirtschaft » Vhdlg., 1920 I. 360.

(3) Jede Initiative darf nur von oben, nicht von unten ausgehen, Kautsky loc. cit.

(4) Conformément à ces conclusions, la Commission introduira dans les branches de l'économie soumise à la socialisation le régime contractuel. La chose est réalisable à la condition que la socialisation ne porte que sur certaines branches ; mais une socialisation de toute l'économie n'aurait-elle pas pour effet de placer tous les citoyens sous un régime de commission ou même de réquisition ?

prévoir les mesures économiques longtemps à l'avance : ce qui est fâcheux en un temps où les progrès techniques se succèdent avec rapidité. De là viennent la difficulté pour les entreprises de l'Etat d'adapter leur production aux oscillations de la demande et leur infériorité dans la lutte économique.

III. — ORGANISATION ET CADRES DE L'EXPLOITATION SOCIALISÉE

Sur ce point, il y a quelques légères divergences entre le projet de la majorité et celui de la minorité. Elles seront signalées au fur et à mesure.

A la tête de l'organisation les deux projets placent un Conseil National des charbons, représentant le pouvoir législatif, et un Directoire, représentant le pouvoir exécutif.

Le Conseil National se compose de 100 membres, 25 élus par les chefs d'entreprise, 25 par les ouvriers, 25 par les consommateurs et 25 désignés par les pouvoirs publics (Parlement, Président du Conseil des Ministres ou Chancelier) ; sur ce nombre, 5, au plus pourront être choisis parmi les fonctionnaires. Son rôle consiste à donner des directives à l'exploitation et à la contrôler. Il fixe les quantités à extraire, décide du forage de nouveaux puits ou de l'arrêt d'exploitations en cours, intervient dans la fixation des prix, des conditions du travail et des salaires ; il peut se répartir en commissions. Le projet de la majorité lui confie l'organisation de la vente et de la répartition ; celui de la minorité remet ce soin aux communes et aux coopératives.

Le Directoire se compose de cinq membres élus pour cinq ans par le Conseil National et pris hors de son sein. Lors de la première élection, le président du Directoire sera nommé par le Président du Conseil des Ministres (par le Chancelier dans le projet de la minorité), les suivants par le Conseil National, avec l'agrément du Président du Conseil des Ministres (ou du Chancelier).

Dans le projet de la majorité, l'ensemble des mines de houille est divisé en 20 ou 25 districts. Le Directoire en nomme les Directeurs généraux. Il a en mains la conduite des affaires sur la base d'un budget annuel à soumettre au Conseil National. La plus grande liberté d'initiative lui est laissée ; il peut notamment faire appel au crédit public, à charge pour lui d'en référer au Conseil National.

Le projet de la minorité accorde au président du Directoire un droit de veto qui lui permet de s'opposer à toute élévation exagérée des prix et à toute mesure qui lèserait les intérêts de la collectivité. Il peut provoquer une modification de la politique des prix et des débouchés et proposer toute mesure qu'il jugera utile sous réserve d'en référer au Chancelier ou à un Conseil économique à créer

IV. — a) CONDITIONS DU TRAVAIL.

Le rapport proclame le droit de collaboration et de codécision des salariés, mais il rejette énergiquement la remise de l'exploitation aux ouvriers ; il leur dénie également le droit de nommer ou de révoquer les directeurs,

car le choix de ces derniers intéresse la collectivité tout entière.

Pour permettre aux salariés d'exercer leur droit de codécision, la commission propose la création de Conseils doués d'attributions techniques, administratives et contentieuses.

1° Dans chaque canton de mine, il y aura un *Conseil cantonal* (Steigerrevierrat), composé des hommes de confiance des ouvriers. Il aura pour mission de veiller en collaboration avec le personnel moyen (porions, maîtres mineurs) à l'exploitation rationnelle de la mine, à la fixation des salaires et à l'observation des mesures de sécurité. Il jugera en première instance les différends qui s'élèveront à l'occasion du travail et des salaires, dans le canton minier.

2° Chaque mine aura un *Conseil de mine* (Zechenrat) composé de cinq membres élus par les Conseils cantonaux et pris au besoin hors de leur sein : il y aura un conseiller pour la partie technique et un pour la partie commerciale. Ce conseil a un droit de codécision lors de la discussion des conditions accessoires du Contrat de travail, par ex., fixation des prix du matériel fourni par la mine, achat et répartition des vivres. Des hommes de confiance choisis par lui contrôleront toutes les branches d'activité de la mine.

Aucun renvoi d'ouvrier ou d'employé provoqué par un motif d'ordre non professionnel ne peut être prononcé sans son autorisation. Il fixe, d'accord avec la direction, l'échelle des pénalités et amendes. Il connaît en deuxième instance des litiges qui n'ont pu être tranchés par le Conseil cantonal et en décide après entente avec la direction.

3° Chaque District minier aura un Conseil régional, où figureront les représentants élus par les Conseils de mine au nombre de 20 environ, pris au besoin hors de leur sein et ceux du personnel moyen au nombre 4 ou 5.

Le Conseil régional donne aux Conseils de mine des directives à l'effet d'obtenir l'unité de méthode dans l'exploitation. Il veille à l'exécution des décisions du Conseil National concernant les conditions du travail.

Les Conseils régionaux réunis en collèges électoraux élisent leurs délégués au Conseil National.

b) SALAIRES

Le salaire doit se composer de deux éléments, l'un fixe, l'autre mobile.

Les émoluments fixes sont établis de telle sorte qu'ils suffisent à assurer la vie de l'ouvrier et celle de sa famille ; ils forment la partie essentielle du salaire. La partie mobile est constituée par une échelle de primes au travail, réglée d'après des principes à établir : le but à poursuivre est d'intéresser le personnel à la bonne marche de l'exploitation ; les primes devront jouer un rôle plus important dans la rétribution des services du personnel moyen tout en restant bien au-dessous du salaire fixe.

Les Directeurs touchent en dehors de leurs appointements un tantième sur les bénéfices. Les membres du Directoire auront, en principe un traitement fixe (1) ;

(1) Afin que, dans leurs propositions en vue d'une politique des prix, ils ne se laissent pas influencer par des questions d'intérêt personnel.

toutefois on pourra envisager également pour eux une participation aux bénéfices.

Tout le personnel est placé sous le régime contractuel.

§ 2. — Les divergences

Si les deux projets ne diffèrent pas essentiellement au point de vue de l'armature extérieure à donner à l'organisation proposée, en revanche ils se séparent nettement pour ce qui est du contenu et de la portée de la réforme ; la majorité veut la réaliser par une socialisation intégrale et immédiate, la minorité par la suppression des rentes différentielles ou plus exactement par leur absorption au moyen d'un impôt spécial.

I. — RAPPORT SPÉCIAL DE LA MAJORITÉ (1)

L'ensemble des entreprises constitue, sous le nom de Communauté des charbons, un corps économique autonome. Il a son budget particulier ; seuls les résultats du bilan figurent au budget de l'Etat

L'initiative des dirigeants du corps autonome n'est limitée que par l'obligation où ils sont de requérir l'autorisation de l'Etat pour aliéner ou hypothéquer les entreprises de la Communauté. L'Etat a, en outre, un droit de contrôle sur les prix fixés par elle : les tarifs proposés par le Conseil National ne peuvent entrer en vigueur

(1) Le projet de la majorité porte les signatures de Balloù, Cunow, Hilferding, Lederer, Schumpeter, Umbreit et Wilbrandt. Il s'est largement inspiré des idées émises par Otto Bauer dans son ouvrage : *Der Weg zum Sozialismus*.

qu'après homologation de l'Etat représenté au Conseil National par ses délégués.

Délimitation économique de la socialisation

La socialisation doit s'étendre aussi bien aux mines de lignite qu'aux mines de houille, aux mines de l'Etat qu'aux mines privées. Elle embrassera non seulement l'extraction de la houille, mais encore la fabrication des briquettes, du coke, du gaz et des sous-produits *immédiats* ; elle laissera en dehors de sa sphère les usines s'occupant de la transformation des sous-produits.

Expropriation et indemnité

Comme la socialisation ne s'étend pas à toutes les branches de l'économie, l'expropriation qu'elle nécessite ne peut avoir lieu que contre indemnité. Le rapport provisoire se contente d'effleurer le problème et d'indiquer brièvement sur quelles bases l'indemnité pourra être calculée. On tiendra compte : 1° du rendement moyen de la mine dans les années d'avant-guerre ; 2° de la dépréciation de la monnaie en mettant en balance l'élévation du coût de production et des impôts ; 3° des acquisitions récentes et de toutes les améliorations non encore amorties. L'indemnité sera payée en obligations convertibles rapportant un intérêt fixe.

Commerce et débouchés

Le commerce intérieur et le commerce extérieur doi-

vent être organisés d'une façon rationnelle. Entre la mine et le consommateur, les cartels ont laissé subsister une foule d'intermédiaires, de situations acquises que des raisons historiques expliquent sans les justifier. La Communauté fournira directement gros et moyens consommateurs. Quant au charbon destiné aux usages domestiques, il appartiendra aux communes d'en assurer ou tout au moins d'en contrôler rigoureusement la répartition.

Pour ce qui est du commerce extérieur, les événements même commandent à la nation de se réserver le droit de disposer du charbon qui est son moyen de paiement, ou de compensation le plus important. La Communauté aura donc le monopole de l'exportation. Toutefois, sur les places étrangères, elle ne s'interdira pas de faire appel à des intermédiaires commerciaux. Elle sera seule juge des cas où il y aura lieu d'importer du charbon étranger.

II. — RAPPORT SPÉCIAL DE LA MINORITÉ

La minorité de la commission ne se déclare pas hostile, en principe, à une socialisation intégrale, mais seulement à une socialisation immédiate. Elle estime qu'il est, dans l'état actuel des choses, impossible d'écarter l'initiative individuelle de l'entrepreneur. On laissera donc aux entreprises privées leur autonomie.

Impôt sur la rente différentielle

Le grand abus auquel il faut couper court, c'est l'existence des rentes différentielles. Les besoins croissants de

(1) Il porte les signatures de Francke et de Vogelstein.

l'industrie ont amené la mise en exploitation de champs miniers auparavant négligés parce qu'insuffisamment rémunérateurs ; en même temps, l'organisation des cartels diminuait les risques commerciaux. Il en est résulté un accroissement inouï des rentes différentielles. Ces rentes doivent être absorbées au moyen d'un impôt. Cet impôt épargnerait les mines les plus pauvres ; il tiendrait compte des intérêts des capitaux investis, permettrait le libre jeu de l'offre et de la demande et laisserait à l'entrepreneur actif une prime en récompense de son zèle, tandis qu'il frapperait d'une véritable pénalité l'entrepreneur négligent.

Assiette de l'impôt

Les mines seraient réparties en classes en tenant compte de leurs ressources d'une part, et de leurs conditions d'exploitation d'autre part, les plus pauvres étant à la base. On fixerait le nombre et la nature des filons que l'entrepreneur devrait obligatoirement exploiter sous peine de voir sa mine rangée dans une classe supérieure et frappée d'un impôt plus élevé.

Il y aurait lieu de procéder à une revision du cadastre minier et même, sur certains points, à un remembrement de la propriété minière. L'assiette de l'impôt serait révisée tous les trois ans et le taux de l'impôt ajusté tous les ans, en tenant compte des variations survenues dans les conditions d'exploitation. Les rentes différentielles nées depuis 1914 pourraient être absorbées en totalité ; les plus anciennes pourraient, en faveur des acquéreurs récents, n'être prélevées que partiellement.

Réorganisation des mines de l'Etat

Le projet de la minorité qui laisse aux entreprises privées leur autonomie, maintient également à l'Etat la propriété de ses mines, mais il en réclame la réorganisation sur les bases suivantes :

1° Les entreprises domaniales jouiront de l'économie budgétaire ;

2° Tout le personnel sera placé sous le régime contractuel ;

3° La comptabilité commerciale sera substituée à la comptabilité budgétaire ;

4° Il sera fait appel, sans exagération, aux capitaux privés ;

5° Des industriels, des commerçants et des ouvriers devront figurer parmi les membres des Conseils de surveillance.

*
* *

Tels sont ces deux projets. La Commission qualifie elle-même son rapport de provisoire ; elle ne considérerait donc pas son œuvre comme terminée ; elle en sentait les imperfections et les lacunes.

Nous retrouverons, en effet, dans le rapport de la deuxième Commission et sous le nom de projet Lederer, le projet de la majorité mis au point et codifié ; nous l'examinerons à cette place.

Nous y retrouvons également le projet de la minorité, mais réduit aux proportions d'un simple vœu ou d'une réserve insérée à la suite du rapport Rathenau auquel le

D^r Vogelstein, le principal signataire du projet devait adhérer. Il convient donc de s'y arrêter un peu plus longuement.

Le principal reproche adressé à ce projet est que l'impôt destiné à absorber les rentes différencielles tend à grouper des exploitations, placées dans des conditions si différentes les unes des autres, suivant une classification qui risque fort d'être arbitraire. Cependant les experts consultés sur la question avaient déclaré l'entreprise parfaitement réalisable. Un commencement de classification avait même déjà été tenté. Il existait depuis quelques années une caisse de subvention ou de secours (Ausgleichskasse) destinée à venir en aide aux mines les moins favorisées ; cette caisse joue un rôle analogue à celle que remplit, après 1859, dans l'exploitation des chemins de fer français le système du déversoir. Quant au principe même de l'impôt, il avait été accueilli par les entrepreneurs eux-mêmes plutôt avec faveur.

Un second reproche formulé, c'est que ce projet ne constituait pas une socialisation. Mais il ne prétendait pas non plus réaliser la socialisation ; il voulait seulement la préparer : il n'avait d'autre ambition que d'être une première étape. Mais c'est là précisément son point faible et nous verrons plus loin qu'il y a lieu de se demander s'il acheminait le problème vers une solution ou s'il ne le laissait pas plutôt subsister en entier.

CHAPITRE IV

§ 1. — L'œuvre du législateur

Le peuple allemand, trouvant que la « solution rapide » promise par les Commissaires du peuple, se faisait attendre, commençait à s'agiter. Au début de mars 1919 éclate à Berlin la grève de la métallurgie qui a des répercussions en province. Une ordonnance du 3 mars proclame l'état de siège à Berlin, Spandau, Treptow et Niederbarnim. Cependant le gouvernement et l'Assemblée Nationale sentaient la nécessité de donner satisfaction à l'opinion publique. Aussi le 4 mars, la « *Deutsche Allgemeine Zeitung* » annonçait que le gouvernement avait décidé de soumettre au Comité des états (1) et de présenter ensuite à l'Assemblée Nationale deux projets de loi : l'un sur la socialisation en général, l'autre sur la socialisation des mines de charbon.

Le 7 mars, Wissell, ministre de l'Economie publique les déposait sur le bureau de l'Assemblée Nationale ; ils furent discutés les 7, 8 et 12 mars et adoptés le 13. Les deux lois furent promulguées le 23 sous les titres :

(1) Staatenausschuss qui sera plus tard le Reichsrat.

1° Loi de socialisation (1).

2° Loi-réglementant l'économie houillère (2).

La loi 1 de socialisation allait passer tout entière — sauf quelques modifications dans la terminologie — dans la Constitution économique de Weimar (3) (11 août 1919). Quant à la loi 2, sur la socialisation des mines de charbon, elle devait être mise au point dans la Nouvelle du 20 août (4) et complétée par l'ordonnance du 21 août 1919 (5). La loi de socialisation et la Constitution économique posaient les principes ; la Nouvelle du 20 août et l'ordonnance du 21 août en faisaient une première application à la socialisation des mines de charbon.

I. — LOI DE SOCIALISATION ET CONSTITUTION ÉCONOMIQUE DE WEIMAR

Le § 1 de la loi, reproduit dans l'art. 163 de la Constitution, pose le principe de l'économie collective : « Tout Allemand a le devoir moral de faire de ses forces intellectuelles et physiques un emploi conforme à ce qu'exige le bien de la collectivité ». Comme corollaire, il pose le droit au travail et le droit à l'assistance.

Le mot morale, traduisant le mot « *sittlich* » a ici son sens fort. Le juge peut, en s'appuyant sur cette dis-

(1) Sozialisierungsgesetz v. 23. März 1919 (RGBl. S. 341).

(2) Gesetz über die Regelung der Kohlenwirtschaft v. 23. März 1919. (RGBl. S. 342).

(3) Verfassung des deutschen Reichs v. 11. August 1919 (RGBl. S. 1383).

(4) Nouvelle v. 20. August 1919 (RGBl. S. 1447).

(5) Ausführungsbestimmungen zum Gesetz über die Regelung der Kohlenwirtschaft v. 21. August 1919 (RGBl. S. 1449).

position de la loi, déclarer immorale toute activité qui n'est pas telle que le bien de la collectivité l'exige ; le contrevenant tombe sous le coup des articles du code civil concernant les actions contraires aux bonnes mœurs, §§ 138, 817, 826, B. G. B. et art. 152 de la Constitution. Il perd, en outre, son droit au travail et à l'assistance et se met en quelque sorte hors la loi.

Le § 1 est complété par l'art. 153 de la Constitution : la Constitution garantit la propriété, mais « propriété oblige ; son usage doit servir au plus grand bien de la collectivité ». Enfin l'art. 155 déclare que le propriétaire a le devoir envers la collectivité de cultiver le sol et de l'utiliser pour le mieux.

Le § 2 de la loi (correspondant à l'art. 156 et en partie à l'art. 153 de la Constitution) est ainsi conçu :

L'Etat peut, par la voie législative et moyennant une indemnité équitable : 1° soumettre au régime de l'économie collective les entreprises aptes à être socialisées, notamment celles qui ont pour objet l'exploitation des richesses du sol et l'utilisation des forces naturelles ; 2° en cas de nécessité urgente, régler la production et la répartition des biens de l'économie.

Nous remarquerons d'abord que la loi ne revendique pas pour l'Etat la propriété des richesses du sol ; l'art. 155, al. 4 de la Constitution qui complète ici le § 2, déclare qu'elles sont seulement « sous la surveillance de l'Etat ».

La première disposition du § 2 proclame le droit de l'Etat à socialiser les entreprises ; l'art. 165, al. 5 et 6 de la Constitution précise que ce droit n'appartient qu'à l'Etat : les cercles intéressés, entrepreneurs, ouvriers,

employés, consommateurs seront bien représentés dans les organes économiques à créer, et ils pourront y exercer un droit de contrôle et même de codécision ; mais c'est l'Etat qui fixera la nature et l'étendue de ce droit, c'est l'Etat qui règlera la structure des conseils ouvriers et des conseils économiques et, d'une manière générale, leurs rapports avec les autres corps autonomes.

Il faut enfin noter dans le § 2 deux clauses restrictives importantes : l'une, la clause de maturité (1) (Reifeklausel), exigeant d'une industrie, pour qu'elle puisse être socialisée, un degré de développement suffisant, l'autre, la clause de nécessité (2) (Bedürfnisklausel), ne permettant à l'Etat de régler la répartition que dans les cas où le salut du pays l'exige.

Le § 3 porte que, l'économie collective ayant été ainsi réglée par une loi du Reich, les tâches qui en naîtront pourront être confiées soit au Reich lui-même, soit réparties entre les états (Pays), les communes ou unions de communes, ou des corps autonomes placés sous la surveillance de l'Etat, l'Etat pouvant d'ailleurs exercer cette surveillance par l'intermédiaire des autorités des Pays.

Le but du § 3 est de permettre diverses formes d'économie collective : étatisation, communalisation ou formation de corps économiques autonomes.

L'art 165 de la Constitution instituait enfin un Conseil de l'Economie nationale (Reichswirtschaftsrat), comprenant, en dehors des spécialistes des questions économiques, les représentants des patrons, des ouvriers et em-

(1) Introduite par le Comité des Etats.

(2) Insérée sur la demande du Centre.

ployés et des consommateurs. Les projets de lois sociales et économiques devaient lui être soumis, à titre consultatif, avant d'être présentés au Reichstag. Il avait, en outre, un droit d'initiative : il pouvait, même contre l'avis du gouvernement, soumettre au Reichstag des propositions de loi et les faire défendre par un de ses membres (1).

II. — LOI RÉGLEMENTANT L'ÉCONOMIE HOUILLIÈRE (dans la rédaction de la Nouvelle du 20 août) ET ORDONNANCE DU 21 AOUT 1919.

La loi spéciale sur la socialisation des mines de houille ne comprend que 6 articles. L'ordonnance, qui porte la signature du ministre de l'Economie publique Schmidt, mais qui est en réalité l'œuvre du comité d'experts institué par le § 3 de la loi, en compte 133. On a parfois reproché à la loi d'avoir été improvisée ; si elle fut, en effet, votée un peu hâtivement, il ne faut pas oublier que l'ordonnance, rendue six mois après, est le fruit de mûres délibérations.

La loi laisse d'abord de côté toute question de propriété ; elle ne touche pas aux droits de régie privée. Pour éviter toute discussion à ce sujet, elle n'envisage que des « producteurs de charbons ». L'ordonnance se sert du mot « possesseur » (de mine ou d'usine à gaz) et pour plus de sûreté, elle en donne une définition large : est « possesseur » quiconque exploite une mine ou une usine à gaz pour son propre compte (§ 5, Ausfb.)

(1) Un Conseil économique provisoire fut, en effet, créé, mais avec des pouvoirs plus restreints. Le nombre de ses membres qui était d'abord de 100 fut porté à 326.

La loi crée un organisme à trois étages ; à la base, les syndicats ; au milieu, l'Union Nationale des Charbons (Reichskohlenverband) ; au sommet le Conseil National des charbons (Reichskohlenrat).

1° Syndicats

Les régions houillères de l'Allemagne sont divisées en 11 districts (1), formant chacun un syndicat ; en outre, il est créé pour tout le territoire allemand un syndicat des charbons à gaz comprenant tous les « possesseurs » d'usines à gaz.

Structure juridique du syndicat. — L'ordonnance a envisagé deux hypothèses : 1° les possesseurs de mines restent sourds à l'invitation de la loi ; 2° ils se conforment à ses prescriptions et se réunissent d'eux-mêmes en syndicat.

Dans la première hypothèse, l'autorité les réunit d'office et la forme donnée par elle au syndicat est celle d'une « personne juridique de droit public », c'est-à-dire d'un établissement public ; un statut lui est octroyé par l'Etat.

Dans la seconde hypothèse, le syndicat peut être soit

(1) Voici les noms de ces districts : Houille : 1. Haute-Silésie, 2. Basse-Silésie, 3. Oberkirchen, Barsinghausen, Ibbenbüren et environs, 4. Rhénan-Westphalien, 5. Aix-la-Chapelle, 6. Sarre (une communication en date du 21 août 1919 fait connaître que provisoirement les dispositions de l'ordonnance ne s'appliquent pas à ce bassin), 7. Saxe, 8. Bavière.

Lignite : 9. Bassin de l'est de l'Elbe, 10. Bassin à l'ouest de l'Elbe et gisements de Cassel, 11. Bassin rhénan, de Westerwald et de Hesse.

une personne juridique de droit privé (1), soit une société double, selon le modèle, devenu classique, du syndicat rhénan-westphalien, c'est-à-dire qu'il aura à sa base une société civile (G. bürgerlichen Rechts) ou une association dépourvue de capacité juridique, laquelle chargera par contrat une société ayant la personnalité juridique du soin de la représenter et de la conduite des affaires. Ce contrat devra être approuvé par le Conseil national (§§ 8, 17, Ausfb).

Le syndicat devra avoir un Conseil de surveillance (§ 11, al. 1), même si la personne juridique est une société à responsabilité limitée où cet organe n'est pas exigé par le Code de commerce. Ce Conseil sera élu par l'assemblée générale ou, si le syndicat est une personne juridique de droit public, par une organe correspondant créé par statut.

Le contrat donnera au conseil de surveillance pouvoir de nommer les gérants (Gesellschaftsführer) ou les administrateurs (Vorstand) suivant la forme de société adoptée (§ 11, al. 4).

Deux ou trois représentants des ouvriers et employés doivent figurer au conseil de surveillance et un parmi les gérants ou administrateurs (§ 11, al. 3).

L'ordonnance prévoit un abus qui pourrait être fait de la société double au cas où une seule des deux sociétés aurait un conseil de surveillance ou bien au cas où cha-

(1) Sont personnes juridiques : la société anonyme, la société en commandite par actions, la société à responsabilité limitée, la Genossenschaft déclarée et inscrite, la nouvelle Gewerkschaft. Ne sont pas personnes juridiques : la société civile, la société en nom collectif, la société en commandite simple, l'ancienne Gewerkschaft.

cune des deux aurait soit un conseil de surveillance, soit un conseil d'administration ; il serait facile, en effet, de neutraliser l'influence des représentants des ouvriers et employés en limitant la compétence des organes où ils sont représentés au profit des organes où ils ne le sont pas. Le § 13 contient une série de dispositions pour obvier à cet abus possible. Enfin le § 15 décide que le soin de représenter et d'administrer le syndicat revient de droit à la personne juridique.

Le § 14 règle le droit de vote des membres du syndicat. Le nombre de voix de chaque adhérent est calculé d'après son chiffre de participation ; les quantités de combustible fournies sont converties uniformément en tonnes de houille d'après un système d'équivalences exposé au § 23.

2° *Union Nationale des charbons (§§ 20 à 23)*

Elle est constituée par la réunion des syndicats des charbons, du syndicat des cokes à gaz et des Pays qui en qualité de possesseurs de mines appartiennent, dans l'Union nationale, à plusieurs syndicats ; les Pays ne peuvent exercer leur droit de vote qu'autant qu'ils y renoncent dans les syndicats. L'Union nationale a même structure juridique que le syndicat et ce qui a été dit de ce dernier s'applique — *mutatis mutandis* — à l'Union nationale. Le Conseil de surveillance comprend quatre représentants des ouvriers et employés et un des consommateurs.

3° *Conseil national des charbons*

Il comprend 60 membres : 3 représentants des Pays nommés par le Reichsrat, 16 représentants des entrepre-

neurs dont 12 élus par la section minière de la Communauté du Travail, et les autres nommés par le Ministre du Commerce, 19 représentants des ouvriers et employés nommés par la Communauté du Travail, 5 des négociants en charbon, 1 des employés de commerce, et un certain nombre de représentants de l'industrie, des coopératives, des consommateurs de la ville et de la campagne, des chemins de fer et de la navigation. Leurs fonctions durent trois ans, ils sont renouvelables par tiers, les membres sortant étant rééligibles.

Le Conseil se répartit en trois commissions techniques : 1° Commission d'exploitation ; 2° commission pour l'utilisation du combustible ; 3° commission sociale.

Le Conseil se réunit tous les trimestres et peut être convoqué toutes les fois qu'il est nécessaire.

Fonctionnement

1° *Conseil national.* — Il dirige, sous le contrôle des pouvoirs publics, l'économie houillère, y compris l'importation et l'exportation. Il jouit d'un droit d'enquête très étendu auprès des industriels et des commerçants ; les autorités et les corps autonomes sont tenus de lui prêter non seulement leurs lumières, mais leur assistance effective (§ 52).

Il approuve les contrats de société de l'Union nationale et des syndicats (§ 48). Son rôle essentiel consiste à donner des directives en vue d'assurer l'unité de méthode dans l'exploitation (§ 51), d'éviter une concurrence anti-économique entre les entreprises (et de protéger les consommateurs (§ 49). *Il faut toutefois remarquer qu'il n'intervient pas dans la fixation des prix* (1).

(1) Contrairement à ce que réclamait le rapport provisoire.

Les commissions techniques étudient les questions qui leur sont soumises par le Conseil national et préparent ses décisions. Elles ont un droit d'initiative et peuvent présenter des projets à l'examen du Conseil (§§ 53 à 56).

2° *Union nationale*. — S'inspirant des directives et des décisions du Conseil national, l'Union nationale élabore de véritables règlements d'administration (Ausführungsbestimmungen) que doivent suivre les syndicats et elle en surveille l'exécution (§ 57) ; elle a, à cet effet, un droit de contrôle très étendu sur toute la comptabilité et la correspondance commerciale des syndicats (§ 66).

Elle contrôle également les règlements élaborés par les syndicats concernant l'exploitation et la vente ; elle indique sur quelles bases devront être calculées les quantités à accorder à chaque syndiqué pour sa consommation personnelle (§§ 57, 58).

Elle approuve les conditions générales de livraison établies par chaque syndicat. Elle peut limiter la vente d'un syndicat à une certaine quantité dans une certaine zone (§§ 59, 60).

Elle fixe les prix en mettant en balance les propositions des syndicats et les intérêts des consommateurs (§ 61).

3° *Syndicats*. — Ils règlent, d'après les directives du Conseil et de l'Union, la production et la vente. Ils fixent le chiffre de participation de chacun de leurs membres et la quantité allouée à chacun d'eux pour sa consommation personnelle. Toutes les ventes sont faites au nom du syndicat (§§ 69, 70, 71, 72).

Ils fixent, d'après les principes posés par l'Union nationale, les conditions de livraison et veillent à leur observation (§ 73).

Ils font des propositions de prix à l'Union nationale (§ 74).

Voies de recours (§ 78 et suiv.)

Les décisions des syndicats peuvent être attaquées devant l'Union nationale, à charge d'appel devant le Conseil national. Les décisions de l'Union nationale peuvent être attaquées devant le Conseil national.

Droits de l'Etat, des Pays, des Communes

L'Etat a sur le Conseil national, l'Union nationale et les Syndicats un droit d'enquête et de contrôle qu'il exerce par l'intermédiaire du ministre de l'Economie (§§ 109, 110). Le ministre peut assister ou envoyer ses représentants assister à toutes les séances (§ 111).

Il peut faire établir, après entente avec les représentants des Pays, des bureaux où seront recueillis les desiderata des consommateurs et les demandes de livraison (§ 113).

Aucune mesure concernant l'importation ou l'exportation ne pourra être prise sans son autorisation (§ 111).

Le ministre peut, après avoir entendu le Conseil et l'Union, abaisser les prix établis par cette dernière (§ 112) (1).

(1) Le § 1 de l'ordonnance du 13 octobre 1923 a dispensé le ministre de consulter au préalable le Conseil et l'Union.

Les Pays, possesseurs de mines, ont naturellement leurs représentants dans les syndicats et à l'Union nationale.

L'ensemble des Pays a trois représentants au Conseil national. En outre, la commission du commerce et de l'industrie du Conseil d'Etat est chargée de les représenter lors des délibérations du Conseil national ; elle peut assister également aux séances plénières des commissions techniques. Elle n'a partout que voix consultative (§ 115).

Les communes d'au moins 10.000 habitants et les unions de communes sont autorisées, en se basant sur les prix de vente en gros fixés par l'Union Nationale, à fixer les prix de vente au détail sur leur territoire (§ 117).

Enfin des pénalités rigoureuses, pouvant s'élever jusqu'à 100.000 marcs et, en cas de récidive, à un an de prison, sanctionnait les infractions à la loi (§ 4 de la loi, §§ 118 à 124 de l'ordonnance).

*
* *

Telle est cette loi, qui ne fut pas comme on l'a dit une loi « bâclée ». L'organisation qu'elle établissait commença à fonctionner en décembre 1919. Il faut dire tout de suite que les résultats ne répondirent pas à l'attente et que la loi aboutit, en somme, à un échec. Nous en verrons les causes.

CHAPITRE V

§ 1. — La deuxième commission de socialisation

Après le coup d'Etat manqué de Kapp, les syndicats ouvriers remirent au gouvernement un ultimatum (19 et 20 mars 1920). Ils demandaient, entre autres, la remise des mines à l'Etat, leur gestion par des fonctionnaires indépendants et, pour réaliser ce programme, la convocation immédiate de la commission de socialisation avec adjonction de représentants des associations professionnelles.

La commission allait donc reprendre ses travaux. L'arrêté (1) qui la convoquait lui conférait le droit de présenter des propositions de lois économiques et administratives au gouvernement qui, de son côté, devait la consulter sur toutes les mesures projetées dans le domaine de l'économie collective. L'arrêté lui attribuait les pouvoirs d'investigation les plus étendus et faisait de ses membres des mandataires du gouvernement.

La nouvelle commission comptait 23 membres (le nombre maximum avait été fixé à 30). Elle comprenait presque tous ceux de la première commission (2) ; parmi les nouveaux venus figuraient des professeurs ; Lindemann et Weber, des représentants de l'industrie et des banques ;

(1) Erlass v. 15. Mai 1920. Signé du Ministre Schmidt et du président Ebert.

(2) Cunow et Francke s'étaient retirés.

Rathenau, Melchior ; des députés, Siemens, Braun, Wissell ; des fonctionnaires Kuczinski, Batocki. Les associations professionnelles étaient largement représentées ; les syndicats chrétiens par Baltrusch ; la Communauté centrale du travail par Cohen, Kaufmann et Kraemer ; les syndicats d'ouvriers et d'employés par Neustedt, Umbreit et Werner.

La première séance de la commission qui s'ouvrit le 22 avril 1926 sous la présidence de Hué, avait été précédée de deux réunions préparatoires (1) dans lesquelles le sous-secrétaire d'Etat Hirsch avait exposé les résultats de la loi et indiqué, à titre personnel son avis sur l'orientation à donner aux travaux de la commission.

La loi avait échoué, en ce sens qu'ayant pour but la socialisation des mines de houille (2), non seulement elle n'avait rien socialisé du tout, mais encore elle avait abouti à un résultat diamétralement opposé à la socialisation, c'est-à-dire à la formation d'un vaste trust du charbon au profit des syndicats. A cet égard, aucune illusion n'était possible : les documents versés aux débats étaient pleinement édifiants.

Deux partis se présentaient alors : prendre à la lettre l'ultimatum des syndicats ouvriers et réaliser l'étatisation pure et simple ou en interpréter largement l'esprit et modifier la loi du 23 mars dans un sens vraiment démocratique.

(1) Ausführungen des Unterstaatssekretars Hirsch. Vhdlg, p. 1 et suivantes.

(2) C'est du moins, le but qui lui était assigné par la loi générale de socialisation. Mais il faut remarquer qu'elle s'intitule elle-même Gesetz über die *Regelung* et non über die *Sozialisierung* der Kohlenwirtschaft.

§ 2. — L'échec de la loi du 23 mars et ses causes

Le sous-secrétaire d'Etat se déclarait peu favorable à l'étatisation : en substituant les fonctionnaires aux entrepreneurs, on ne ferait, disait-il, que remplacer l'égoïsme d'une classe par l'égoïsme d'une caste. D'autre part, la commission avait déjà une première fois et à l'unanimité rejeté l'étatisation. Il ne restait plus qu'à amender la loi et, pour cela, il fallait rechercher les causes de son échec. La commission y consacra ses premières séances.

Ces causes sont de deux sortes : les unes sont extérieures et tiennent aux circonstances politiques et économiques ; les autres sont internes et proviennent de la structure même de la loi.

Parmi les premières, il faut citer la pénurie de la main-d'œuvre, la crise des logements et la difficulté des approvisionnements. L'industrie minière et l'industrie métallurgique employaient avant la guerre un grand nombre d'ouvriers étrangers ; la question du recrutement des travailleurs se posa dès la conclusion de la paix ; mais il ne suffisait pas d'avoir des ouvriers, il fallait les loger et les nourrir, la question de recrutement se transforma donc bientôt en une question de logement et d'approvisionnement. Pour faire construire des habitations ouvrières, les syndicats décidèrent de majorer de 20 marcs le prix de la benne de charbon. Le ministre opposa son veto, réduisit l'augmentation à 8 marcs et invita les entrepreneurs à faire appel au crédit public pour couvrir le surplus de la dépense. Les entrepreneurs refusèrent, accusant le ministère de vouloir entraver la production ;

ce fut, entre le ministère et les syndicats, l'origine d'un conflit qui se prolongea pendant des mois et dans lequel le ministère eut, comme dans le cas précédent, presque toujours le dessous.

Parmi les causes extérieures, il faut encore citer les variations brusques des changes et surtout la baisse rapide du marc. L'inflation monétaire qui allait croissant, mais d'une façon irrégulière, amenait la hausse des prix, mais par brusques saccades. D'où plaintes du public et aussi plaintes des ouvriers, car l'ajustement des salaires au coût de la vie ne se faisait qu'avec une certaine lenteur.

Mais il y avait quelque chose de plus grave. La rapide dépréciation du marc faussait les données de la comptabilité et rendait difficile, sinon illusoire, le contrôle des prix par le ministère de l'Economie publique. C'est la fameuse question des « Abschreibungen » ou amortissements, problème au fond très simple, mais qui fut pour la commission un véritable casse-tête et auquel elle consacra des séances entières, sans parvenir à l'élucider complètement.

Voici en effet ce qui s'était passé.

On sait que chaque entreprise est obligée de prévoir l'amortissement, c'est-à-dire l'usure de son matériel. Si donc l'on suppose qu'une machine sera usée ou déclassée au bout de 10 ans, on défalquera chaque année $1/10$ de sa valeur, d'où le nom de « Abschreibung », défalcation, donné à cette opération. Remarquons dès maintenant, que c'est sur la valeur technique de la machine, valeur représentée par 1 ou $10/10$ que devrait se retrancher

(1) Voir Vhdlg I p. 90 et suivantes.

cette fraction de $1/10$; mais notre comptabilité exige que l'opération soit effectuée en signes monétaires.

Il va sans dire que ce n'est pas ce calcul de pure comptabilité qui fournira à l'entreprise le moyen de remplacer le matériel usé : le renouvellement du matériel fait l'objet d'un autre problème exigeant une autre solution. Les entreprises l'avaient résolu jusqu'alors de trois manières différentes.

La première solution consiste à créer, au moyen de prélèvements sur les bénéfices de l'exercice, une caisse spéciale destinée à assurer le renouvellement du matériel. C'est la solution normale.

La deuxième, qui ne peut-être que partielle et que peuvent seules se permettre des industries florissantes, consiste à imputer certaines acquisitions nouvelles au compte des frais d'exploitation (*Anschaffungen über Betrieb, aus dem Betrieb*).

La troisième qui ne peut être aussi que partielle et qui est déjà singulièrement risquée est la suivante. Une machine qui fonctionne depuis un certain nombre d'années, peut, si elle est réparée, fournir encore un long usage et rendre sensiblement les mêmes services qu'une machine neuve. Or, une machine neuve coûterait, par exemple, 10.000 marcs, la machine réparée figurera à l'inventaire pour cette somme et c'est sur ce chiffre que se feront désormais les défalcactions.

Sous la pression des circonstances, les entreprises en arrivèrent à fondre les trois solutions en une seule et voici comment. Si au bout d'un an, une machine ayant coûté 10.000 marcs a perdu le $1/10$ de sa valeur, c'est-à-dire 1.000 m., il est indiqué de porter au compte de renouvellement une somme égale ; mais dans une période où

la monnaie se déprécie rapidement, cette somme sera insuffisante, il faudra la multiplier par 4 ou par 5. Puis faisant un pas de plus, on envisage cette somme comme ayant été effectivement dépensée et on l'impute au compte des frais d'exploitation. Enfin on glisse insensiblement vers la troisième solution et l'on aboutit dans la pratique au raisonnement suivant : la machine qui a coûté, il y a quatre ans 10.000 m. en vaut actuellement, malgré l'usure 40.000 ; on la fait figurer pour cette somme à l'inventaire ; dans un an, elle vaudra $40.000 - 4.000 = 36.000$ m., on aura donc dépensé 4.000 m. pour le matériel ; l'année suivante on recommencera la même évaluation et le même calcul.

Il est vraiment regrettable que les économistes qui siégeaient à la commission n'aient pas immédiatement diagnostiqué le cas ; ils auraient évité à eux-mêmes, à leurs collègues et aux lecteurs des procès-verbaux, ces longs et ennuyeux débats dans lesquels la pensée humaine arrive à un degré de confusion qu'elle pourra peut-être atteindre encore (1), mais qu'elle ne dépassera jamais. Nous sommes ici en présence d'un curieux cas de carence de la comptabilité à base de monnaie ou comptabilité argent, par ailleurs si commode et si précise. Tous les errements signalés tiennent à ce que la monnaie n'est pas la mesure de la valeur et que, son rapport avec les biens est instable. En réalité, et comme il a été dit plus haut, c'est sur la valeur technique de la machine que la défalcation devrait se faire et non sur des signes monétaires ; en temps normal, il n'y a aucun inconvé-

(1) Il ne faut pas décourager la pensée allemande.

nient, il y a même de grands avantages à faire ce calcul en unités de monnaie ; en temps de crise, il y a là un piège auquel les plus avertis se laissent prendre.

On conçoit quelle place ces méthodes laissent à l'arbitraire et combien elles rendaient illusoire le contrôle du ministère.

Enfin la loi portait en elle des vices de construction qui auraient assuré son échec en toute circonstance : insuffisance des pouvoirs du Conseil national ; inefficacité des droits du ministre, absence d'un organe d'exécution, effacement de la représentation des consommateurs.

La loi autorise le Conseil national à donner des « directives » ; le terme est vague et ces directives peuvent être interprétées de mille façons. Mais surtout une prérogative essentielle lui manque : il ne joue aucun rôle dans la formation des prix. Aux côtés de l'Union nationale, il fait figure de commission consultative.

Le ministre semble mieux armé ; il a le pouvoir d'abaisser les prix. Mais ses experts sont submergés sous un monceau de documents d'une comptabilité impénétrable, fournis par les syndicats à l'appui de leurs prétentions, et la décision que le ministre oppose à ces prétentions semble toujours manquer de base. Le droit du gouvernement dégénère, dans la pratique, en un simple droit de veto, arme d'un maniement difficile et qui s'émousse vite.

La loi n'a pas conservé le Directoire proposé par le rapport provisoire. Le pouvoir exécutif fait donc défaut. L'Union est bien chargée d'assurer l'exécution des décisions du Conseil par les syndicats, mais, dans la réalité, elle se confond avec les syndicats eux-mêmes.

La représentation des consommateurs est insuffisante au double point de vue du nombre et de la qualité. Le rapport du sous-secrétaire d'Etat insiste sur l'incompétence et l'indifférence de leurs délégués au Conseil de surveillance de l'Union nationale et aux commissions du Conseil.

La conséquence fut que les spadicats, qui, avant et pendant la guerre, avaient vainement essayé de se donner une organisation unitaire, purent former un véritable trust sous l'égide de la loi, trust qui réduisit impitoyablement les récalcitrants au silence, régla les prix et la répartition à son gré et domina complètement le marché. Les représentants des ouvriers marchèrent la main dans la main avec les entrepreneurs, n'hésitant jamais à approuver une hausse des prix en échange de la promesse d'une hausse des salaires, « Ma chemise est plus près de ma peau que ma veste », disait l'un d'eux (1). Hué constate le fait avec quelque amertume : « Cela prouve que la bonne harmonie règne entre patrons et ouvriers, mais dénote chez les uns et chez les autres un médiocre souci de l'intérêt collectif ».

Voici, entre beaucoup d'autres, quelques exemples qui montrent comment les syndicats usèrent de leur puissance.

Il arrivait fréquemment que, malgré le système des cartes de distribution, le combustible destiné aux usages domestiques manquât ; puis soudain, il réapparaissait avec abondance sur le marché. C'est que la veille l'auto-

(1) C'était déjà le mot d'un des personnages de Plaute : *Tunica propior pallio est*.

risation d'une hausse de prix avait pu être arrachée au Ministère (1).

Les syndicats des mines de lignite de la Moyenne-Allemagne et de l'Est de l'Elbe, prétextant une augmentation à accorder aux ouvriers, demandèrent que le prix de la tonne de briquettes fût porté de 10,50 m. à 56 m. Le ministère promit d'autoriser la hausse des prix quand l'augmentation des salaires serait réalisée. De 56 m. les prétentions furent réduites à 33 (2).

L'Union nationale accordait aux mines une certaine quantité de charbon pour leur consommation personnelle ; mais il n'existait aucun moyen de s'assurer si le combustible ainsi enlevé à la répartition générale allait bien à l'emploi auquel il était destiné. Or, en 1919, sur 107,9 millions de tonnes de houille extraites, les mines en absorbèrent 20, les usines annexes 8,21, soit une proportion totale de près de 30 % (3).

Les entrepreneurs invoquent, pour justifier la hausse croissante des prix, les exigences croissantes des ouvriers. En tenant compte de la puissance d'achat de la monnaie, Kuczinski montre que le prix du charbon a monté dans la proportion de 3 à 4, le salaire réel diminué dans la proportion de 3 à 2 (4). Chaque fois d'ailleurs qu'une hausse des salaires est accordée, les syndicats en prennent prétexte pour augmenter le prix du charbon hors de proportion avec cette hausse (5).

(1) Cas cité par Hué, *Vhdlg.* I, p. 13.

(2) Cas cité par Susat, *Vhdlg.*, p. 50.

(3) Statistiques fournies par Hué, *Vhdlg.*, p. 327.

4 *Vhdlg.*, p. 21.

(5) Les chefs d'entreprise expliquent cette différence par ce fait que toute hausse de prix du charbon est invariablement suivie, quelquefois même précédée, d'une hausse du prix des matériaux, qui oblige à majorer d'autant le prix de la tonne.

Enfin les demandes de hausse de prix sont présentées au ministère la veille du jour où elles doivent entrer en vigueur, quelquefois même après coup, ce qui place le ministre en présence du fait accompli (1).

§ 3. — Les travaux de la concession. Les parties et les thèses en présence

L'expérience avait donc démontré les imperfections de la loi ; la commission se mit en devoir d'y remédier. Sa tâche était tracée, il fallait : 1° briser l'omnipotence des syndicats et 2° renforcer les pouvoirs du Conseil national en lui donnant la haute main sur la production, la formation des prix, le commerce intérieur et extérieur.

La deuxième partie du programme n'était exécutable qu'autant que la première serait réalisée, et le gros obstacle auquel on se heurtait était précisément la question des « Abschreibungen », cette comptabilité hermétique derrière laquelle les syndicats s'abritaient pour échapper à tout contrôle. Pour les obliger à changer de méthode, le ministère de l'Economie publique avait élaboré un projet de règlement dont voici les grandes lignes.

Il serait constitué, sous le contrôle du ministère, une caisse spéciale destinée à faire face aux dépenses d'acquisitions nouvelles et de remplacement du matériel usé. Les fonds en seraient fournis par un prélèvement perçu sur le prix de vente qui serait majoré en conséquence ; ils seraient mis à la disposition de l'Union nationale (ou

(1) Déclarations de Hirsch. Vhdlg. I, p. 33, de Hué, p. 34, de Vogelstein, p. 211.

(2) Leitsätze vom 3. Februar 1920.

d'un office spécial à créer) , l'Union nationale ne pourrait les répartir que suivant certaines règles et sous le contrôle de curateurs élus par le Conseil national et dont le président serait nommé par le ministre.

La remise des fonds serait faite aux entreprises, soit en échange d'un droit de co-propriété et de participation aux gains (1), soit à titre de prêt amortissable ; dans ce dernier cas, les propriétaires des mines seraient tenus de présenter un état des travaux entrepris et des dépenses effectuées ; il leur serait interdit de se procurer par une autre voie les fonds nécessaires aux buts qui viennent d'être spécifiés.

La commission se mit donc au travail et commença, en s'inspirant des leçons de l'expérience et des directives du ministère, à remanier les premiers articles de la loi. Elle dut bientôt renoncer à cette tâche. A l'étude, les vices de la loi s'avérèrent incurables.

Il semble alors que la commission ait eu le sentiment de l'œuvre écrasante qu'elle avait entreprise ; elle se rendit compte qu'il ne s'agissait pas seulement d'aligner côte à côte ou de superposer les unes aux autres des entreprises parentes ou alliées, mais de les fondre en une synthèse organique en leur insufflant un esprit nouveau. Les affinités électives qui existent dans le monde des corps inanimés et dont Goethe avait, dans un ouvrage célèbre, affirmé qu'elles existent aussi dans le monde des esprits, serait-elles assez puissantes pour opérer cette synthèse ?

Les travaux de la première commission avaient pris

(1) Au profit de l'Union nationale probablement. Les Leitsatze ne l'indiquent pas.

la forme d'une vaste enquête technique et ardue. Avec la deuxième commission le débat s'élève : ce sont les bases morales et philosophiques de la réforme que l'on s'efforce de poser. Il n'est naturellement pas possible ici d'analyser chacune des 21 séances qui se succédèrent du 21 avril au 30 juillet 1920, mais il est nécessaire d'en retracer la physionomie générale, d'y montrer les partis en présence et de résumer les thèses qui s'y affrontèrent.

Parmi la commission et les collaborateurs qu'elle appelait du dehors, on peut distinguer trois groupes : celui des individualistes, avec Stinnes, Silverberg, Batocki, Baltrusch ; celui des Marxistes, partisans de la socialisation immédiate et intégrale, avec Kautsky, Hilferding, Lederer, Hué, et celui des opportunistes ou partisans d'une socialisation progressive, représentés par Rathenau et Vogelstein.

La thèse individualiste s'attache à démontrer que la masse ne possède ni les qualités intellectuelles ni les qualités morales nécessaires à la socialisation.

C'est surtout au point de vue intellectuel que se placent les grands industriels, Stinnes à leur tête. Jamais la masse n'a eu à un tel degré la prétention de vouloir tout diriger, jamais elle ne l'a moins justifiée. On s'en va répétant que la révolution a donné au prolétariat la conscience de sa force : force immense, en effet, quand il s'agit de détruire, nulle, quand il s'agit d'édifier. Tout ce qui s'est créé de grand dans l'art, la science, l'industrie a été l'œuvre de quelques esprits puissants. Qu'on le

(1) Vhdlg. I. p. 122 et suivantes.

veuille ou non, l'humanité se compose d'individus d'aptitudes inégales et dissemblables. Or on s'imagine qu'en additionnant mille, dix mille unités humaines, on obtiendra une unité d'un ordre supérieur renfermant non seulement tout ce que les premières contenaient, mais même quelque chose de plus. C'est précisément le contraire qui est vrai, et l'expérience le démontre aussi bien dans le domaine physique que dans le domaine social. Couplez deux machines de 100 chevaux chacune, vous obtiendrez une force totale non pas de 200 chevaux, mais seulement de 180 ou 190. De même, dans l'ordre social, tout groupement entraîne une perte de force vive, et plus le groupement est considérable, plus la fraction d'énergie perdue s'accroît. L'inertie est la caractéristique de toute organisation un peu vaste : l'Etat en est un exemple, mais les trusts eux-mêmes autour desquels on a fait tant de bruit, n'échappent pas à la règle. Au sein de ces grands groupements, chaque service tend à se séparer des autres par des cloisons étanches et à se rendre autonome ; il se forme ainsi des agrégats où règne une étroite solidarité et un esprit plus étroit encore. On verra peut-être là une preuve que l'instinct collectif n'est pas aussi absent de l'humanité qu'on veut bien le dire ; soit, mais si ce sont là ses effets, il n'y a pas lieu de s'en féliciter. Aussi faut-il à la tête de ces organisations une volonté puissante qui brise les barrières intérieures et donne à l'ensemble l'unité de direction indispensable ; et c'est ainsi qu'en un temps où le corps prétend tout diriger, jamais la tête n'a été plus nécessaire ; c'est un article rare et qui le deviendra plus encore : plus on

socialisera, plus il sera nécessaire d'avoir des chefs ; plus on socialisera, plus il sera difficile d'en trouver (1).

Batocki, ancien fonctionnaire et Baltrusch, président de l'union des syndicats chrétiens, se placent au point de vue moral. Ils ne sont ni l'un ni l'autre des individualistes irréductibles et il y a dans leur attitude à l'égard des projets de socialisation plus de scepticisme que d'hostilité.

La socialisation suppose chez les citoyens, aussi bien chez les patrons que chez les ouvriers, tout un ensemble de qualités morales ; or, jamais elles n'ont fait aussi complètement défaut. Ce qui règne aujourd'hui, c'est l'orgueil chez les uns, l'indiscipline chez les autres, chez tous un égoïsme féroce. Ici, c'est un capitaine d'industrie (2) pour qui tout chemin est bon qui mène au succès, dùt-il passer sur des cadavres ; là, c'est le dégoût du travail, la haine de toute direction ; pour les uns et les autres, partager en bons frères signifie : ma part à moi, la tienne à nous deux (3).

1) Vhdlg. I. p. 128 et suivantes.

2) C'est Stinnes qui est désigné ici. Cf. Vhdlg. II. p. 654 et suiv.

(3) Batocki et Baltrusch ne connaissaient pas encore les deux documents suivants qu'ils n'auraient pas manqué de produire à l'appui de leur thèse. L'un, inspiré par Stinnes, est le projet du comité d'Essen que l'on trouvera plus loin. L'autre est un plan de socialisation des mines de charbon élaboré par la « freie Arbeiter-Union » de Gelsenkirchen ; en voici quelques extraits :

« Les mines remises à la communauté ouvrière seront exemptes d'impôts. — Lors de la discussion de mesures intéressant d'autres industries ou les consommateurs en général, la représentation des cercles intéressés ainsi que le département ministériel compétent prendront l'avis de la « Commission des Neuf ». — Toutes les lois et ordonnances intéressant l'exploitation houillère n'entreront en vigueur qu'après avoir été approuvées par cette Commission. — Les ouvriers et employés élisent les chefs des services et les directeurs au scrutin secret — Les bénéfices réalisés sont employés : a) à l'amélioration des salaires, b) à une réduction du prix du charbon. — Si l'entreprise présente un déficit, l'Etat sera tenu de le combler.

On s'imagine, en écartant l'entrepreneur, donner satisfaction à l'ouvrier. Mais ce que l'ouvrier exècre dans l'entrepreneur, c'est l'homme qui gagne plus que lui ; il exécrera tout autant et pour la même raison le directeur qu'on lui donnera, qu'il lui vienne de l'Etat, d'une Union nationale, d'un Conseil national ou d'un Directoire.

Cet état d'esprit peut-il changer ? se demande Baltrusch. Beaucoup pensent avec Marx qu'il suffit de créer des institutions nouvelles pour faire naître un esprit nouveau. Assurément l'amélioration des conditions économiques peut avoir sur l'âme d'un peuple une influence salutaire, mais une institution ne peut créer de toutes pièces un facteur moral.

C'est encore une erreur de Marx et de ses disciples que de ne pas avoir compris l'unité foncière de l'individu et ce qu'il y a en lui d'unique et d'irréductible. Toute l'économie moderne est dominée par des individualités puissantes ; or, on prétend scinder chacune de ces individualités en deux moitiés dont on anéantira l'une et dont on agrégera l'autre à un corps nouveau. En d'autres termes, on veut éliminer l'entrepreneur comme capitaliste et le récupérer comme directeur (1). Tous ces chefs-nés se détourneront avec dédain du sucre d'orge avec lequel on prétend les attirer.

C'est par l'éducation de la nation tout entière qu'il faut commencer, car le problème de la socialisation se ramène d'abord à un problème d'éducation. Tant qu'on

(1) Cette scission est cependant chose faite dans la société anonyme. Mais il s'agit de savoir si le directeur joue le même rôle dans une société anonyme que dans un service étatisé ou socialisé. La question sera reprise par Rathenau.

n'aura pas réussi à inculquer aussi bien aux travailleurs qu'aux entrepreneurs un esprit nouveau, la notion de la collectivité, le sens de la solidarité ; aussi longtemps que grands et petits ne considéreront que leur intérêt égoïste au lieu de se sentir les éléments d'un tout indissoluble, il faudra renoncer à bâtir la cité idéale que rêvent les socialistes.

Sans négliger le point de vue éthique, les Marxistes s'attachent surtout à mettre en relief les raisons pratiques qui militent en faveur de la socialisation : elle est, disent-ils, nécessaire et immédiatement réalisable.

Elle est nécessaire, car l'Allemagne affaiblie a besoin de tirer parti de toutes ses richesses et d'en faire profiter non pas seulement quelques-uns, mais tous les citoyens. La répartition est sans doute chose essentielle, mais elle ne peut être réglée d'une façon équitable qu'à la condition de disposer entièrement de la production. Or on ne fait pas au capitalisme sa part, il se la fait lui-même et c'est celle du lion. Il faut donc éliminer le capital et le capitaliste (1).

Il est inadmissible que des gens récoltent une rente sans fournir aucun travail, qu'une petite oligarchie de capitalistes fasse contre-poids dans la balance à la foule immense des travailleurs qui assurent la vie de l'entreprise. Tout système qui essaie de concilier le capital et le travail est voué d'avance à un échec. Au reste, l'expérience vient d'en être faite : c'est celle des « Communautés de Travail » et des organisations paritaires ; elle a échoué, mais elle a du moins fourni un enseignement. Elle a démontré qu'une collaboration entre travailleurs

(1) Vhdlg. I., p. 345, 387 et suivantes.

et capitalistes est impossible et que la parité que l'on prétend établir entre eux n'en est pas une ; qu'il s'agisse des « Communautés de travail », de l'Union nationale ou du Conseil national, le résultat est toujours le même : les capitalistes font bloc, les travailleurs ne savent pas ou ne peuvent pas faire contre eux l'unité de front, et l'administration soi-disant paritaire ne fait que consolider la toute-puissance de l'entrepreneur. Il faut donc choisir entre la domination hiérarchique et capitaliste et l'organisation démocratique et socialiste (1).

Le capitalisme est incapable de poursuivre les buts de l'économie collective ; il n'a jamais hésité à sacrifier les intérêts de la nation à ses intérêts particuliers. Au moment où l'Allemagne aurait dû garder pour elle son combustible afin de développer sur son territoire les industries de biens achevés, les syndicats ont préféré exporter leur charbon afin d'en tirer d'énormes bénéfices. Seule la socialisation peut permettre une politique économique de grande envergure.

Enfin la socialisation est réalisable. Il n'y a aucune raison d'admettre qu'un directoire composé des techniciens les plus éminents de l'Allemagne ait moins de compétence qu'une assemblée d'actionnaires pour choisir les directeurs et les chefs de service. Quant à ces directeurs eux-mêmes, leur situation matérielle et morale sera aussi brillante qu'elle l'est actuellement dans l'industrie privée : ils conserveront intacte leur autorité, la plus grande initiative leur sera laissée et des primes seront accordées à leur bonne gestion.

(1) Vhdlg. I., p. 399 et suivantes.

On reproche à la classe ouvrière de manquer des qualités requises par l'économie collective (1). Où et comment les aurait-elle acquises ? On prétend que le marxisme néglige le facteur moral. C'est bien plutôt à la société capitaliste qu'il faut adresser ce reproche, c'est elle qu'il faut rendre responsable de l'égoïsme de classe chez les ouvriers, c'est elle qui s'attache à détruire les conceptions morales pour les remplacer par les seuls mobiles du gain et de l'intérêt. Mais une modification de la morale sociale ne peut être obtenue par la modification de la seule éducation individuelle. Ce qu'il faut, c'est une amélioration du milieu social qui rendra une éthique nouvelle non seulement possible, mais nécessaire (2). Il faut intéresser le salarié à l'entreprise, et par là, les Marxistes n'entendent pas dire seulement qu'il doit être admis à en partager les gains, car la part qui reviendra à chacun sera sans doute infime, mais ils veulent lui donner l'assurance qu'il travaille pour un idéal supérieur. Du jour où le salarié saura que ses efforts

1. Vhdlg., 1920. I. p. 429 et suivantes.

(2) Voici quel est le fond de la pensée du Dr Hilferding à qui ces arguments sont empruntés : Si les idées de solidarité, de dévouement à la collectivité font complètement défaut chez une nation, les institutions ne pourront les y créer pour l'excellente raison que ces institutions mêmes ne prendront jamais naissance. Mais pour peu que ces idées existent, conscientes chez une élite, plus ou moins obscures dans les masses, la pratique des institutions nouvelles auxquelles elles auront servi de base, contribuera à leur diffusion. On peut se demander si cette thèse est exactement celle de Marx, mais, ainsi présentée, elle peut se soutenir. Pascal ne tenait pas un autre langage quand il disait aux esprits forts de son temps : « Vous voulez aller à la foi et vous n'en savez pas le chemin ; apprenez de ceux qui ont été liés comme vous et qui parlent maintenant tout leur bien... Suivez la manière par où ils ont commencé : c'est en faisant tout comme s'ils croyaient, en prenant de l'eau bénite, en faisant dire des messes, etc. : naturellement même, cela vous fera croire et vous abêtira. (Pensées Ed. Havet. Art. X. 1 et 8).

n'ont pas pour résultat l'enrichissement de quelques capitalistes, mais le bien-être matériel et moral de la collectivité dont l'intérêt ne fait qu'un avec le sien, il se mettra à l'œuvre avec ardeur et retrouvera la joie au travail (1). Contrairement à ce qui a été affirmé, le progrès technique n'est ni l'œuvre d'un seul ni même celle de quelques hommes éminents ; il est dû aux efforts d'une foule de travailleurs anonymes. On peut tout espérer de la collaboration des intelligences.

La socialisation est donc possible et elle est seule possible ; il faut rejeter la communalisation qui serait le contrôle des entreprises par des incompétences et l'étatisation pour les raisons énumérées dans le rapport provisoire. Il est, d'autre part, évident que la socialisation ne saurait se faire simultanément dans toutes les branches de l'industrie ; mais là où elle se fera, il faut qu'elle soit intégrale et l'on doit résolument écarter toutes les solutions intermédiaires qui conserveraient les inconvénients du capitalisme sans en avoir les avantages.

Entre le groupe de ceux qui considèrent la socialisation comme une utopie et les partisans de la socialisation immédiate et intégrale, se trouvent ceux qui, sans croire à la possibilité de réaliser dès aujourd'hui tous les rêves, estiment néanmoins qu'il y a lieu de faire un pas en avant. La thèse opportuniste trouvait en Rathenau un éloquent défenseur (2).

(1) Hélas ! il n'est pas sûr que cela suffise. Nulle part les grèves n'ont été plus fréquentes que dans les entreprises socialisées ou communalisées. Si le fonctionnaire — qui travaille en somme pour la collectivité — accomplissait sa tâche avec plus de zèle que l'ouvrier et l'employé, la solution du problème serait toute trouvée, ce serait l'étatisation.

(2) Cf. Vhdg. 1920, I. p. 354 et suiv., 389 et suiv., 419 et suiv.

Un pèlerin chemine vers une terre lointaine. Les jours ont succédé aux jours, les « grands pays muets » se sont ouverts devant lui, refermés derrière lui. Enfin, il aperçoit à l'horizon les montagnes qui lui cachent la terre promise ; le voilà à leur pied, il les gravit, va en atteindre le faite et croit déjà toucher au terme de son voyage. Arrivé au sommet, il voit avec stupeur qu'il lui reste encore à parcourir un espace immense.

Ce pèlerin, c'est notre société en marche vers un idéal qu'elle aperçoit au loin ; mais la distance raccourcit la perspective, juxtapose les plans et le but semble fuir à mesure qu'on s'en approche. Marx a pu dire : « Une grande catastrophe viendra, le peuple prendra conscience de lui-même, et, sur les ruines du capitalisme, la dictature du prolétariat édifiera l'Etat futur et inaugurerà le Règne de Mille Ans. » Marx était prophète, il planait en dehors du temps et de l'espace. La catastrophe est, en effet, venue : une Révolution que nous n'avons pas faite, que les neuf dixièmes des Allemands n'ont pas voulue (1) a renversé la dynastie, ébranlé les institutions, et maintenant seulement nous voyons quel abîme nous avons encore à franchir avant de toucher au but. Néo-phytes présomptueux, nous avons cru qu'il suffisait de poser le pied sur les marches du temple pour être initiés aux mystères ; nous ne songions pas aux redoutables épreuves qu'il nous restait encore à subir. Qu'il se lève donc celui qui osera dire : dans six mois, dans un an, dans dix ans, la socialisation sera un fait accompli !

C'est qu'en effet la société actuelle est organisée pour fonctionner avec certains moteurs, et, en attendant que

(1) Ces paroles de Rathenau ne provoquèrent pas au sein de la commission une seule protestation — même de pure forme.

d'autres soient trouvés, il faut nous servir de ceux que nous possédons.

Le premier de ces moteurs, c'est, si l'on considère les choses par leur côté le moins flatteur, l'intérêt personnel ou l'égoïsme ou, si on les regarde du bon côté, l'émulation, qui n'exclut ni le sens pratique ni la conscience professionnelle. Voilà quel a été jusqu'à ce jour le moteur essentiel de notre société, celui qui a assuré à l'industrie moderne un si prodigieux essor.

Un autre moteur, c'est le sentiment du devoir chez le fonctionnaire ; il a résisté aux convulsions de ces derniers temps : c'est un élément d'ordre et de stabilité, mais non d'initiative et de rénovation féconde.

Un troisième moteur, c'est l'élan de la classe ouvrière vers un idéal qu'elle entrevoit derrière une paroi de nuages et qu'elle voudrait atteindre immédiatement. C'est à cette aspiration qu'appartient l'avenir, mais elle est encore trop imprécise, elle n'est pas pénétrée d'assez de science et d'expérience pour que l'on puisse dire dès maintenant : le grand moteur de l'économie sociale est trouvé.

Il faut bien l'avouer : ce moteur qui pourra remplacer l'intérêt personnel, et l'initiative privée n'existe pas encore. Toute socialisation qui prétend être intégrale se ramènera à une étatisation ou à une municipalisation ; le Directeur Général que l'on mettra à la tête de l'entreprise et qui sera choisi parmi ceux qui ont fait leurs preuves dans l'industrie privée, prendra l'âme d'un fonctionnaire : ce sera bien le même homme, mais il respirera une autre atmosphère. C'est que dans l'industrie privée, il a derrière lui un aiguillon qui le pousse à don-

ner son maximum de rendement. Cet aiguillon, c'est le succès, stimulant brutal, mais d'un effet irrésistible (1). Dans l'entreprise étatisée, le succès lui vaudra sans doute, les éloges de ses chefs et peut-être, un avancement plus rapide, à la condition toutefois qu'il n'in-dispose contre lui ni Meyer ni Müller, ni Schmidt, ni Schulze. Dans l'entreprise privée, au contraire, il pourra avoir le caractère le plus exécrationnel ; actionnaires, administrateurs, censeurs diront de lui : « Nous ne l'aimons pas, mais il dirige admirablement nos affaires ; nous le remplacerions volontiers par un autre, mais nos coffres-forts en pâtiraient. » Et on le laissera roi incontesté dans son domaine (2).

Est-ce à dire que ce moteur de l'intérêt personnel ne puisse être remplacé par aucun autre et que ce critérium du succès si brutal, si immoral même doive être éternel ? Nullement. L'humanité possède en elle des ressources inconnues aux individus. Le moteur de la société future sera la conscience collective, c'est-à-dire un sentiment de solidarité tel que chacun s'identifiera avec la collectivité entière, lui subordonnant ses désirs et ses pensées. Nous assistons déjà à l'éveil de cette conscience collective dans certains milieux de fonctionnaires, dans l'organisation des partis et des syndicats ouvriers, chez les hommes de science, dans certaines branches de l'économie publique. On peut se représenter un aréopage de l'avenir dans lequel chaque membre suivra les débats sur l'exportation des marchandises ou les travaux publics avec autant d'intérêt qu'un de nous en met aujourd'hui

(1) C'est le fameux passage sur l'Erfolgswirtschaft, Vhdlg. I, p. 330.

(2) Vhdlg. 1920, I. p. 360 et 361.

à s'enquérir si un de ses billets est sorti au tirage de la loterie (1).

Pour l'instant, il ne s'agit pas de trouver la solution idéalement la meilleure, mais bien la solution pratiquement la plus réalisable, celle qui, utilisant les facteurs économiques aujourd'hui existants, fera faire à la société un pas vers le but poursuivi.

(1) Vhdlg. II, p. 424

CHAPITRE VI

Rapport de la commission

Deux projets sont sortis des délibérations de la commission ; ils portent l'un et l'autre le nom de leurs principaux promoteurs : l'un est le projet Lederer, l'autre le projet Rathenau ; mais la rédaction en fut le fruit de la collaboration cordiale de tous les membres de la commission. Ils ont été publiés dans le rapport en date du 31 juillet 1920.

§ 1. — **Projet Lederer**⁽¹⁾

Le projet Lederer a pour base le rapport provisoire de la majorité de la commission précédente. Il en reproduit les dispositions essentielles, mais en leur donnant la forme d'une proposition de loi et en les modifiant sur quelques points.

Il conserve, en lui maintenant son caractère d'établis-

(1) Le projet I est signé de Ballod, Braun, Hilferding, Hué, Kaufmann, Kautsky, Kuczinski, Lederer, Umbreit, Werner. En outre Lindemann déclare y adhérer sous réserve d'une observation consignée à la suite du projet.

sément public, la Communauté des Charbons englobant les mines privées et les mines domaniales. Il conserve également le Conseil national qui garde les mêmes pouvoirs (1) et le même nombre de membres, mais où la représentation des ouvriers et employés est renforcée aux dépens de celle des chefs d'exploitations (2) et le Directoire, dont le président et le vice-président seront directement élus par le Conseil national. Le nombre des districts houilliers est fixé à 20, les Directeurs Généraux en sont nommés par le Directoire. Rien n'est changé à l'organisation des conseils cantonaux, de mine, etc. L'Union nationale est supprimée.

Dans les réserves qu'il formule à la suite du projet Lederer, Lindemann estime trop élevée la proportion de la représentation accordée aux ouvriers, employés et chefs d'exploitation ; il redoute, au sein du Conseil national, la prédominance des commissions particulières ou de telle d'entre elles ; il voudrait voir la compétence du Conseil restreinte et précisée, les pouvoirs du Directoire renforcés et tous ses membres nommés par le chancelier.

§ 2. — **Projet Rathenau** (3)

Le projet Rathenau se présente sous forme de directives et se propose un double but :

(1) Notamment en ce qui concerne la fixation des prix et la répartition.

(2) Quinze représentants des chefs d'exploitation, trente-cinq des ouvriers et employés, vingt-cinq des consommateurs, cinq experts nommés par le ministère de l'Economie publique et le Reichstag, quinze techniciens ou praticiens nommés par le chancelier.

(3) Le projet II est signé de Baltrusch, Cohen, Melchior, Neustedt, Rathenau, Wissell et, — sous réserve de quelques observations — de Batocki, Siemens, Vogelstein, Weber, Kraemer.

1° Pour le présent, maintenir l'entrepreneur, mais lui enlever tout monopole de l'offre, toute l'influence sur les prix en fixant les bénéfices et *en contrôlant rigoureusement la comptabilité*.

2° Pour l'avenir, mais à l'aide de dispositions immédiatement applicables, faire passer par voie d'expropriation progressive les mines privées aux mains de la collectivité.

C'est seulement par un contrôle rigoureux de la comptabilité que le premier but pourra être atteint. Or la solution proposée par le ministère pour mettre un terme aux abus des « Abschreibungen » est inopérante, parce que, à des comptes invérifiables, les entreprises en substitueront d'autres tout aussi invérifiables. Il n'y a qu'un moyen de rendre la comptabilité transparente, c'est d'obliger le producteur à présenter son bilan ; assurément le bilan peut être truqué, mais c'est là un acte grave, et il y a des juges à Berlin.

Voici maintenant les dispositions prévues par le projet pour atteindre le double but qu'il se propose.

On créera, *en dehors des syndicats*, un office des prix qui sera en même temps un office de vente. Ce sera, en l'espèce, le Conseil national (1) auquel les syndicats seront tenus de livrer leurs produits au prix de revient (2).

Chaque producteur fournira des comptes provisoires à des époques déterminées de l'année ; ces comptes de dépenses courantes serviront de base pour fixer les prix du

(1) L'Union nationale est supprimée comme dans le projet Lederer.

(2) Dans le coût de revient sont comprises les dépenses nécessaires à l'amortissement du matériel.

charbon ; la vérification définitive sera faite sur le bilan de fin d'année. Le terme auquel le bilan devra être déposé sera le même pour tous les producteurs. La vérification en sera faite par les experts du Conseil national et portera sur la sincérité des valeurs inscrites à l'actif et au passif.

Etant donné le coût de revient, le prix de vente au public s'établira à l'aide de suppléments calculés de façon à assurer :

1° Le paiement des intérêts et l'amortissement des dettes qui grèvent l'entreprise.

2° Le paiement des intérêts et l'amortissement des investitions nouvelles faites ou autorisées par le Conseil national.

3° Le paiement des intérêts fixes du capital responsable (1) et dont le taux devra être évalué d'après la rentabilité normale de l'entreprise.

4° L'octroi de primes accordées soit au producteur, soit au personnel pour la surproduction ou une gestion économique de l'exploitation.

5° Une quote d'amortissement ou d'expropriation, calculée de façon à assurer à la collectivité la propriété des mines dans le délai fixé par la loi.

6° Des bonifications ou des réductions de prix à accorder à certaines industries par le Conseil national avec l'approbation du ministère dans un but d'intérêt social.

ORGANES

Ce sont : le Conseil National qui a le caractère d'un

(1) Rathenau explique ainsi ce qu'il entend par « capital responsable » : c'est tout le capital qui répond des dettes ; l'expression dépasse le cadre de celle de capital investi ; elle embrasse le capital actions, le capital obligations, les parts d'associés, les réserves. Vhdlg. 1920. II. p. 791.

établissement public et le Directoire nommé par lui, qui en est l'organe d'exécution.

Le Conseil national, qui, au point de vue du recrutement, a la même composition que dans le projet Lederer, comprend trois commissions : une pour l'exploitation, une deuxième pour l'utilisation rationnelle du charbon, et une troisième commission d'études politiques et sociales. Il a seul qualité pour acquérir de nouveaux champs d'exploitation, exproprier, entreprendre des fouilles, exploiter de nouveaux filons, arrêter une exploitation déficitaire, fusionner des entreprises, etc. Il remplit enfin une triple fonction : celle d'un office de contrôle de la comptabilité, d'un office des prix et d'un office de vente.

Des dispositions permettent au Conseil national d'imposer à l'entrepreneur des extensions ou des améliorations en lui fournissant les ressources nécessaires ; d'autres permettent à l'entrepreneur de réaliser spontanément ces extensions ou ces améliorations avec ou sans l'autorisation du Conseil national ; dans ce dernier cas, il le fait à ses risques et périls, mais si son initiative est couronnée de succès, il a droit à l'intérêt et à l'amortissement des capitaux investis et à une prime spéciale.

L'exploitant perd donc tout intérêt à l'élévation des prix du charbon. Mais il a la possibilité d'élargir ses bénéfices en améliorant l'exploitation ; inversement, en cas de négligence ou d'insuffisance, son exploitation peut lui être retirée par le Conseil national.

Une loi fixera un terme à l'expiration duquel les entreprises privées devront être la propriété du Conseil nation-

nal (1). L'Etat conservera d'ailleurs la faculté d'abréger ce délai en augmentant la quote de rachat.

Parmi les membres de la commission qui adhéraient dans son ensemble au projet Rathenau, il en est qui formulèrent quelques réserves sur certains points.

C'est ainsi que Batocki exprime quelques inquiétudes à l'endroit de l'acte législatif qui, en introduisant dans l'économie publique une modification aussi radicale, fixera un délai maximum pour sa réalisation.

Siemens et Vogelstein partagent cet avis. Ils préféreraient, en outre, voir les bénéfices prélevés sous forme d'un impôt, ou bien encore ils approuveraient la formation de trusts régionaux aux bénéfices desquels l'Etat participerait. Ils estiment enfin que toutes les industries s'occupant de sous-produits devraient être placées en dehors de la socialisation.

Weber rejette, au moins provisoirement, le principe d'une quote de rachat qui lui semble de nature à amener une hausse des prix du charbon. Le Conseil national devrait se rendre immédiatement acquéreur d'une partie des entreprises individuelles contre délivrance d'obligations portant un intérêt fixe. Dès que la situation économique et morale le permettrait, le transfert des autres entreprises à l'Etat pourrait se faire par la voie de la quote de rachat.

§ 3. — Comparaison des deux projets

Si l'on compare entre eux le projet Lederer et le projet Rathenau, on voit que la différence essentielle qui les

(1) La première rédaction du projet avait fixé un délai de 30 ans.

sépare, réside en ce que celui-ci maintient, au moins pour un temps, les droits des possesseurs et la distribution d'un dividende variable, tandis que celui-là transforme les possesseurs en créanciers, en titulaires d'une rente fixe.

Les deux projets suppriment les rentes différentielles pour l'avenir : le projet Lederer, de toute évidence ; le projet Rathenau, grâce à cette disposition en vertu de laquelle chaque propriétaire vend sa marchandise à un prix individuel calculé d'après le coût individuel de production.

Ils laissent, par contre, tous deux subsister les rentes actuellement existantes ou rentes consolidées : dans l'appréciation de l'indemnité d'expropriation, le projet Lederer fait entrer en ligne de compte la rentabilité antérieure de la mine ; le projet Rathenau en tient également compte dans le calcul des intérêts à attribuer au capital de chaque exploitation (1). Cependant Vogelstein a envisagé la possibilité d'absorber également ces rentes (2) et donné à cet égard la préférence au projet Rathenau : il est, en effet, plus facile d'atteindre le dividende qui est chose essentiellement variable et individuelle que l'intérêt des obligations qui est fixe une fois pour toutes (3).

En instituant avec chaque entreprise un règlement de comptes à part, le projet Rathenau permet de faire ressortir tous les éléments du prix et assure ainsi la « trans-

(1) Projet Lederer, (Vorläufiger Bericht der Kommissionen mehrheit IV al. 4, p. 42). Projet Rathenau, Leitsätze IX c. et XV.

(2) Vogelstein in Vhidg., 1920 II. 607.

(3) Dans le projet Lederer on ne pourrait atteindre le même résultat que par un impôt qui, au point de vue économique, entraînerait certaines injustices. Cf. Heimann, Mehrwert und Gemeinwirtschaft, P. 137.

parence » de la comptabilité (1). La question ne se pose pas dans le projet Lederer, mais il faut remarquer qu'il arriverait au même résultat ; car les prétentions de l'entrepreneur à une plus-value ne pourraient pas se dissimuler dans le coût de production et devraient se montrer à découvert.

Ils resterait à examiner une question importante, mais qui sera traitée plus loin en détail : c'est celle de la tendance au monopole. Kautsky est persuadé que, si les travailleurs sont dominés par l'intérêt de classe, la raison en est qu'entre eux et les consommateurs s'interpose la classe des entrepreneurs qui fixe les prix (2). La lutte pour des salaires plus élevés, chez les ouvriers, pour des prix plus bas, chez le consommateur, vient se heurter à ce « butoir de choc » qu'est le profit de l'entrepreneur et empêche que la claire conscience de la solidarité des classes ne naisse au sein des travailleurs. Pour la faire naître, il suffit de supprimer l'entrepreneur. Lederer ne semble pas avoir été convaincu par ces arguments, controuvés, en effet, par l'expérience. Le producteur, patron ou ouvrier, a une puissance d'attaque supérieure à la capacité de défense du consommateur, et cela tient à ce que le premier peut porter toute « sa force de choc » sur un point déterminé, tandis que le second est obligé d'éparpiller sa défense sur tout le front de l'économie. Aussi Lederer a-t-il recours à la toute puissance de l'Etat pour couper

(1) Le § 19 de la loi relative à l'impôt sur le charbon (Kohlenstenerges), du 20 mars 1923, qui prescrit l'application du § 196 de la Reichsabgabeordnung du 13 déc. 1916 autorisant les fonctionnaires des finances à vérifier la comptabilité des commerçants, a permis, dans une certaine mesure, le contrôle des bilans des C^{ies} ; mais la loi a été rapportée le 13 oct. 1923.

(2) Kautsky. Vhdg 1920. II. p. 657.

court à la tendance au monopole : aucun tarif ne pourra entrer en vigueur s'il n'est homologué par l'Etat (1).

Seulement il semble qu'on n'échappe à un danger que pour tomber dans un autre, car s'il n'y a plus ni entrepreneur, ni profit, il reste encore des bénéfices et ces bénéfices doivent tomber dans les caisses de l'Etat qui se trouve ainsi placé plutôt du côté du producteur que du côté du consommateur. Le projet Rathenau ne semble pas plus que le projet Lederer avoir évité cet écueil.

(3) Entwurf § 5.

CHAPITRE VII

§ 1. — Le comité d'entente d'Essen. Projet Stinnes et contre-projet Verner

L'annonce des projets de socialisation avait provoqué dans la presse et au sein des partis des polémiques violentes. Les entrepreneurs, les chambres de commerce et un certain nombre d'économistes se montraient nettement hostiles. Au Reichstag, les partis bourgeois estimaient les circonstances défavorables à la socialisation aussi bien qu'à l'étatisation ; on reprochait au rapport de laisser dans l'ombre trop de détails importants ; le parti populiste demandait que l'on consultât les entrepreneurs sur l'opportunité et les conséquences d'une mesure aussi grave (1). Par contre, les organisations ouvrières votaient ordre du jour sur ordre du jour pour réclamer la socialisation immédiate. Le gouvernement semblait se rallier en principe à la proposition Rathenau et disposé à déposer un projet de loi sur cette base. Mais l'art. 165, al. 4 de la Constitution lui faisait une obligation de consulter au préalable le Conseil économique provisoire. La question fut por-

(1) Sozialistische Monatshefte, Rundschau, 4 oct. 1920 p. 888 et suiv. 19 oct. 1920. p. 1082 et suiv.

tée devant un comité commun de Conseil économique et du Bureau des charbons. Le secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie publique fit connaître que le gouvernement considérerait la socialisation comme nécessaire. C'est alors que au sein du comité, Stinnes prit la parole et esquissa les grandes lignes d'une vaste organisation (il évita d'employer le mot trust) qui, dans l'esprit de son promoteur, devait englober toutes les entreprises du fer et du charbon. Pour permettre à Stinnes d'élaborer son programme, on nomma un comité d'entente qui comprenait, outre Stinnes, les Directeurs Généraux Silverberg et Vögler, Imbusch, président de l'union des syndicats chrétiens, Wagner, rédacteur de la *Bergarbeiterzeitung* et socialiste de droite, et le maître mineur Werner. Le comité se réunit à Essen vers la fin du mois d'octobre. De ses conférences sont sortis un « Gutachten » (consultation, avis), signé de la majorité de ses membres et une contre-proposition du maître mineur Werner. Les deux pièces portent la date du 6 novembre 1920.

§ 2. — Projet de la majorité ou projet Stinnes

(Erstens komme ich, zweitens komme ich, drittens komme ich, viertens komme die anderen — noch lange nicht)

Le projet de la majorité porte la signature de Wagner, secrétaire du comité et l'empreinte de Stinnes. Devant la

(1) Résolutions des mandataires de l'union des Syndicats chrétiens de la Ruhr (4 octobre) ; de l'association du personnel moyen et subalterne des mines (19 octobre) ; du syndicat des mineurs de la Ruhr (24 octobre) ; du syndicat des mineurs de Giessen (27 juin 1921).

(2) La « consultation » et la contre-proposition Werner ont été publiées dans le n° du 11 nov. 1920 de la « Rheinisch-Westfälische Zeitung ». Voir également le rapport Stinnes et le commentaire de Silverberg dans la *Kölnische Zeitung* du 26 nov.

commission de socialisation, Stinnes s'était élevé avec vigueur contre les trusts ; mais, comme le faisait remarquer plus tard Lederer (2), ce qui lui répugnait, c'était l'idée d'un trust du charbon tout seul et surtout d'un trust d'Etat, mais non l'idée d'un « Montantrust », d'un trust du fer et du charbon à son profit. Car le projet que Stinnes entendait soumettre au Conseil économique ne tendait à rien moins qu'à la formation d'un vaste trust qui s'annexerait toutes les mines de charbon allemandes et absorberait toutes les industries se rattachant de près ou de loin au fer ou à la houille.

Ce projet comprend deux parties, l'une économique, l'autre sociale.

Partie économique. — Le but à atteindre est double : 1° l'Allemagne doit développer chez elle, en vue de l'exportation, les industries de fini, la fabrication de produits complètement élaborés ; c'est, pour elle, un moyen d'exporter la houille au plus haut prix ; 2° elle doit intensifier sa production tout en s'efforçant d'en réduire le coût, dans la mesure où les deux choses sont conciliables.

Pour atteindre le premier but, il faut favoriser toutes les associations basées sur une communauté naturelle d'intérêts ; on groupera donc d'abord dans une union horizontale toutes les industries qui emploient la houille : usines à gaz, électriques, métallurgiques, fabriques de produits chimiques, entreprises de transports, etc. On fusionnera les petites exploitations de façon à éviter la dispersion des forces dans des entreprises sporadiques.

Pour réaliser le deuxième but, on groupera de la

(1) Vhdlg. 1920 I, p. 166.

même façon toutes les mines de houille ; on fondra ces deux unions horizontales en une union verticale, et comme les mines livrées à elles-mêmes produisent au hasard, on donnera à la première de ces organisations la haute main sur la seconde : car la production ne peut être rationnelle que si elle est réglée sur les besoins et elle ne peut être réglée sur les besoins que par les industries qui l'utilisent. Ce sont ces industries qui dirigeront la production et qui, en la concentrant entre leurs mains, en régleront la répartition. Elles prendront naturellement tout le combustible qui leur est nécessaire ; quant aux autres consommateurs, elles continueront à leur fournir les mêmes quantités de charbon qui leur ont été fournies jusqu'à ce jour (1). *Mais elles auront la libre disposition du surplus.*

Partie sociale. — Les entreprises ont le devoir de construire des habitations ouvrières, d'organiser des coopératives, de créer des écoles et notamment des écoles techniques. Au cas où l'intérêt personnel (2) ne suffirait pas à assurer de leur part l'accomplissement de ce devoir, les ouvriers, employés et tous ceux qui sont intéressés à la production, auraient un organe de contrôle approprié dans la personne de leurs représentants aux Conseils de surveillance.

On jugeait, en effet, nécessaire de donner à la classe

(1) Gutachten des Essener Ausschusses A 6. Le commentaire de Silverberg dans la *Kölnische Zeitung* explique qu'il faut entendre par là que la même fraction de la production totale continuera à leur être assurée. Si la production augmente, la quantité fournie au public augmentera et inversement.

(2) Aucune sanction n'est, en effet, prévue pour les cas où elles se déroberaient à ce devoir.

ouvrière une satisfaction au moins platonique ; c'était un sacrifice à faire aux circonstances. Après avoir rappelé aux travailleurs que la discipline fait la force des entreprises (1), le rapport estime que l'on conciliera à la fois le droit de collaboration et de codécision des travailleurs et leur obligation de co-responsabilité en créant des actions de 100 marcs (Kleinaktien) accessibles à toutes les bourses. Les ouvriers et les consommateurs, propriétaires de ces actions auront grâce à elles le droit de vote dans les Assemblées générales et pourront être représentés au Conseil de surveillance.

L'Etat prélèvera une part des bénéfices sous forme d'un impôt sur l'exploitation. L'impôt actuellement existant devra être « individualisé ». Silverberg indique dans son commentaire ce qu'il faut entendre par cette expression : il s'agit d'un impôt différentiel frappant les mines proportionnellement à leur rendement.

§ 3. — Contre-projet Werner

Le maître mineur Werner avait refusé d'apposer sa signature au bas de ce document. Il se ralliait aux buts énoncés dans le rapport Stinnes, mais rejetait la solution proposée et crut, en conséquence, devoir remettre un contre-projet spécial.

Ce projet se rattache dans ses grandes lignes au rapport Lederer. Il demande la création par voie législative d'une Communauté des charbons à forme coopérative avec un Conseil national comprenant un nombre égal de

(1) Gutachten, B.

représentants des salariés, des consommateurs et du gouvernement et un Directoire. Un Conseil supérieur de surveillance composé de 24 membres nommés par le Conseil national est placé auprès du Directoire.

Il est créé 20 districts houilliers, et les membres du Conseil national sont répartis entre ces 20 districts, où ils forment des conseils de surveillance auprès des Directeurs Généraux. Ces conseils de surveillance jouent à la fois le rôle d'organes de contrôle et de comités consultatifs.

Pour indemniser les entrepreneurs expropriés, la Communauté des charbons leur délivrera des obligations rapportant un intérêt de 4 % et amortissables par voie de tirage annuel.

Les prix du charbon seront fixés d'un commun accord par le Directoire et le Conseil supérieur de surveillance, à défaut d'accord entre eux, par le Conseil national en séance plénière. Le droit de contrôle du gouvernement est assuré d'une façon suffisante au Conseil national.

Un tiers des bénéfices est consacré à l'amortissement, un second tiers va aux réserves, le dernier tiers sert à assurer le bien-être matériel et moral des travailleurs. L'Etat n'a pas part directement aux bénéfices, mais il prélèvera un impôt dans la mesure qu'il jugera convenable.

Dans la presse socialiste, on trouva généralement que la contre proposition Werner n'ajoutait rien au projet Lederer. Quant à la proposition de Stinnes, elle y fut accueillie par des commentaires ironiques ou indignés (1).

(1) Voir notamment l'article : Stinnesierung statt Sozialisierung dans die Freiheit n° du 11 nov. 1920

Mais elle ne paraît pas avoir trouvé meilleur accueil dans les cercles d'entrepreneurs : les petits craignaient de voir leurs entreprises supprimées purement et simplement, les moyens, d'être annexés au Konzern de Stinnes ; ils aimaient encore mieux tomber dans les mains de l'Etat que dans les griffes du redoutable magnat. A la seule annonce des projets d'organisation de Stinnes, les représentants des employeurs au Conseil économique avaient, à la date du 26 octobre 1920, élevé contre ces projets une protestation énergique ; ils déclaraient vouloir rester fidèles à l'organisation centrale de l'économie houillère et voir dans l'économie socialisée une garantie des intérêts collectifs et privés (1).

(1) Sozialistische Monatshefte 1920, II, p. 1082. Sozialisierungs-kämpfe. Edm. Fischer.

CHAPITRE VIII

La crise de la socialisation

L'intérêt que le public portait au problème de la socialisation semble maintenant aller en diminuant. Même dans les syndicats ouvriers, les motions qui persistent à la réclamer se font plus rares. Devant l'hostilité d'une partie du Reichstag, le gouvernement renonce à faire discuter un projet de loi (1). Voici les faits qui expliquent — au moins en partie — cet abandon.

Tout d'abord, certains Pays, reculant devant les difficultés de la socialisation et néanmoins désireux d'appliquer aux grandes entreprises le régime de l'économie collective, se décident pour l'étatisation pure et simple. Il en est ainsi en Saxe. L'état saxon ne possédait avant 1919 qu'une mine de houille et 6 mines de lignite occupant 1.565 ouvriers et employés. En 1919, par l'achat de la totalité des actions, il se rend propriétaire de 5 mines de houille occupant ainsi un personnel de 10.700 travailleurs. Il conserve dans les nouvelles mines doma-

(1) La loi du 23 mars 1919 est toujours en vigueur. En tant qu'essai de socialisation, elle a échoué. A-t-elle eu du moins une influence heureuse sur le développement de l'exploitation houillère ? Pour répondre à cette question, il faudra attendre que l'expérience en soit poursuivie pendant une période plus longue et surtout moins troublée.

niales et introduit dans les anciennes la gestion et la comptabilité commerciales.

De leur côté, les grandes entreprises, directement menacées par la socialisation, esquissent — consciemment ou inconsciemment — un mouvement défensif de vaste envergure. On a vu qu'un des obstacles que la socialisation rencontrait dans la pratique, venait de ces vastes entreprises mixtes dans lesquelles une ou plusieurs industries sont liées étroitement à l'exploitation d'une mine : on ne peut les séparer de cette dernière sans compromettre leur existence et causer ainsi un grave dommage à toute l'économie ; si d'autre part, on essaye d'englober mines et industries dans l'œuvre de socialisation, les difficultés croissent démesurément. Or, dès juillet 1920, les intégrations horizontales et verticales, les fusions d'entreprises se multiplient dans l'industrie allemande : les usines métallurgiques ou chimiques achètent des mines ou s'unissent aux sociétés minières par des ententes, des communautés d'intérêts, des échanges de participation, etc. (1).

(1) Juillet 1920. Etablissement d'une communauté d'intérêts entre la Gelsenkirchner Bergwerksaktiengesellschaft et la Deutsch-Luxemburger Bergwerks- und Hüttenaktiengesellschaft : formation d'une société Rhein-Elbe-Union ayant à sa tête A. Vögler, directeur de la Deutsch-Luxemburger B. et HAG. et au conseil de surveillance Stinnes et Kirdorf ; cette société qui a déjà la haute main sur la Bochumer Geseilsch. s'unit par une communauté d'intérêts aux Siemens — Schuck Werke.

Extension du Stummkonzern par l'établissement d'une communauté d'intérêts entre l'Essener Bergwerksverein König Wilhelm et la Gewerkschaft Minister Aschenbach ;

Extension du Glockner-Konzern ; le Hütten- und Bergwerksverein acquiert les aciéries Hasper et rattache la société minière Königsborn à Unna.

Etablissement d'une communauté d'intérêts entre la Gute Hoffnungshütte et la fabrique de machines Augsburg-Nürnberg : à la suite d'une cession d'actions à la Gute Hoffnungshütte, la

Il y a enfin les expériences fâcheuses de communalisation. Les grèves sont au moins aussi fréquentes dans les entreprises municipalisées et même étatisées que dans les entreprises privées, et surtout : le nombre des grévistes y est plus considérable et la répercussion sur l'économie en est plus profonde. Elles excitent la collectivité contre les ouvriers et même une partie de la classe ouvrière contre l'autre, car les travailleurs des villes sont les premiers à souffrir des troubles apportés dans le fonctionnement des services publics ; elles jettent enfin le discrédit sur les entreprises municipales et découragent les communes ; on se demande s'il ne serait pas opportun de refuser le droit de grève aux ouvriers et employés des services publics pour les mêmes raisons qui le font refuser aux fonctionnaires (1). Berlin afferme ses ports fluviaux et confie, à la suite d'une consultation d'experts (août 1922), ses entreprises d'eau, de gaz et d'électricité, à une société à responsabilité limitée, la Berliner Stadtwerke Gesellschaft en stipulant, pour la forme, qu'elle devra s'inspirer des principes de l'économie collective. A Berlin, à Breslau, à Stuttgart et dans beaucoup d'autres villes, les entreprises municipales de transports sont dé-

société par actions Fritz Neumeyer entre dans la sphère de ce Konzern.

Fin 1920, début 1921. Fusion de l'A. E. Gesellschaft avec les Linke-Hoffmann-Werke (construction de wagons) et de cette dernière société avec la Lauchhammer Ak. Gesellsch. ; de son côté l'A. E. G. acquiert les Wollerdorfer Werke (Autriche).

Etablissement d'une communauté d'exploitation et d'intérêts entre la Société Krupp et les Gewerkschaften Konstantin der Grosse et Helene u. Amalie, entre les Aciéries rhénanes et la société minière Arenberg, etc. Le mouvement continue les années suivantes.

(1) Bruno Borchardt. Das Recht auf Arbeitsverweigerung und die Pflicht zur Arbeit. Soz. M. h. 6 mars 1922.

licitaires ; les villes s'en débarrassent ou cherchent à s'en débarrasser.

Aussi de nombreux socialistes se désintéressent des projets de socialisation et mettent leur espoir, soit dans le système des conseils d'entreprise et des organisations paritaires (1) qui cependant ne leur avait pas ménagé les désillusions, soit dans les syndicats et les coopératives (2).

L'échec des tentatives de socialisation nous est révélé plutôt qu'expliqué par ces faits. Il est dû, en réalité à deux causes, l'une d'ordre psychologique, l'autre d'ordre économique, et l'on découvrirait peut-être, si l'on allait au fond des choses, que ces deux causes n'en font qu'une.

(1) Hans Müller. Erziehung zum Sozialismus. Soz. M. h. 21 nov. 1921, p. 1033.

(2) Paul Kampffmayer. Gewerkschaftsbewegung. Soz. M. h. 22 juil. 1924, 30 sept. 1924.

Lothar Erdmann. Der Weg der Gewerkschaften in Neue Zeitschrift für Gewerkschaftspolitik und Wirtschaftskunde.
Martin Wagner. Gemeinwirtschaftspolitik.

CHAPITRE IX

Le postulat psychologique de la socialisation

La première cause qui explique l'échec des tentatives de socialisation a été signalée par Batocki, Baltrusch, Rathenau et Stinnes : c'est la prédominance dans la société actuelle de l'égoïsme individuel ou de l'égoïsme de classe ; la base psychologique de la socialisation fait défaut. Les doléances des écrivains socialistes nous édifient complètement à cet égard.

Hans Müller, dans un article intitulé : *Erziehung zum Sozialismus* (1) estime qu'on a eu tort de vouloir réaliser la socialisation avant d'avoir fait l'éducation socialiste des hommes ; le socialisme n'est pas une question de puissance politique, mais bien plutôt une question d'éducation des classes et notamment de la classe ouvrière : « On s'est aperçu avec stupeur que les difficultés les plus grandes rencontrées par la socialisation venaient non pas de l'attitude de la bourgeoisie, mais de celle du prolétariat ». Après la révolution, les ouvriers ont cru le moment venu d'exiger des hausses énormes de salaire et une

(1) *Soz. M.* h. 21 nov. 1921, p. 1033.

réduction des heures de travail. Ils ont imposé ces revendications aux conseils d'entreprise ; la conséquence en a été le déficit des entreprises et la nécessité, pour les empêcher de sombrer, de leur fournir des subsides se montant à des milliards puisés dans les caisses de l'Etat. La discipline et l'ardeur au travail ont faibli ; les ateliers se sont transformés en « boutiques à bavardages » (Schwatzbuden) ; la production a baissé au double point de vue de la qualité et de la quantité. Il faut que la classe ouvrière apprenne à subordonner ses revendications aux intérêts supérieurs de la collectivité.

Bruno Borchardt s'élève tout particulièrement contre les grèves dans les service publics (1) et notamment celle des chemins de fer (mars 1922) déclanchée au milieu des pourparlers et malgré l'avis contraire des syndicats.

Karl Zwing, dans un article paru dans « *Gewerkschafts-archiv* » (2), écrit : « La révolution a montré de la façon la plus éclatante le défaut de maturité de la classe ouvrière ; ce n'est pas un reproche, c'est la stricte constatation d'un fait historique. »

Enfin dans un langage sévère (3), L. Rudolf reprochait aux dirigeants socialistes de trop s'occuper de questions d'organisation et de tactique et de ne rien faire pour l'éducation du prolétariat, alors que la restauration intellectuelle et morale de l'Allemagne était au moins aussi nécessaire que sa reconstitution économique, et il con-

(1) Bruno Borchardt, art. cité. Soz. M. h. 1922, p. 203.

(2) Année 1924.

(3) L. Rudolf. Zur geistigen Erziehung der Arbeiterklasse. Soz. M. h. 1921, II, p. 751.

Cf. Conrad Schmidt, Die Programme der deutschen Sozialdemokratie, 1^{er} août 1921, p. 641.

cluait par ces mots : *Il faut que l'esprit collectif ne se contente pas d'être une expression vide de sens, mais qu'il devienne une réalité* (1).

Il est temps d'approfondir le sens de ces expressions : esprit collectif, activité collective, qui reviennent si souvent sous la plume des écrivains socialistes. On connaît le fameux passage de Proudhon : le capitaliste prélève un revenu sans travail, car même s'il paye aux ouvriers la valeur de leur travail individuel, il garde pour lui le produit de leur *effort collectif* ; en effet, « mille ouvriers font en vingt jours ce que la force d'un seul répétant son effort pendant des millions de siècles n'accomplirait pas ».

Est-ce là vraiment ce qu'il faut entendre par le mot « collectif » ? Si oui, avouons que l'on surcharge la langue d'un vocable parfaitement inutile et dont il y aurait tout avantage à la débarrasser, car il ne correspond à aucun concept.

Wo Begriffe fehlen,

Da stellt ein Wort zur rechten Zeit sich ein (2)

Il n'y a, en effet, dans l'exemple cité par Proudhon que des activités individuelles dirigées par une activité également individuelle. On peut d'ailleurs rétorquer l'argument et Stinnes s'est chargé de le faire. Sans doute, les efforts de 10, 20, 100 hommes produisent par leur réunion un résultat qu'un seul homme n'atteindrait jamais, eût-il l'éternité pour lui ; mais ces efforts ne se

(1) « Der Gemeingeist, der nicht bloss Phrase sein will, sei Tat ».

(2) Faust (Schülerszene). Là où un concept fait défaut, un mot vient le remplacer fort à propos.

multiplient pas, ils s'additionnent seulement et au prix d'un certain déchet ; en outre, le résultat obtenu par eux est dû à l'intelligence individuelle qui les coordonne et les dirige et que l'on ne saurait dès lors ni priser trop haut ni payer trop cher.

Ou bien l'expression d'activité collective ne signifie rien ou bien elle signifie tout autre chose. Or il suffit de jeter un regard sur le monde de la vie pour voir réalisée à tous les degrés, et aussi bien dans le domaine de l'instinct que dans celui de l'intelligence, une activité que l'on peut vraiment qualifier de collective.

La vie, dit Proudhon, naît d'une scission de l'absolu. Mais à peine arrivé à la conscience plus ou moins claire, l'individu a comme un regret de l'unité primitive : il voudrait à la fois conserver ce qu'il a conquis et recouvrer ce qu'il a perdu. « Aussi à côté de la tendance à s'individualiser, existe-t-il dans le monde de la vie une tendance antagoniste et complémentaire à s'agglomérer, à s'associer. Il y a dans la genèse de l'individu une hantise de la forme sociale » (1).

Mais cette tendance à s'associer n'aboutit pas seulement à rapprocher les individus, elle peut dans certains cas aller beaucoup plus loin ; de même que l'individualité, l'activité collective comporte une infinité de degrés et ces deux tendances complémentaires se pénètrent si bien que dans une foule de cas on ne saurait dire s'il y a unité ou pluralité, individualité ou collectivité.

Il est de mode de railler la comparaison de la société à un organisme animal : comment peut-on rapprocher l'unité foncière de l'organisme de l'unité toute factice

(1) Bergson. L'évolution créatrice, p. 281.

d'une société ? Et cependant la nature nous offre entre les deux toutes les transitions imaginables ; tantôt les individus se groupent, recherchant simplement le voisinage de leur semblables ; il n'y a pas là à proprement parler d'activité collective, mais une simple tendance à la réaliser (1) ; tantôt ils s'associent, réunis par des liens d'intercompréhension mystérieux, comme dans les colonies d'abeilles et de fourmis, et c'est alors que l'activité collective apparaît ; parfois l'union est si étroite qu'il est difficile de tracer une ligne de démarcation entre l'individu et la collectivité, comme chez les coraux, les zoo-phytes, les étoiles de mer ; enfin le lien collectif peut revenir si puissant que nous avons l'impression de nous trouver en présence d'un individu unique : c'est le cas de l'organisme animal, et cependant nulle part même dans l'organisme humain, cette unité n'est réalisée complètement » (2) ; et les choses ne s'arrêtent pas là, car ces collectivités à forte concentration ou, si l'on veut, ces unités de second ordre s'efforcent à leur tour de se fondre en une unité d'ordre supérieur.

Bien que l'activité collective comporte une infinité de

(1) Comme chez les Chalicodomes ou abeilles maçonnes.

(2) Bergson. Op. cit. p. 13 et p. 45. « Sans parler des plagiocytes qui poussent l'indépendance jusqu'à attaquer l'organisme qui les nourrit, sans parler des cellules germinales qui ont leur vie propre à côté des cellules somatiques, il suffit de mentionner les faits de régénération : ici un élément ou un groupe d'éléments manifeste soudain que si, en temps normal, il s'assujettissait à n'occuper qu'une petite place et à n'accomplir qu'une fonction spéciale, il pouvait faire beaucoup plus, il pouvait même dans certains cas se considérer comme l'équivalent du tout. »

Ajouter encore à ces faits que, lorsqu'un organe a une lésion quelconque, les organes voisins, bien loin de lui venir en aide, travaillent à l'éliminer. Il arrive d'ailleurs parfois que l'organe lésé en reçoit comme un coup de fouet et que dans un sursaut d'indépendance et de vouloir-vivre, il se rétablit de lui-même.

gradations, elle a des caractères propres auxquels on ne saurait se méprendre. Remarquons d'abord qu'elle n'implique pas nécessairement une réunion simultanée d'individus dans l'espace : l'insecte isolé qui construit et approvisionne un nid et y pond des œufs qu'il ne verra jamais éclore, dont il ne sait même pas qu'ils écloreont un jour, fait preuve d'activité collective. Le premier caractère de cette activité et peut-être le plus frappant, c'est la spontanéité ; dans les exemples d'activité prétendue collective, nous voyons toujours une intelligence individuelle diriger d'autres intelligences individuelles ; dans la pure activité collective, cette direction individuelle fait défaut ; dans le premier cas, le travail est imposé par une contrainte dictée soit par la nécessité, soit par une autorité supérieure ; dans le second, cette contrainte n'existe pas : il y a comme une consigne que personne n'a donnée et à laquelle tout le monde obéit volontairement. C'est que l'activité collective suppose une abolition au moins partielle de la personnalité et cette abolition de la personnalité est accompagnée ou plutôt précédée de plaisir (1), car il semble bien que le plaisir soit ici la cause plutôt que l'effet. Le grand entomologiste Fabre remarque que, lorsque la nature exige d'un individu une prestation pour servir ses desseins, elle y attache l'appât du plaisir : c'est certainement le plaisir qui provoque tous les travaux des insectes en vue de buts qu'ils ignorent et qu'ils ne se soucient pas de connaître.

(1) Ce plaisir est bien connu des mystiques. Mais la jouissance particulière que procure la pratique d'un art collectif comme la musique, créateur lui-même d'états d'âme collectifs, tient en partie, à la même cause ; c'est bien un sentiment d'abolition partielle et momentanée de la personnalité qu'éprouve l'exécutant au sein d'une grande masse orchestrale ou chorale.

Nous voyons ainsi réalisée dans la nature la conception du travail attrayant de Fourier, conception profonde à laquelle on ne peut faire qu'un seul reproche : c'est qu'elle ne s'applique pas — ou pas encore — à l'espèce humaine.

Un second caractère de l'activité collective, c'est son extraordinaire puissance de création ; ses résultats déconcertent l'intelligence et semblent jeter un défi au principe de raison suffisante (1). Dans la simple *juxtaposition* d'activités individuelles, le tout ne renferme rien qui ne soit déjà dans les parties ; dans la *synthèse* de l'activité collective, le tout contient plus et autre chose que ce que renfermaient les parties. Il n'y a pas seulement entre le produit de l'activité individuelle et celui de l'activité collective une différence dans l'ordre de grandeur ; le résultat obtenu est ici incommensurable aux moyens employés : un homme isolé serait incapable de construire un pont au-dessus du Niagara, mais il pourrait construire un pont sur un ruisseau ; or le plus savant linguiste ou même tout un congrès de linguistes est incapable de construire un embryon de langage. C'est qu'en effet dans le domaine du collectif les mots facile et difficile, simple et complexe perdent toute signification ; les qualités individuelles deviennent elles-mêmes négligeables : une abeille est plus stupide qu'une mouche et cependant une ruche d'abeilles est une merveille d'organisation.

Il semble que l'activité collective ait trouvé dans le

(1) Il y a dans l'activité collective tout un côté mystérieux, inaccessible, semble-t-il à l'intelligence pure. Cela tient-il à ce que l'activité collective est de la vie même et que l'intelligence, comme le dit Bergson, a une « incompréhension naturelle de la vie ».

domaine de l'instinct son terrain d'élection, et cela tient sans doute à ce que l'instinct est plus près des sources de la vie et qu'il a d'elle une intuition directe, quoique bornée. Il est infiniment probable que, dans un groupe d'insectes vivant sous le régime de l'économie collective, chaque individu perçoit directement la plupart, sinon la totalité, des phénomènes de la vie nerveuse et cérébrale d'un individu du même groupe. L'intercompréhension est facilitée par ce fait que tous les sujets de l'économie sont fabriqués en série, qu'ils sont interchangeables et unis par de multiples affinités électives. Le problème de l'économie collective trouve dans une ruche d'abeilles une solution *juste*, c'est-à-dire sans excès ni défaut, mais c'est une solution telle que l'instinct la peut fournir : une économie figée au sein d'une société figée, le type par excellence de l'économie statique.

Mais l'activité collective apparaît également dans le monde de l'intelligence, et c'est là ce qui nous intéresse. Son influence y est immense dans certains domaines, comme, par exemple, dans le domaine religieux et moral ; elle n'est absolument nulle dans aucun. C'est elle qui crée le langage, les mythes, les légendes, l'épopée populaire, la poésie lyrique et la musique populaires ; elle intervient même dans la formation du droit coutumier et l'évolution économique. Comme dans le monde de l'instinct, elle s'y manifeste avec ses caractères originaux : spontanéité mystérieuse, prodigieuse puissance créatrice (1) ; mais tandis que les créations de l'instinct col-

(1) Ces considérations n'ont pas échappé à l'esprit pénétrant de Renan, *L'avenir de la science* ; les deux phases de l'humanité, mais il l'attribue à la spontanéité seule ce qui est

lectif sont figées et immuables, celles de l'intelligence collective sont mouvantes et en voie de transformation constante.

Par malheur, c'est précisément dans le domaine économique que l'activité collective est le moins développée, et c'est dans ce domaine où l'individualisme a régné jusqu'ici à peu près sans partage qu'on rêve de l'introduire. Sans doute, il ne s'agit pas de créer de toutes pièces dans l'humanité un sens nouveau, mais simplement d'étendre le champ d'action d'un sens déjà existant. Il n'en est pas moins vrai que cette extension suppose toute une évolution biologique, et l'on peut se demander dans quelle mesure il est au pouvoir de notre volonté consciente de la provoquer. Nous ne pouvons guère que nous poser la question ; constatons-nous dans notre société contemporaine un accroissement du sens collectif, y relevons-nous des phénomènes qui nous montrent qu'une partie, au moins, de l'humanité s'achemine vers le groupement collectif ou vers quelque chose d'approchant, car toutes les combinaisons intermédiaires sont possibles et des manifestations d'activité collective peuvent fort bien exister à côté de manifestations de l'activité individuelle ?

le résultat de l'activité collective dont la spontanéité n'est qu'un caractère. Renan a été frappé — avec tous les philologues — de la complexité savante des langues anciennes parlées par des peuples aux mœurs simples, ignorant même l'usage de l'écriture ; il a également compris combien l'intelligence individuelle est embarrassée quand elle cherche à comprendre son propre mécanisme et plus encore celui de l'intelligence collective. Mais il établit, à la suite de V. Cousin, une opposition arbitraire entre l'époque qu'il appelle primitive, où régnait la « spontanéité », et notre époque moderne, où règne la réflexion. Les langues et les traditions « primitives » que nous connaissons remontent à quelques milliers d'années ; la vie de l'humanité se compte par centaines de mille ans. La réflexion a toujours existé et la spontanéité, c'est-à-dire l'activité collective, existe encore ; seulement notre intelligence n'est pas organisée pour en saisir les manifestations au fur et à mesure qu'elles se produisent.

Il faut bien avouer que, si nous en jugeons par les symptômes les plus apparents que nous révèle la société actuelle, elle semble plutôt tourner le dos à cette direction. Le plus grave de ces symptômes, celui que signalent tous les historiens du droit, c'est que l'individu se détache de plus en plus de la famille, foyer d'activité collective au vrai sens du mot. Il est vrai, que c'est pour s'agréger plus étroitement à l'Etat. Mais qu'on ne s'y trompe pas : l'Etat ne présente qu'une contrefaçon de l'activité collective ; il juxtapose ou superpose les forces individuelles et il arrive, sans doute, à des résultats qui nous semblent impressionnants, mais c'est grâce à la masse des moyens employés et au prix d'un effroyable gaspillage d'énergie. Ne le blâmons pas trop et surtout conservons-le, car nous n'avons pour l'instant rien de mieux à mettre à la place.

Nous pourrions encore relever d'autres faits qui corroborent la constatation précédente. Mais, d'une façon générale, les contemporains sont mal placés pour juger de leur époque ; ils manquent du recul nécessaire. Telle tendance qui nous semble caractéristique de notre temps est appelée à disparaître sans laisser de traces, telle autre, qui passe inaperçue à nos yeux, a pour elle l'avenir. En particulier, il semble que ces phénomènes d'activité collective viennent tous se concentrer sur la tâche aveugle de notre vision intellectuelle déjà si peu apte à saisir le mouvement et la vie (1). D'ailleurs, à côté des tendances nettement individualistes de notre époque on peut en relever de diamétralement opposées. C'est notre pré-

(1) La langue se modifie, les légendes populaires se forment au milieu de nous, des croyances naissent ou se développent, des religions se fondent sans que nous nous en apercevions.

dilection pour les états d'âme collectifs : c'est l'importance croissante prise par les arts collectifs ; c'est d'une façon générale la prédominance de notre vie nerveuse qui nous fait demander à l'art et à la littérature des sensations multiples et compliquées ébranlant toutes nos fibres cérébrales, surexcitant en nous la « mémoire de l'espèce », plongeant jusqu'au fond et au tréfond de notre subconscient et de notre inconscient (1). C'est dans l'ordre scientifique un phénomène extrêmement remarquable : la science a étendu démesurément son domaine, ce qui oblige le savant à se spécialiser ; mais d'autre part, les barrières qui séparaient ses diverses branches sont tombées et toutes ses parties se pénètrent intimement, ce qui obligerait le savant à s'universaliser ; la seule solution pratique, dans l'état actuel des choses, c'est la collaboration de plus en plus étroite de tous les hommes de science ; mais la solution idéale serait dans l'existence d'un cerveau unique réparti en plusieurs têtes. Le même besoin se fait sentir dans l'ordre économique et social. Il y a donc dans l'art, dans la littérature, dans la science, dans toute notre vie sociale tout un ensemble de phénomènes qui s'imposent véritablement à notre attention : notre époque a comme une hantise de la forme collective (2).

(1) La tendance collective est représentée en littérature par l'unanimité. L'unanimité est déjà en germe dans les théories de Diderot sur le théâtre (cf. Entretiens sur le Fils naturel. — De la poésie dramatique).

(2) Cette tendance ira-t-elle en s'accroissant ou tournera-t-elle court ? Nul prophète ne saurait le prédire. Mais ce serait une illusion de croire que la formation de groupements animés de l'esprit collectif inaugurerait le règne de la paix universelle. Les collectivités sont féroces pour les autres collectivités — féroces même, le cas échéant, pour les individus qui les composent ; la raison en est que celui qui fait abstraction de sa propre personnalité n'est guère enclin à faire grand cas de celle des autres. La morale collective n'aura rien de commun avec celle de l'Evangile ni avec celle de la Déclaration des droits de l'homme.

CHAPITRE X

Le postulat économique de la socialisation

Il nous faut maintenant considérer le problème de la socialisation sous un autre angle. la carence du facteur psychologique a dû se traduire d'une façon concrète dans l'ordre des phénomènes économiques.; il doit y avoir une cause tangible qui fait que les buts de la socialisation n'ont pu être atteints. Mais, au fait, quels sont ces buts ?

Heimann (1) reproche aux écrivains socialistes de n'avoir jamais « articulé » avec netteté les buts concrets qu'ils assignaient à la socialisation, et il faut bien avouer que le reproche est fondé. Il est donc de toute nécessité de dégager d'abord ces buts, si nous voulons élucider la question poser plus haut.

Le premier d'entre eux est, sans doute, l'égalité économique qui a paru une suite naturelle de l'égalité civile et politique. Le luxe exagéré de quelques-uns a semblé une insulte à la misère des autres, et on a cherché à le faire disparaître. C'est là un but éthique dont l'appréciation échappe à la science, mais il est légitime de demander à la science les moyens de l'atteindre.

On a pensé ensuite qu'il suffirait d'enlever aux privilégiés le superflu et de le répartir entre tous les sujets

(1) Heimann, *Mehrwert und Gemeinwirtschaft*, p. 179.

de l'économie pour leur assurer plus que le nécessaire et établir ainsi l'égalité non pas dans la misère, non pas peut-être non plus dans l'opulence, mais tout au moins dans l'aisance. Que vaut cette opinion ? Pour la juger, Rathenau c'est placé dans une hypothèse hardie. « Transformons, dit-il, tous les riches de l'Allemagne en mendiants ; j'estime à 1 milliard et demi de marcs or, la somme que l'on pourrait récupérer ainsi annuellement » (1). Or répartie sur l'ensemble de la population, cette somme représente environ 25 m. par tête (2). Il ne faut pas conclure de là que l'égalité économique ne soit chose éminemment désirable ; mais il faut attendre de sa réalisation surtout une satisfaction morale (3).

(1) Vhldg. 1920, p. 255. Voici la traduction de tout le passage : « Entre les Marxistes et moi, il y a un profond abîme. Les Marxistes parlent de l'énorme exploitation des masses et je dis : le capitalisme a travaillé à des conditions de bon marché telles que jamais organisation financière ou économique ne présentera les pareilles... Jamais nous n'assisterons à un tel accroissement de production comme au temps du capitalisme, jamais le coefficient de rendement, c'est-à-dire le rapport entre les biens produits et les biens consommés ne sera aussi favorable que sous l'ère capitaliste. Transformons, etc. »

(2) Nous pouvons d'ailleurs faire le même calcul pour la France, en ayant sous les yeux les statistiques des impôts sur le revenu et en faisant aussi large que possible la part de la fraude dans les déclarations. Le résultat est sensiblement le même.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que cette hypothèse est absurde. On supprime par la pensée, les revenus d'un ingénieur, d'un chirurgien illustre, d'un artiste de génie, mais on entend naturellement conserver les *valeurs sociales* que ces derniers représentent ou alors ce serait le désastre.

3) Et c'est ce que concèdent implicitement Lederer, Radolf, dans les passages mentionnés plus haut.

Kuczinski juge la somme citée par Rathenau inférieure à la réalité ; il la porte à 2, 5 milliards et il estime que si cette somme était aux mains de l'Etat, il l'emploierait pour le plus grand bien de la collectivité. Des membres de la commission lui font observer qu'elle serait, en fait, répartie presque en totalité sur l'ensemble des citoyens, d'autres qu'il n'est pas démontré du tout que l'Etat en ferait l'usage qu'il affirme. (Vhldg. II 1920, p. 435-436).

On a songé à un résultat plus positif. Notre technique de la production est encore dans l'enfance ; une grande partie des terres est encore inculte et la partie cultivée ne rend pas, par suite de notre ignorance des meilleures méthodes de culture, ce qu'elle devrait rendre ; la science n'a pas encore trouvé le moyen de capter toutes les forces motrices naturelles, en sorte que, parmi les produits fournis par un rendement déjà médiocre, beaucoup se perdent sur place grâce à l'insuffisance des moyens de transport. Notre technique de la consommation est tout aussi primitive ; nous gaspillons les vivres, les matières premières, le combustible, les métaux. Ne peut-on espérer qu'une utilisation plus savante de toutes nos ressources nous permettra de centupler nos richesses ?

Cet espoir n'a rien de chimérique, toutefois sa réalisation suppose un degré de perfection que notre technique n'a pas atteint. Mais sans anticiper sur l'avenir, ne peut-on pas se demander si, dans l'état *actuel* de notre civilisation et de notre technique, les moyens dont nous *disposons* sont judicieusement adaptés aux fins que nous nous proposons ? N'y a-t-il pas dans notre mécanisme économique, considéré tel qu'il est, des rouages inutiles que nous pouvons supprimer, des pertes de force vive que nous pouvons éviter. Ainsi posé, le problème se précise, il a un nom : c'est celui de la rationalité de l'économie.

Les économistes allemands distinguent deux sortes de rationalité : la rationalité formelle et la rationalité matérielle (1). La rationalité formelle consiste dans la représentation, sous forme de données numériques et calcul-

(1) Weber *Grundriss der Sozialökonomik*. Ch. II, § 9, p. 44.

lables, de tous les facteurs de l'économie ou du plus grand nombre d'entre eux ; car elle comporte des degrés : une économie sera donc rationnelle, formellement parlant, dans la mesure où les chances ou possibilités économiques pourront s'y exprimer sous forme d'éléments numériques, comptables et comparables entre eux. La rationalité matérielle suppose la rationalité formelle, réalisée ou tout au moins réalisable, mais elle va plus loin ; elle fait intervenir des considérations utilitaires, politiques, religieuses, éthiques (comme par exemple l'égalité économique) et ordonne la réalité formelle en fonction de ces exigences. Nous nous occuperons dans ce qui va suivre uniquement de la réalité formelle.

Pour un état donné de la civilisation et de la technique, on peut concevoir un idéal de rationalité formelle. Si cet idéal était réalisé, la production pourrait être poussée à son maximum d'intensité et réglée de façon à satisfaire, sans excès ni défaut, le nombre maximum de besoins sociaux en commençant par les plus urgents. Il faudrait pouvoir établir le budget économique d'une nation comme on en établit le budget financier, les biens résultant de la production figurant au chapitre des recettes, les biens livrés à la consommation au chapitre des dépenses.

La comparaison d'un budget économique à un budget financier se présente tout naturellement à l'esprit (1). Malheureusement ce n'est qu'une comparaison et, à l'examen, les différences entre les deux s'avèrent profondes.

Assurément tout budget participe du caractère pro-

(1) Elle s'est notamment imposée à Otto Neurath. (*Wesen und Weg der Sozialisierung*, p. 8 et 9).

blématique qui s'attache à toute prévision faite dans le domaine de la vie. Mais un budget financier s'appuie sur une base extrêmement solide ; ce sont les statistiques financières lesquelles sont susceptibles d'une précision rigoureuse. Autre supériorité : tous les postes qui y figurent sont exprimés en unités de même nature, il en résulte qu'un budget financier peut être embrassé dans son ensemble et pénétré dans ses détails ; tous les éléments en sont clairs, calculables et comparables entre eux. C'est cet ensemble de qualités qu'expriment admirablement les trois adjectifs allemands : « überschaubar, durchsichtig, berechenbar » (1).

C'est par les épithètes contraires qu'il faudrait caractériser un budget économique et d'une façon générale l'économie elle-même. Là, nous nous heurtons à la difficulté d'embrasser l'ensemble, de pénétrer les détails, de calculer les éléments et de les comparer. Tout d'abord, les statistiques économiques offrent une base moins large et moins solide que les statistiques financières : il est malaisé d'évaluer, dans toutes les branches, la capacité de production d'un pays ; quant au « besoin social », ce qu'on a pu en dire de plus précis, c'est qu'il est compressible dans une certaine mesure et extensible d'une manière infinie ou plutôt indéfinie. Même si l'on pouvait baser un état de prévoyance économique sur des évaluations approchées, aux différents comptes figureraient des données numériques incommensurables entre elles, en tout cas, toujours incomplètes ; nous nous trouvons en présence du problème de l'économie, comme devant un

(1) Qui peut être embrassé d'un coup d'œil, transparent, calculable

système d'équations à plusieurs inconnues, dans lequel le nombre des équations est inférieur à celui des inconnues.

Il semble donc, dans ces conditions, que le problème de la rationalité idéale soit insoluble au moins pour nos moyens. Mais si une solution rigoureusement exacte est impossible, ne peut-on en trouver une solution approchée ? Réaliser dans la mesure du possible, la rationalité formelle, réaliser ensuite la rationalité matérielle en l'orientant dans le sens de l'égalité économique, tel est le but que l'on assigne à la socialisation. Le capitalisme, a-t-on dit, est l'anarchie de la production (1) ; au contraire, rationalité et socialisation sont choses inséparables. Or de ces deux propositions, la première est fausse, la seconde est peut-être vraie, mais non de la façon que l'on s' imagine.

Placée en face du problème de la rationalité, la société a procédé d'une façon empirique ou, comme dit Rasthenau, patriarcale, « à la manière l'Abraham, Isaac et Jacob ». Elle a fait comme ces personnes qui, ayant à extraire la racine carrée d'un nombre et ignorant la méthode mathématique, élèvent d'abord un premier nombre au carré, puis un autre et ainsi de suite jusqu'à ce qu'elles obtiennent une solution exacte ou approchée. Ce n'était pas chose aisée que de résoudre un problème dont les données sont si fuyantes : la solution demanda des générations et des siècles, et il n'est peut-être pas superflu de faire remarquer qu'elle fut l'œuvre d'une activité collective au sens le plus profond du mot. Le problème, il est vrai, ne se présenta pas d'abord sous la forme com-

(1) Otto Neurath op. cit. p. 3.

plexe qu'il devait revêtir plus tard. Dans une économie primitive et de peu d'envergure les besoins sont fixes, peu nombreux et facilement prévisibles ; chaque consommateur est en même temps producteur, il établit lui-même l'échelle de ses besoins et oriente sa production en conséquence. C'est ce que l'on appelle l'économie naturelle et même sous sa forme la plus simple : une économie orientée sur les besoins (Bedarfsdeckungswirtschaft ou économie de couverture). Le calcul de la consommation et de la production peut se faire en nature, sur la base d'une expérience acquise et de recettes traditionnelles, et la rationalité formelle de l'économie est ainsi réalisée à peu de frais.

La difficulté commence quand de statistique l'économie devient dynamique : les besoins variant, l'utilité marginale se déplace, les méthodes de production se diversifient ; dès lors, les recettes traditionnelles ne suffisent plus et le calcul en nature reste court.

Dans un groupement, si nombreux fût-il, où règnerait la *conscience* collective, tous les besoins seraient connus par intuition directe ; d'autre part, chaque individu confondant sa personnalité avec celle des autres individus du groupe, l'échelle *sociale* des besoins s'établirait sans peine, chacun n'hésitant pas à sacrifier un besoin personnel moins urgent au besoin plus urgent de son voisin. Une *science* universelle de l'économie pourrait, sans doute aussi, remplacer une *conscience collective* ; mais celle-ci est peu développée dans l'humanité et celle-là est encore à naître. Dès lors, c'est à l'expérience, aux tâtonnements, aidés et contrôlés par la réflexion, qu'il fallait demander une solution qui naturellement ne pouvait être parfaite.

Un premier pas vers cette solution consista à réduire tous les facteurs économiques au même dénominateur en les exprimant en unités de monnaie et à les rendre ainsi comparables entre eux. Ce fut la substitution du calcul en argent au calcul en nature, de la comptabilité-deniers à la comptabilité-matières. Dans ce système, les facteurs de l'économie, y compris le travail, sont estimés en argent ; un revenu en argent se présente en face de la production pour appuyer la demande ; d'après ce revenu, l'entrepreneur qui travaille pour le marché, règle sa production.

La seconde étape consiste dans la superposition du calcul et de la comptabilité capitalistes au calcul et à la comptabilité à base de monnaie. On établit des périodes de compte : au début de chaque période un calcul préliminaire permet l'évaluation des chances économiques par la comparaison des recettes et des frais prévus ; à la clôture, un calcul définitif permet le *contrôle* des chances par la comparaison entre les chances espérées au début et les résultats positifs atteints. Evaluation et contrôle sont facilités par la réduction de tous les facteurs économiques à des unités de même nature (1).

Les choses ne se passent plus ici comme dans une simple économie de couverture (1). Tout besoin *subjectif* n'existe pas nécessairement pour l'économie ; il n'entre en ligne de compte et n'a chance d'être satisfait qu'autant qu'il est effectif, c'est-à-dire nanti d'un pouvoir d'achat suffisant. Il y a action et réaction réciproques de

(1) Cf. Bourguin. Les systèmes socialistes et l'évolution économique, p. 40 et suiv.

Weber, Grundriss, Ch. II ; Ludwig Mises, Die Gemeinwirtschaft, p. 94-198.

l'offre et de la demande l'une sur l'autre, et, dans une certaine mesure, le producteur dirige et provoque la demande. Voici maintenant comment la rationalité de l'économie est réalisée. Si le besoin effectif augmente, les acheteurs se feront concurrence entre eux, les prix hausseront, mais la production, sollicitée par cette hausse, l'intensifiera, jettera sur le marché un plus grand nombre de produits et les prix baisseront. Si, au contraire, le besoin effectif diminue, les prix baisseront, il viendra un moment où la production s'avérera non rentable ; ce sera un signe indicateur que des besoins plus urgents ne sont pas satisfaits et que les biens employés à la production sont susceptibles d'une utilisation plus rationnelle. La formation des prix joue donc ici le rôle d'un sismographe enregistreur (1). Ce système peut d'ailleurs fonctionner au sein d'une entreprise isolée, grâce à la comptabilité en partie double qui repose sur la fiction d'un processus d'échanges entre les différentes branches de l'entreprise et permet de contrôler à chaque instant la rentabilité de chaque mesure économique.

On voit donc, quelques réserves que l'on fasse sur cette solution, qu'il n'y a pas dans l'économie capitaliste une « anarchie de la production », et il faut savoir gré à des écrivains socialistes comme Lederer et Heimann d'avoir relégué cette expression dans la chambre de débarras (Rumpelkammer) du socialisme (2). Toutefois le fonctionnement du mécanisme qui vient d'être exposé sup-

(1) L'expression est de Heimann. Op; cit.

(2) Lederer. Regensburger Vortrag in Schriften des Vereins für Sozialpolitik. Bd. 159, p. 115.

Heimann, op. cit. p. 174. Tous deux estiment que ce sont là de ces « mots de bataille » à laisser au « socialisme vulgaire ».

pose dans l'économie la réunion de conditions rigoureuses que Max Weber a relevées et énumérées en détail (1) ; la plus essentielle est la liberté du marché dans la plus large acception du mot : liberté d'entreprise, liberté de circulation des biens, liberté de la clientèle, liberté du travail ; toute « *restraint of trade* » ou restriction à la libre activité humaine se traduit par une paralysie plus ou moins grande du mécanisme régulateur et par une diminution de la rationalité et du rendement économiques.

Comment les choses vont-elles se passer dans une économie socialisée. Supposons la socialisation réalisée dans toutes les branches de l'économie et voyons en les conséquences au double point de vue économique et social.

Au point de vue économique, le premier résultat d'une socialisation totale est le retour au calcul en nature et à la comptabilité-matières. C'est ce qu'ont démontré d'une façon qui semble définitive, Otto Neurath (2) et Berthold Otto (3) : dans une économie où la production est réglée méthodiquement sur les besoins (*Bedarfsplanwirtschaft*, la monnaie devient inutile, car ce n'est plus le pouvoir d'achat de chacun, mais bien une instance administrative qui décide dans quelle mesure tel besoin *sub-*

(1) Grundriss, p. 94 et suiv.

(2) Otto Neurath, dans la série d'opuscules parus sous le titre : *Durch die Kriegswirtschaft zur Naturalwirtschaft*, et dans : *Wesen und Weg der Sozialisierung*.

(3) Berthold Otto. *Abschaffung des Geldes, Arbeitswahrung, Rechenwirtschaft*.

(4) Bourguin (Les systèmes socialistes, p. 49 et suiv.) admet cependant que les bons de travail peuvent faire office de monnaie ; la quantité en étant limitée, le pouvoir d'achat du consommateur l'est également : l'offre et la demande peuvent donc jouer. Théoriquement, l'équilibre entre production et consommation est possible, mais il oppose un Aréopage composé d'hommes infaillibles.

jectif doit être considéré comme *effectif* et recevoir satisfaction.

Le calcul en nature est, nous l'avons vu, parfaitement possible dans une économie statique et de faible envergure ; mais ici, il s'agit de l'appliquer à cette vaste économie dynamique qu'est l'économie moderne. Aussi Neurath envisage-t-il la création d'offices de statistique, charges de recenser les besoins sociaux ainsi que la capacité de production des différentes branches de l'économie et un Office central de calcul en nature (Naturalrechnungszentrale) chargé d'élaborer un véritable budget de l'économie (Wirtschaftsplan) sur les bases d'une statistique universelle. Nous avons déjà signalé les difficultés qu'offre l'élaboration d'un budget de ce genre. Mais le point le plus délicat, c'est précisément la façon dont la rationalité de l'économie sera assurée dans ce système. Max Weber, et, après lui, L. Mises et Heimann ont formulé à cet égard des objections extrêmement graves. Dans certains cas très rares, la comptabilité-matières pourra suffire : si deux quantités égales d'un produit de même qualité sont obtenus par deux méthodes dont l'une demande moins de matières premières et moins de travail ou si de deux méthodes exigeant même quantité de matières premières et de travail, l'une livre un produit supérieur en quantité et en qualité, le choix de la méthode rationnelle sera bientôt fait. Mais que décider si, dans le premier exemple, une méthode exige plus de matières premières et moins de travail ou l'inverse et si, dans le second, un des produits livrés est supérieur en quantité et inférieur en qualité ou réciproquement ? Et même dans le calcul du facteur travail, il faudrait

en considérer non seulement la durée, mais la nature ; or Rodbertus a vainement essayé d'exprimer un travail d'ordre supérieur sous forme de multiple d'un travail d'ordre inférieur ; le calcul en nature ne peut comparer que le travail d'un tisserand avec le travail d'un tisserand, du cuivre avec du cuivre, du fer avec du fer (1).

Max Weber cite, entre autres, un certain nombre de problèmes dont la solution dans le calcul en nature apparaît comme extrêmement difficile, sinon impossible.

1° Déterminer à l'intérieur d'une même entreprise s'il y a des parties qui travaillent irrationnellement et lesquelles. Il faudrait dans chaque entreprise et pour chaque matière de production établir (sur la base d'une expérience traditionnelle ?) des indices de valeur et naturellement les contrôler fréquemment afin de les tenir à jour.

2° Déterminer, en se plaçant au double point de vue de la production et de la consommation, si une entreprise donnée a son siège rationnel au lieu où elle s'exerce.

3° Déterminer si, au point de vue de l'utilisation rationnelle des forces de travail et des biens employés à la production, une industrie a avantage à préparer elle-même ses matières premières ou à se les procurer par voie d'échange.

(1) Bourguin. Les systèmes socialistes (p. 44 et 48)

Weber. Grundris, p. 73. Mises. Gemeinwirtschaft, p. 107.

Comme le montre Bourguin (op. cit. p. 48), la loi du rendement décroissant continuera bien à jouer, mais elle n'indiquera pas à quel moment le rendement cesse d'être rentable. La société sera portée à pousser la fabrication d'un produit jusqu'à un point où le rendement sera tellement faible qu'il ne permettra pas la satisfaction de nouvelles demandes. Mais alors il sera trop tard ; des forces auront été gaspillées, qui auraient pu être mieux employées ailleurs.

4° Déterminer les chances de rendement d'une entreprise projetée ; par exemple, d'une ligne de chemin de fer. Le problème se présente sous une forme assez simple dans le système de calcul à base d'unités de monnaie, il devient d'une complication extrême dans le système de calcul en nature. La première difficulté est d'abord de décider de l'opportunité de l'entreprise ; on peut évaluer, d'une part, le nombre de journées de travail, de mètres cubes de pierres, de kilomètres de rails qu'elle nécessitera ; d'autre part le nombre de voyageurs et de tonnes de marchandises dont elle assurera le transport. Mais comment comparer ces données entre elles et décider si le travail et les matériaux trouvent ici leur emploi le plus rationnel ou s'ils ne pourraient pas être mieux utilisés ailleurs à satisfaire des besoins plus urgents ? Si l'on se décide à construire la ligne, les mêmes difficultés se reproduiront, quand il s'agira d'en choisir le tracé.

Max Weber dénonce un danger plus grave encore. En réalité, on n'éprouvera aucun embarras à résoudre ces questions pour la raison très simple qu'on ne se les posera même pas. Aucun point de comparaison ne permettra d'attirer l'attention sur elles, aucun signe extérieur n'en révélera l'importance, aucun stimulant n'incitera à les rechercher. Il signale enfin un véritable cercle vicieux : la difficulté de donner au problème de la rationalité une solution précise croîtra hors de proportion à mesure que les entreprises deviendront plus vastes, mais en même temps la nécessité de lui donner une solution précise se fera plus impérieuse, les erreurs de méthode pouvant avoir sur l'ensemble de l'économie des répercussions redoutables. C'est dans ce sens qu'il est exact de dire que ratio-

nalité économique et socialisation sont choses inséparables ; seulement la socialisation ne crée pas, ipso facto, la rationalité, elle la suppose réalisée et réalisée par des méthodes qui restent encore à découvrir. LA RATIONALITÉ EST PRÉCISÉMENT LE POSTULAT ÉCONOMIQUE DE LA SOCIALISATION.

Si l'on se place maintenant au point de vue social, la socialisation suppose l'économie tout entière remise aux mains de l'Etat ou d'un groupement placé sous la tutelle de l'Etat. Dans l'un et l'autre cas, elle implique l'établissement soit d'un dictateur, soit d'une administration armée d'un pouvoir dictatorial. Dans l'ordre de la production, cette autorité souveraine distribuerait entre les citoyens de l'économie les prestations à fournir en sanctionnant, au besoin, ses prescriptions par des récompenses et des peines. C'est à la même autorité que serait confié le soin d'évaluer la nature et le degré d'urgence de cette chose si fuyante qu'est le besoin social ; la catégorie du revenu individuel ayant disparu, chacun recevrait des prestations en nature : les unes, destinées à la satisfaction des besoins les plus urgents seraient uniformes pour tous, les autres, distribuées sous forme de primes, pourraient varier dans la mesure des services rendus à la collectivité par chaque citoyen.

« Ce serait, dans l'état actuel des choses, dit Franz Müller, l'économie livrée à l'administration, laquelle n'est pas nécessairement l'organisation ; on ouvrirait à la bureaucratie, c'est-à-dire à la négation même de l'économie, à l'irrationalité, le seul domaine qui lui demeure encore fermé..., on confierait la direction des phénomènes les plus mouvants qui existent, à l'organisme le plus rigide qui ait jamais été inventé. »

Plaçons-nous maintenant dans l'hypothèse d'une socialisation partielle et supposons que l'on se borne à socialiser les branches de production les plus importantes, celles qui répondent à des besoins sur l'urgence desquelles tout le monde est d'accord. Les branches ainsi socialisées se trouvant au milieu d'un ensemble économique non socialisé pourront et devront même conserver le système de calcul à base de monnaie ainsi que la comptabilité capitaliste. Il résulte de là une première conséquence, c'est que la socialisation partielle ne constitue pas une première étape vers la socialisation totale ; quand il s'agira de réaliser cette dernière, le passage de la comptabilité-deniers à la comptabilité-matières et la conciliation du calcul en nature avec la rationalité économique offriront les mêmes difficultés : le problème restera donc entier.

Le danger qui menace une économie entièrement socialisée existe également, bien qu'à un moindre degré, dans une socialisation partielle. Tandis que le capitalisme s'adapte progressivement et spontanément aux modifications qui interviennent dans les groupements économiques, la socialisation tend à créer des formes stables qui ne peuvent être mises que par intervalles, après coup et artificiellement en harmonie avec elles. La socialisation partielle aboutit donc à former au milieu d'une économie dynamique de véritables îlots d'économie statique.

Un second danger qui a déjà été signalé, c'est la tendance qu'a la socialisation à créer des monopoles précisément dans les branches les plus importantes de la production. L'entreprise socialisée peut même atteindre au monopole le plus complet que l'on puisse concevoir. Plus

la production qu'elle concentre entre ses mains est indispensable à l'économie, plus la marge dont elle dispose pour fixer ses prix est vaste : car les consommateurs restreindront leur pouvoir d'achat dans d'autres branches d'un intérêt moins vital pour le reporter sur celle-ci. Le critérium de rationalité fourni par la formation des prix sous le régime de la libre concurrence n'existe donc plus.

Heimann, dans sa théorie de la socialisation, (1) a cherché à parer à ce double danger. Il envisage lui aussi, une socialisation partielle avec maintien du calcul et de la comptabilité capitalistes. Seulement il estime qu'on a eu le tort jusqu'ici d'envisager tout économie méthodique (Planwirtschaft) comme devant nécessairement partir d'un recensement et d'une classification des besoins pour régler sur eux la production (Bedarfsdeckungswirtschaft); ce système présente, en effet, l'inconvénient signalé plus haut de nécessiter un plan de consommation et de production arrêté pour toute la durée d'un cycle. Heimann estime qu'une économie méthodique peut tout aussi bien et même mieux partir de la production (Erzeugungsplanwirtschaft). La monnaie étant conservée, les besoins seront satisfaits dans la mesure où ils s'appuient sur un pouvoir d'achat suffisant. L'ajustement réciproque de la consommation et de la production l'une à l'autre pourra se faire d'une façon continue comme dans notre économie traditionnelle, sans qu'une mise au point périodique soit nécessaire.

Reste le danger du monopole. Mais tout se ramène, au

(1) Heimann, op. cit. p. 160 et suiv.

fond, à la question de la formation des prix. Sous un régime ainsi conçu, la concurrence règne entre les consommateurs ; d'autre part, le possesseur du monopole n'est pas un monopoleur ordinaire : en fait, c'est l'Etat. Or les prix du monopole peuvent se mouvoir entre deux limites extrêmes : la limite inférieure qui est celle du prix institué sous le régime de la libre concurrence et la limite supérieure qui est le prix *optimum*, c'est-à-dire un prix tel que le produit du prix de l'unité par le nombre d'unités vendues soit *maximum*. Sans doute, l'Etat peut vendre à ce prix optimum, mais rien ne l'y force. Si au lieu de le faire, il a la sagesse de se tenir à la limite inférieure, tout se passera comme sous le régime de la libre concurrence, avec cet avantage toutefois, que les rentes différentielles seront supprimées du fait même de la socialisation et que l'économie obéira à une direction intelligente et consciencieuse au lieu d'obéir à un mécanisme automatique.

La difficulté est précisément d'établir, en l'absence de toute concurrence, quel serait le prix sous le régime de la libre concurrence. On serait tenté de dire : ce serait le prix minimum auquel on arriverait, si l'Etat renonçait à tout bénéfice. Il n'en est rien : l'Etat pourra ne faire aucun bénéfice et néanmoins vendre trop cher, si, par suite de méthodes défectueuses qu'aucun stimulant ne l'incitera à améliorer, son coût de production est trop élevé. Mais surtout il est infiniment probable qu'aucun Etat ne résistera à la tentation de pratiquer une politique des prix et de profiter de son monopole pour se créer une source de revenus ; et il justifiera l'opération par toutes les bonnes raisons invoquées en pareil cas : « Nous de-

mandons plus au consommateur, mais moins au contribuable », ou bien encore : « C'est un impôt, soit ; mais on le paye sans s'en apercevoir ». Il resterait bien la menace de la concurrence étrangère, mais des droits de douane en auraient facilement raison.

Ainsi donc, malgré l'intéressante tentative de Heimann, les objections formulées par Bourguin, Max Weber et Mises conservent leur valeur. Est-ce à dire que la solution que le capitalisme fournit du problème de la rationalité soit satisfaisante ? En aucune façon, et il convient d'en relever ici l'insuffisance.

Tout d'abord, le calcul à base de monnaie n'est pas sans présenter quelques inconvénients ; nous en avons eu un exemple éclatant dans la fameuse question des « Abschreibungen ». La monnaie n'est pas la mesure de la valeur, ni même du prix ; le prix consiste simplement en argent ; le rapport entre les biens et la monnaie n'est pas stable, et si, en temps ordinaire, les variations sont peu apparentes, elles deviennent sensibles dans les périodes de crise. On a reproché au calcul à base de monnaie d'être inopérant quand il s'agit d'exprimer la valeur de biens placés en dehors de la sphère économique, de ceux qui, par exemple, ont un caractère esthétique, moral ou religieux et qui cependant doivent entrer en ligne de compte dans l'appréciation de la rationalité des mesures sociales : c'est ainsi qu'il ne saurait nous renseigner sur la question de savoir s'il y a avantage à remplacer une église gothique ou un monument historique par une usine ou une maison de rapport ; le reproche est juste, mais l'inconvénient est mince et inhérent d'ailleurs à tout système d'évaluation numérique. Mais dans l'éco-

nomie même, il accepte des données arbitraires quand il s'agit de moyens de production qui n'ont pas de prix de marché, comme cela arrive dans la comptabilité rurale ; de même, il ne fournit que des indications assez vagues lors de la répartition des frais généraux dans le calcul d'entreprises multiples ; enfin, il n'offre qu'une base chancelante quand il s'agit d'évaluer les richesses d'une nation.

En second lieu, la méthode de calcul capitaliste est, nous l'avons dit, le fruit de l'empirisme. La rationalité de l'économie repose tout entière sur le fonctionnement automatique d'un appareil qui n'est pas sans défauts. Le sismographe enregistreur qu'est la formation des prix révèle bien les accidents qui surviennent dans l'économie, mais il ne les révèle qu'après coup, parfois trop tard ; c'est un prophète à rebours. Le balancier chargé de rétablir l'équilibre se meut avec lenteur et avec une précision médiocre : témoin les crises de surproduction et de sousproduction qu'il est malheureusement plus facile de nier que de conjurer. Fait bien autrement grave : le capitalisme n'assure la rationalité de l'économie qu'au prix de certaines conditions très précises dont nous avons énuméré les plus essentielles : liberté d'entreprise, liberté de circulation des biens, liberté de la clientèle, liberté du travail, etc. ; or, ces conditions, ou, du moins, quelques-unes d'entre elles, le capitalisme tend de lui-même à les détruire ; il aboutit spontanément aux trusts, aux cartels, aux contrats léonins, bref aux « restraints of trade » de tout ordre, public ou privé. Il laisse enfin subsister des intermédiaires inutiles et par conséquent des pertes de force vive ; c'est qu'en réalité

il ne peut, lui non plus, ni embrasser l'ensemble, ni pénétrer les détails de l'économie qui reste comme devant : unüberschaubar, undurchsichtig, unberechenbar. « Tout ce qu'il peut faire », dit Franz Müller (1) « — et, sans doute, c'est quelque chose —, c'est réduire à un minimum la part de l'inconnu. Il localise ce minimum d'inconnu dans le point culminant du système, dans la fonction de l'entrepreneur. Ce résidu qui contient toutes les possibilités d'erreurs en deçà et au-delà de la solution exacte, l'entrepreneur le prend pour lui, courant ainsi les risques de perte en échange des chances de profit ».

(1) Franz Müller, art. cité, *Söz. Mh* 1923, p. 154.

CONCLUSIONS

Ainsi donc l'échec des tentatives de socialisation vient de ce que l'on a voulu résoudre le problème avant de posséder toutes les données requises pour sa solution. Le grand obstacle à la socialisation réside dans l'impénétrabilité de l'économie et cette impénétrabilité tient à ce que l'économie renferme *autre chose* que des phénomènes économiques : ceux-ci ne sont eux mêmes que la résultante d'innombrables phénomènes psychologiques et biologiques. Malheureusement nous n'avons des uns et des autres ni intuition directe, ni connaissance scientifique. L'intuition directe ne pourrait être que le fait d'une conscience collective qui n'existe dans l'humanité qu'à l'état embryonnaire et dont le développement ne saurait être l'œuvre de notre volonté consciente. Quant à la science qui nous donnerait de ces phénomènes une connaissance, extérieure sans doute, mais complète et précise, elle n'est pas encore née ; mais elle est peut-être en voie de naître, et on peut prévoir qu'elle s'apparentera aux jeunes sciences telles que la psychanalyse ou la phénoménologie. Il s'agit ici du problème d'une méthode : rendre l'économie transparente ou accroître la puissance et l'acuité de notre vision dans le domaine

économique, c'est au fond le même problème énoncé ici d'une façon subjective, là d'une façon objective.

Que sortira-t-il de ces recherches ? Nul ne saurait le dire. Il se peut que l'humanité réalise la socialisation dans cent ans, il se peut qu'elle ne la réalise que dans mille, dix mille ou cent mille ans, et il se peut aussi qu'elle ne la réalise jamais. Il n'en reste pas moins vrai qu'il y a dans l'humanité comme dans toute la nature un effort immense des êtres en vue de se grouper d'abord puis d'unir ces groupements entre eux par une conscience collective. Les tentatives de socialisation ne sont donc pas des fantaisies élaborées par des idéologues dans une crise d'utopie aiguë : l'élan qui porte l'humanité vers la socialisation a son origine aux sources mêmes de la vie — plus haut peut-être.

Vu,

Le 10 février 1926,

Le Président du Jury de la Thèse,

GONNARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

Lyon, le 11 février 1926,

L. JOSSEKAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 13 février 1926.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

J. CAVALIER.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Bibliographie</i>	5

CHAPITRE PREMIER

<i>Introduction</i>	7
§ 1. Economie collective. Etatisation et socialisation.	7
§ 2. Origines du mouvement de socialisation.....	11
§ 3. Historique du régime minier allemand.....	13

CHAPITRE II

§ 1. Réunion de la première commission de socialisation	24
§ 2. Questions étudiées par la commission	25
I. Inventaire des ressources houillères de l'Allemagne.	
II. Comparaison de l'exploitation domaniale avec l'exploitation privée.	
III. Formation des prix, ventes et débouchés.	
IV. Usines de sous-produits.	

CHAPITRE III

<i>Démission de la commission de socialisation. Le rapport provisoire. Projet de la majorité, projet de la minorité</i>	41
§ 1. Parties communes aux deux projets.....	41
I. Nécessité de l'intervention de l'Etat.	
II. Rejet de l'étatisation.	
III. Organisation et cadres de l'exploitation socialisée.	
IV. Conditions du travail ; salaires.	
§ 2. Les divergences	50
I. Rapport spécial de la majorité.	
II. Rapport spécial de la minorité.	

CHAPITRE IV

§ 1. L'œuvre du législateur	56
I. La loi de socialisation du 23 mars 1919 et la Constitution économique de Weimar	57
II. Loi réglementant l'économie houillère (23 mars 1919) et ordonnance du 21 août 1919..	60

CHAPITRE V

§ 1. La deuxième commission de socialisation.....	68
§ 2. L'échec de la loi du 21 mars et ses causes.....	70
§ 3. Travaux de la commission. Les partis et les thèses en présence	77

CHAPITRE VI

<i>Rapport de la Commission</i>	91
§ 1. Projet Lederer	91
§ 2. Projet Rathenau	92
§ 3. Comparaison des deux projets	96

CHAPITRE VII

§ 1. Le comité d'entente d'Essen	100
§ 2. Projet Stinnes	101
§ 3. Contre projet Werner	104

CHAPITRE VIII

<i>La crise de la socialisation</i>	107
---	-----

CHAPITRE IX

<i>Le postulat psychologique de la socialisation</i>	123
<i>Conclusion</i>	143
